PARE-BRISE GARANTIE RISQUES ROUTIERS TOTALE
Lebeau VITRES D'AUTOS

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

GREICHE & SCAFF OPTOMÉTRISTES
336-4444
56 SUCCURSALES
2 POUR 1
AU COMPLET: Monture et lentilles de grandes marques exclusives

4 MONTRÉAL, SAMEDI 1er MAI 1993 109e ANNÉE Nº 188 204 PAGES, 14 CAHIERS Îles de La Madeleine: 2 00 1,50 $ Taxes en sus

Situation explosive dans la construction

Le travail au noir accentue de manière significative les problèmes de cette industrie

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Les ouvriers de la construction sont à bout de nerfs. Ils ont bruyamment manifesté hier aux bureaux du ministre du Travail, M. Normand Cherry, à Montréal et à Québec. Par la suite, ils ont carrément envoyé paître le ministre, devant la commission parlementaire qui précédait la prolongation de 45 jours du décret de la construction, lequel expirait hier soir.

La situation est explosive. Les policiers en civil étaient nombreux hier autour du ministre Cherry, tandis que des mesures de sécurité extraordinaires étaient prises pour protéger les différents bureaux du ministère. «La solution des bras, c'est le pire service à rendre à l'industrie de la construction», a déploré le ministre.

M. Cherry soutient qu'il «n'a pas le choix d'intervenir de cette façon parce que les négociations n'ont pas progressé d'un iota depuis des mois». Visiblement agacé, le ministre reproche aux parties de «se dérober» à leurs responsabilités. «Ils n'arrivent même pas à parapher les chapitres sur lesquels ils s'entendent», a-t-il lancé.

Les syndiqués le supplient de ne pas intervenir pour laisser les négociations suivre leur cours. L'industrie de la construction compte quelque 100 000 travailleurs, 18 000 entrepreneurs et génère un chiffre d'affaires de 25 milliards. Les porte-parole patronaux, les entrepreneurs, disent traverser la pire période des trente dernières années, avec un taux de chômage de 60 p. cent. En deux ans, le nombre d'heures travaillées est passé de 111 millions à 70 millions. Tous, patrons et ouvriers, dénoncent vigoureusement l'accroissement du travail au noir. Les deux parties s'accusent mutuellement de ne pas vouloir négocier et ne s'entendent pas sur les solutions.

Les syndicats ne veulent pas négocier des diminutions de salaires, alors que les entrepreneurs se disent convaincus de la nécessité de réduire leurs coûts de main-d'oeuvre.

VOIR CONSTRUCTION EN A 2

Ryan veut éliminer la Commission de protection de la langue

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

C'est une révision passablement large de la Loi 101 et non plus seulement de simples «ajustements» en matière d'affichage qu'envisage de soumettre le ministre responsable du dossier linguistique Claude Ryan.

Au risque de se voir dénoncé de nouveau dans quelques années par l'ONU, le gouvernement Bourassa maintiendrait le cap sur la recommandation du PLQ d'interdire l'usage d'une autre langue que le français sur les grands panneaux publicitaires.

Mais surtout, selon les informations obtenues par *La Presse*, le projet de loi prévoirait la fusion de la Commission de la protection de la langue française, qui compte 35 enquêteurs à Montréal, à l'Office de la langue. Nombre d'organismes ont déjà des «directions des plaintes», fait-on valoir. En outre, le mandat de la présidente de l'organisme, Ludmilla de Fougerolles, tire à sa fin.

On fait valoir à l'avance que le budget annuel de 2,2 millions de la Commission pourrait être utilisé à meilleur escient. Plus de 80 p. cent des plaintes reçues par l'organisme viennent de quatre Montréalais, souligne-t-on aussi.

En revanche, le gouvernement maintiendrait le Conseil de la langue en tant qu'organisme distinct. La nécessité de préserver l'indépendance d'un organisme conseil sur les grandes politiques linguistiques rend difficile son intégration dans un autre qui a, lui, à appliquer la loi.

Le sort de la Commission de toponymie reste incertain, bien que la semaine dernière encore, le ministre Ryan ait mentionné la nécessité d'un tel organisme qui, administrativement, dépend déjà de l'Office de la langue. Toutefois, il pourrait tout aussi bien être

VOIR LANGUE EN A 2

■ **Foncer dans le sens du vent.** *La chronique de Lysiane Gagnon en page B 3*

Poursuite de 5 millions contre le chef Jerry Peltier de Kanesatake

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Wendell Lorrie Jerrie Peltier, mieux connu sous le nom de Jerry Peltier, et le Conseil de bande de Kanesatake ont reçu, hier, une mise en demeure par huissier leur intimant de remettre la somme de cinq millions de dollars à Ronald Bonspille, Judy Bonspille et Clarence Simon à cause d'un préjudice irréparable causé malicieusement par divers propos volontairement publicisés.

De plus, selon le couple Bonspille et Clarence Simon, Jerry Peltier a manqué à sa parole et il doit démissionner de son poste de grand chef du conseil de bande de Kanesatake. Les Bonspille et Clarence Simon sont membres de la communauté autochtone de Kanesatake, du territoire de la paroisse d'Oka, et Simon y a même occupé le poste de grand chef du conseil de bande.

L'avocat des demandeurs, Me Claude J. Nadeau a joint à la mise en demeure un document démontrant que Jerry Peltier a été adopté par le conseil de bande de Kanesatake et qu'à ce moment il a promis de ne pas faire de politique. C'est pour avoir dérogé à sa promesse qu'il est sommé d'abandonner dans les prochains jours son poste de grand chef.

De la bande Wikwemikong (Ontario) de la Confédération des six nations iroquoises, Peltier a été adopté, avec son épouse et son enfant, le 30 mars 1976. Le texte d'une résolution en ce sens du conseil de bande de Wikwemekong, portant les signatures de plusieurs chefs, dont trois avec Peltier comme nom de famille, a été joint à la signification de la mise en demeure.

Rétractation exigée

Les demandeurs exigent aussi de Jerry Peltier une rétractation au sujet d'accusations portées dans un journal à l'endroit des propriétaires (le couple Bonspille) de Kanasatake Mobile Service et Kanesatake Medical Emergency Service et de Clarence Simon. Ces trois personnes n'ont jamais fait bon ménage avec Peltier.

Selon le libellé de la mise en demeure, Peltier a accusé les clients de Me Nadeau de malversations et de fraude relativement à l'émission d'un chèque de 50 000 $ par Santé et Bien-Être Canada. Peltier aurait fait cette affirmation quand il a réclamé 400 000 $ à Ottawa pour combler le déficit accumulé du conseil de bande de Kanesatake.

«La documentation transmise, peut-on lire dans la mise en demeure, explique l'utilisation des

VOIR POURSUITE EN A 2

AGRESSION CONTRE MONICA SELES

La joueuse de tennis numéro un mondial, la jeune Monica Seles (19 ans), a été blessée hier d'un coup de couteau par un spectateur au cours du tournoi de Hambourg. L'homme qui a porté le coup est un Allemand âgé de 38 ans. La joueuse devra arrêter la compétition entre un et trois mois, et la défense de son titre des Internationaux de France, à partir du 24 mai, apparaît d'ores et déjà exclue. ● **Voir autres informations en pages H 1 et H 7.** PHOTO AP

Intifada à l'égyptienne

C'est un bien curieux *Intifada* qui ébranle l'Égypte depuis un an, plongeant ce grand pays clé du monde arabe dans une guerre civile larvée qui n'ose pas dire son nom.

Le journaliste Jooneed Khan, de la section internationale de *La Presse*, revient d'un deuxième séjour de deux semaines en Égypte.

Ce voyage, réalisé à la suite d'un projet commun entre le grand quotidien cairote *Al-Ahram* et *La Presse*, permettra aux lecteurs de bien connaître l'Égypte sous ses divers aspects. Aujourd'hui, en pages B 4 et B 5 du cahier PLUS, Jooneed Khan traite du miracle égyptien, de la période du Ramadan et du Nouvel Ordre mondial vu d'Égypte.

Demain seront abordés «l'Égypte sous Moubarak» et «Al-Ahram, métaphore du dilemme égyptien». □

Aujourd'hui

MÉTÉO

Aujourd'hui: partiellement ensoleillé avec une ou deux averses. Maximum 17, minimum 4.
Demain: généralement ensoleillé et frais. Maximum 14, minimum 0.
Détails en page E 20

VACANCES/VOYAGE

CHICAGO: La mégapole américaine est une des plus belles villes d'Amérique avec ses gratte-ciel imposants et ses musées, en plus d'être ouverte sur le lac Michigan, qui lui sert de porte maritime et de plage, et une ville où il fait bon vivre et se promener, malgré la violence dans les faubourgs. ***Page I 1***

CINÉMA

MATUSALEM: Maxime Collin, Jod Léveillé-Bernard, Steve Gendron, Marie-France Monette et Jessica Barker sont les jeunes interprètes de «Matusalem», du réalisateur Roger Cantin. «La Presse» est allée sur le plateau de tournage du film, à Cuba, où on s'est lancé... à l'assaut des pirates! ***Page D 1***

SPECTACLES

ROCK: Deux Québécois, Robert Lepage et Alain Lortie, sont les grands responsables de l'«habillage» du plus original des spectacles à être présenté actuellement sur le circuit A du rock international: celui de Peter Gabriel. «La Presse» a vu le spectacle de Gabriel à Paris et a conversé avec Lepage et Lortie. ***Page E 1***

SOMMAIRE

Annonces classées
Immobilier ... D9 à D17, G2 à G4
Marchandises ... G4, G5
Emplois ... G5 à G8, H10
Automobiles ... H11, H12
Propositions d'affaires ... F2
Arts ... Cahier E
Télé-horaires ... E2
Chronique télé ... E3
Avis ... C4, H15
Bandes dessinées ... J10
Bridge, échecs, philatélie ... K13
Carr. et prof. ... Cahier J
Cinéma ... Cahier D
Ciné-horaires ... D4
Décès ... H14
Économie ... Cahier F
Éditorial ... B2
Encans ... H14
Êtes-vous observateur? ... D11
Feuilleton ... E20
Habitat ... Cahier K
Horoscope ... J10
Informations nationales ... C1
Le monde ... C1, C7
Loteries ... A4
Mots croisés ... D12, J10
«Mot mystère» ... D14
Restaurants/Vins ... E18, E19
Sports ... Cahier H
Voyage ... Cahier I

Le pouvoir dans l'entreprise

RUDY LE COURS et MIVILLE TREMBLAY

CAISSES DE RETRAITE
QUI EST LE BOSS?

Qui est insensible à la façon dont le pouvoir est exercé? Qui n'est pas touché par les grandes décisions prises par les entreprises?

Et par-dessus tout, qui n'est pas intéressé à savoir ce que font les caisses de l'argent de votre retraite?

L'exercice du pouvoir au sommet des entreprises a un nom: *corporate governance* **que l'on traduit tant bien que mal par «régie d'entreprise». On pourrait tout aussi bien parler du «gouvernement des entreprises».**

Concrètement, la régie d'entreprise englobe les rapports entre les dirigeants, les conseils d'administration, les actionnaires et tous les groupes qui font valoir leurs intérêts, du client à Greenpeace, en passant par les syndicats et les gouvernements.

1. ■ Qui est le boss? Comment doit-il bosser? Et au bénéfice de qui? Les réponses classiques à ces trois questions — 1- le président du conseil et chef de la direction; — 2- comme un despote éclairé; — 3- pour lui-même — ne conviennent plus.

Partout en Amérique du Nord, de nouveaux rapports de force imposent de nouvelles réponses, révèle une enquête menée dans les coulisses du pouvoir.

Le pouvoir se déplace avec l'argent. Ce sont les caisses de retraite gorgées de milliards qui imposent dorénavant les changements. Finie l'époque où elles se contentaient d'être des investisseurs passifs. À titre de propriétaires, elles demandent des comptes aux dirigeants et les obtiennent.

La Caisse de dépôt et placement du Québec n'est pas seule à le faire. Tant s'en faut.

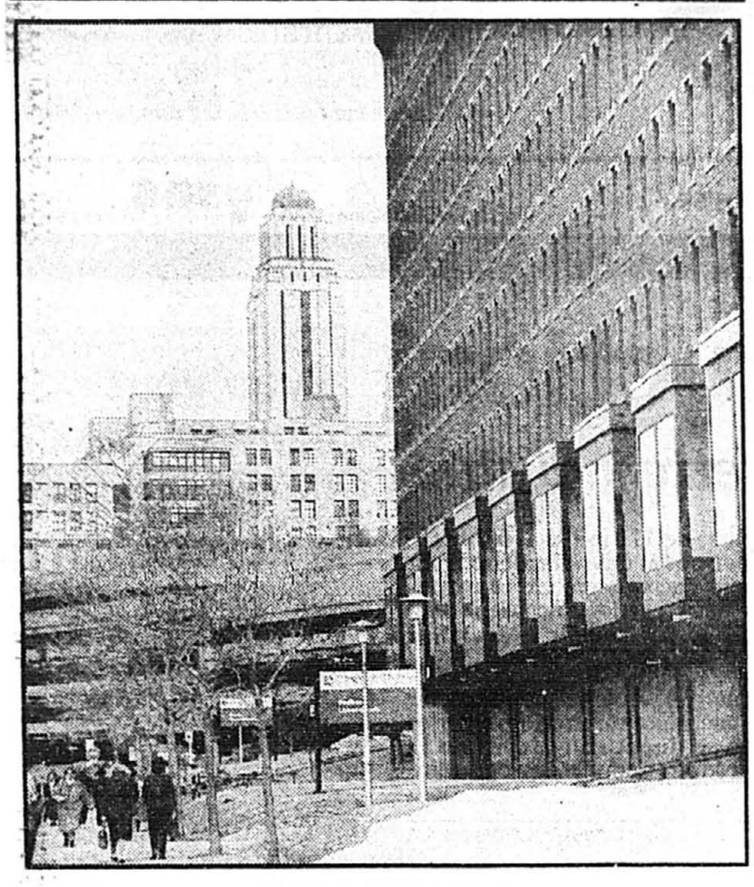
Selon le magazine américain *Fortune*, «le pouvoir des caisses de retraite sera l'une des principales forces du milieu des affaires au cours des années 1990».

L'issue finale touche la vie des citoyens. Qui n'a pas un boss?

VOIR POUVOIR EN A 2

INFORMATIQUE Dumoulin
◆ MONTRÉAL 8251 St-Hubert 385-1777
◆ LAVAL 1533 Autoroute 440 ouest 688-1001
◆ LONGUEUIL 2203 chemin de Chambly 468-5651
ENCORE MIEUX répondre à vos besoins
MISSION 93
1 Grand Choix d'un Super magasin 2 Bas Prix d'un Entrepôt 3 Service Personnalisé d'une Boutique
Qualité d'impression laser ... à une fraction du prix!
• Résolution de 360 X 360 dpi
• Émulation IBM/Epson • Très silencieuse
• Distributrice de papier incluse!
LE PLUS BAS PRIX GARANTI: 449$
Canon
399$ Soit un rabais de 50$ avec cette annonce en main FAITES VITE!

Demain dans *La Presse*



Livres

À l'Université de la montagne

■ **Double anniversaire à l'Université de Montréal : la faculté de médecine célèbre cette année son 150e anniversaire, et il y aura cinquante ans en juin que l'Université occupe le Mont Royal, le pavillon central de l'Université étant le joyau d'architecture d'Ernest Cormier. Le cahier des Livres présente demain les deux ouvrages de références publiés à cette occasion.**

De plus, on pressentait un esclandre de ce genre pour son prochain livre: on a eu droit à une véritable «affaire» Philippe Djian, l'écrivain-culte auprès des jeunes, avec la sortie de «Sotos» chez Gallimard: un scandale de dix jours seulement mais de force dix sur l'échelle de Richter! De Paris, Louis-Bernard Robitaille nous en parle.

Insolite

Le lait de coco double le temps de vie des spermatozoïdes

Agence France-Presse

FORTALEZA, Brésil

■ Un chercheur français de l'INRA (Institut national de recherches agronomiques), M. Yvon Guérin, a réussi une première scientifique en inséminant des brebis brésiliennes avec du sperme d'ovins français dont la durée de vie utile avait été doublée par une conservation dans une substance active extraite de lait de coco.

M. Guérin a indiqué qu'il était arrivé jeudi matin à l'aéroport de Fortaleza, la capitale de l'État Nordestin du Ceara, pour se rendre dans une ferme proche et inséminer artificiellement 83 brebis avec du sperme de béliers de type «Île de France», renommé pour la qualité de sa viande.

M. Guérin a précisé que le diluant à base de lait de noix de coco, baptisé «GYP», lui accordait un délai de 48 heures pour procéder à l'insémination contre 24 heures pour les diluants utilisés précédemment.

L'efficacité de la substance extraite du lait de coco a été découverte par un chercheur brésilien de l'Université du Ceara, M. José Ferreira Nunes, mais c'est l'INRA qui en a le brevet.

C'était la première fois que l'efficacité du lait de coco était testée hors de France.

Je suis Pippy et grouillez-vous!

Reuter

LONDRES

■ Peu ordinaire Pippy la perruche. Perdue, elle a su demander son chemin à une barmaid.

«Je suis Pippy. J'habite au numéro 7, Strawberry Close à Nailsea. Compris?», a dit l'oiseau à Ruth Durbin qui l'avait repéré dans un arbre.

«Je n'en croyais pas mes oreilles, surtout quand elle m'a dit: 'Compris?', sur un ton menaçant», a raconté Ruth Durbin.

La barmaid a alors envoyé une lettre aux propriétaires de Pippy à l'adresse indiquée. «Puis, j'ai reçu un coup de téléphone d'un certain M. Bendon qui m'a autant étonnée — sa voix était exactement la même que celle de l'oiseau.»

La quotidienne Tirage d'hier

à trois chiffres 291

à quatre chiffres 8138

ABONNEMENT 285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6900

ANNONCES CLASSÉES
lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30 285-7111
Décès, remerciements 285-6816
GRANDES ANNONCES
Détaillants 285-7202
National, Télé+ 285-7306
Vacances, Voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *LA PRESSE* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *LA PRESSE* sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe — **Enregistrement : numéro 1400 » Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.**

RENSEIGNEMENTS 285-7272

17-6

CODE DU JOUR **SAMEDI 1er MAI 1993**

SUITE DE LA UNE

Un millier de travailleurs de la construction se sont rassemblés hier matin devant les bureaux du ministère québécois du Travail, rue Crémazie, à Montréal, où des policiers ont été dépêchés pour assurer la sécurité. Le ministère a dû fermer boutique pendant la manifestation organisée par la FTQ-Construction et le Conseil provincial des métiers de la construction, qui regroupent ensemble plus de la moitié des syndiqués de cette industrie. Les syndiqués, victimes d'un taux de chômage de 60 p. cent, s'opposent au prolongement du décret de la construction et réclament le droit de négocier avec les entrepreneurs. PHOTO PIERRE MCCANN, *La Presse*

CONSTRUCTION

Situation explosive dans la construction

Les ouvriers de la construction sont donc venus nombreux à l'Assemblée nationale hier. Le service d'ordre était nerveux. Habitués à l'atmosphère feutrée du parlement, les policiers craignaient qu'il y ait du grabuge.

Plus d'une centaine de travailleurs aux bras forts, aux mains larges, tous en tenue sportive, sont venus dire au ministre Cherry «de se mêler de ses affaires». Les gars de la FTQ et du Conseil provincial (International) ont refusé de témoigner devant les parlementaires qui devaient décider de prolonger le décret de 45 jours pour permettre aux parties de s'entendre en négociation.

Au-delà du geste politique et des manifestations tenues à Montréal et Québec, le drame de la récession est palpable chez ces ouvriers de la construction. À l'écart, dans une petite pièce du parlement, *La Presse* en a interrogé deux, hier matin. Guy Gosselin, 47 ans, de Saint-Romuald, et Jacques Pineaut, 59 ans, de Cap-Santé, deux localités situées en banlieue de Québec.

«Je suis soudeur depuis 25 ans, mais je n'ai pas travaillé depuis un an. Il ne me reste que «deux timbres» et ensuite c'est le BS. Le Bien-Être nous demande d'épuiser nos économies, nos REERs, avant de formuler une demande. Ça c'est le vrai problème, beaucoup plus sérieux que le décret», explique M. Gosselin, visiblement ému en racontant que son fils de 22 ans suit un cours de boucher payé par le Bien-Être social. «Je suis écoeuré. Il n'y a pas d'espoir. Je ne me donnerai pas pour 5$ l'heure, c'est pas vrai», ajoute-t-il, serrant les poings.

Jacques Pineault est plombier depuis 1952. Il a travaillé quatre semaines depuis un an. «J'ai commencé à piger dans mes économies, car à mon âge, c'est difficile de se trouver du travail et je refuse de travailler au noir puisque le malaise dans la construction part de là.»

Les deux hommes affirment que des entrepreneurs, de plus en plus nombreux, tentent d'obtenir des rabais en catimini, genre «tu travailles 40 heures, mais on te paie pour 30».

L'an dernier, on dénombrait 40 000 travailleurs qui ne pouvaient renouveler leurs certificats, tout simplement parce qu'ils n'avaient pas travaillé un nombre d'heures suffisant.

Non à Cherry

Les porte-parole syndicaux, MM. Maurice Pouliot, du Conseil provincial, Jean Lavallée et Yves Paré, de la FTQ, ont refusé de témoigner devant la commission parlementaire. Ils ont claqué la porte en soulignant qu'ils ont perdu toute confiance envers un ministre du Travail et un gouvernement qui, disent-ils, semblent prêter une oreille plus attentive aux doléances exprimées par le fort lobby des associations patronales.

Les patrons, regroupés au sein de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, l'AECQ, représentée par M. Robert Brown, tracent un sombre tableau de l'industrie, ajoutant que le travail au noir prend des proportions si grandes que même des entrepreneurs se prêtent volontiers à ces tactiques pour ne pas se retrouver en faillite. Dans ce contexte, M. Brown affirme qu'il faut un débat de fond, maintenant, pour revoir en profondeur les salaires qui se paient dans l'industrie.

Les représentants syndicaux rétorquent qu'il faut être naïf pour croire qu'une baisse de 20 p. cent des taux de salaire dans le secteur résidentiel va augmenter demain matin le nombre de mises en chantier. «Les taux de chômage élevés et le haut taux d'inoccupation des logements freinent davantage l'accès à la propriété», disent-ils.

Le ministre Cherry, devant l'impasse, s'est engagé hier à mettre le conciliateur Pierre Dufresne et son sous-ministre Jacques Henri, à la disposition des parties. □

LANGUE

Ryan veut éliminer la Commission de protection de la langue

rattaché à un autre ministère. En 1986, le gouvernement Bourassa avait tenté de fusionner en un seul les quatres organismes relevant de la Charte de la langue française, mais le tollé fut tel que la ministre responsable, Lise Bacon, dut battre en retraite.

M. Ryan présentera le projet de loi mercredi prochain au Conseil des ministres. Québec veut par la même occasion «actualiser» la Loi 101, la rendre conforme aux jugements qui en ont invalidé certains articles.

C'est ainsi que, logiquement, il faudrait faire disparaître la «clause Québec» de la Charte puisque le tribunal a tranché en faveur de la «clause Canada» et que c'est cette dernière qui s'applique dans les faits. Québec toutefois avancera prudemment sur cette voie, compte tenu de l'émotivité qui entoure toujours le débat politique dès qu'il touche la question linguistique, explique-t-on. □

POURSUITE

Poursuite de 5 millions contre le chef Jerry Peltier de Kanesatake

fonds. Bien que nos clients aient été autorisés à utiliser ces fonds suivant une entente préalable, le tout à la connaissance de Monsieur Wendel Lorrie Jerrie Peltier, grand chef du conseil de bande de Kanesatake, ce dernier, personnellement et à titre de représentant légal du conseil de bande, a volontairement, illégalement et de façon malicieuse attaqué et discrédité la réputation de nos clients.»

Si dans les cinq jours suivant la réception de la mise en demeure un chèque de cinq millions n'est pas libellé à l'ordre du cabinet d'avocat, si Peltier est toujours en poste et si aucune excuse n'a été formulée, Me Nadeau stipule qu'il a reçu instruction de ses clients d'entreprendre tout recours administratif et judiciaire qui s'impose sans autre avis ni délai. «De plus, écrit Me Nadeau, nos clients se réservent le droit de rendre public tout renseignement pertinent à la présente permettant le rétablissement des faits tels qu'ils se sont réellement déroulés».

Pour ce qui est du recours administraif, Me Nadeau a précisé qu'il fait principalement allusion à la possibilité d'aller devant le grand conseil de bande et le ministère des Affaires indiennes. □

POUVOIR

Le pouvoir dans l'entreprise

Parfois la lutte pour le pouvoir envahit la place publique. Les médias rapportent tantôt la démission d'un tel, tantôt un obscur changement sur le nombre de votes des actions. Mais le plus souvent, les jeux d'influence se déroulent à huis clos.

Dans une série de reportages débutant aujourd'hui en page F 1, *La Presse* vous explique comment et pourquoi la deuxième plus importante caisse de retraite des États-Unis s'attaque aux présidents des plus grandes entreprises et obtient parfois leur tête.

Demain, vous verrez que le pouvoir des grandes familles est encore très enraciné au Canada et qu'elles résistent mieux aux pressions des caisses de retraite. Mais pour combien de temps encore?

Lundi, vous franchirez les portes des conseils d'administration pour voir comment s'y exerce vraiment le pouvoir, et comprendrez la nécessité de réformer cette vénérable institution. Mardi enfin, on lèvera le voile sur les interventions de la Caisse de dépôt auprès des conseils d'administration. □

Les autochtones géreront des permis de pêche

Michel HÉBERT
de la Presse Canadienne

OTTAWA

■ Ottawa autorisera les bandes autochtones à émettre et à gérer elles-mêmes leurs permis de pêche au Québec comme partout ailleurs au Canada.

«Le ministre peut délivrer un permis communautaire à toute organisation autochtone en vue de l'autoriser à pratiquer la pêche et toute activité connexe», stipule un projet de règlement dont la version finale sera rendue publique lundi à Ottawa.

«Les responsables autochtones administreront le régime de délivrance des permis», précise la réglementation projetée.

Ces permis pourront être émis à des bandes autochtones de toutes les provinces du Canada. Plusieurs bandes s'intéressent déjà à cette activité, notamment au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, à Terre-Neuve et en Colombie-Britannique.

Ce règlement permettra aux autochtones de pêcher le saumon, l'alose ou l'éperlan; ils pourront aussi pêcher l'anguille.

Les permis de pêche communautaire remplaceront les permis de pêche de subsistance. Certains de ces permis permettront cependant à des bandes autochtones de vendre leurs prises. Cette pratique est autorisée en Colombie-Britannique, où les autochtones vendent les saumons qu'ils pêchent.

Quelques bandes autochtones du Québec s'adonnent déjà à la pêche commerciale avec la bénédiction du fédéral, du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et celui de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Le fédéral n'exclut pas la possiblité de permettre l'an prochain à d'autres bandes autochtones de l'Est du Canada, notamment au Québec et au Nouveau-Brunswick, de pêcher et de vendre leurs poissons.

«La possibilité permettant la vente serait possible, mais tout le concept doit être examiné», a déclaré Me Françoise Ducros, de la direction des affaires autochtones de Pêches et Océans.

«C'est une chose qui n'est pas exclue, a-t-elle ajouté, mais qui n'est pas encore en préparation.»

Les autochtones font des pressions pour qu'Ottawa assouplisse ses règles. Pêchant déjà le saumon pour leur propre consommation dans la région de Restigouche, au Québec, les Micmacs ont demandé au fédéral l'autorisation de pêcher le homard au Nouveau-Brunswick. Cela pourrait être possible, selon Me Ducros, si des permis peuvent être rachetés par Ottawa de pêcheurs blancs inactifs.

N'oubliez pas la fête des Mères le 9 mai

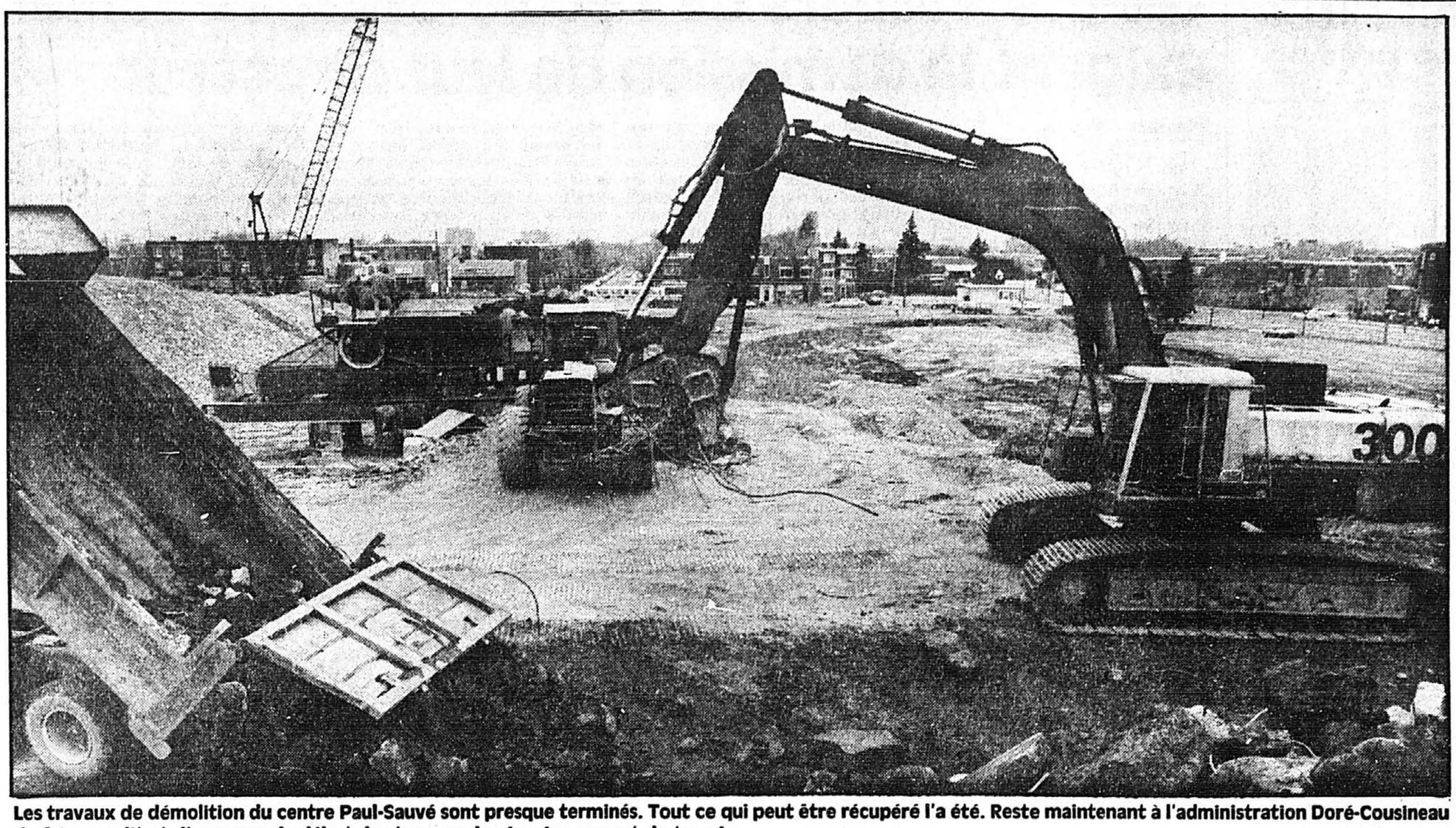
ROCKLAND 341-7810

BOUTIQUE ET MAGASIN À RAYONS
LINEN CHEST
OUVERT DIMANCHE

Linen Chest offre le meilleur choix de cadeaux pour votre mère, tous aux plus bas prix garantis.

Ste-Catherine et Université 282-9525 les promenades de la CATHÉDRALE

La Presse



Les travaux de démolition du centre Paul-Sauvé sont presque terminés. Tout ce qui peut être récupéré l'a été. Reste maintenant à l'administration Doré-Cousineau de faire son lit et d'annoncer le début des travaux de réaménagement du terrain.

PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*

Plus de logements sociaux et moins de condos

Le Bureau de consultation de Montréal dépose son rapport sur le projet Paul-Sauvé

YVON LABERGE

■ Le Bureau de consultation de Montréal (BCM) recommande à l'administration Doré-Cousineau de réserver au moins 140 des 400 logements du projet Paul-Sauvé au logement social, principalement pour les personnes âgées préretraitées et retraitées.

Dans son rapport rendu public hier, le comité consultatif suggère également à l'administration municipale de revoir à la baisse le nombre de logements en copropriété et d'oublier la construction de commerces en rez-de-chaussée, rue Beaubien.

Les deux commissaires du BCM qui ont entendu 25 citoyens et organismes des quartiers Rosemont et Petite-Patrie lors de la consultation publique des 23, 24 et 25 mars, y vont d'une quinzaine de recommandations aux membres du Comité exécutif de la ville de Montréal.

L'administration Doré-Cousineau, on le sait, a proposé, en février dernier, trois scénarios de «réaménagement du site Paul-Sauvé». Le premier prévoit la construction de 360 logements, le deuxième de 400 et le troisième de 415. Dans les trois cas, le nombre de logements sociaux était fixé à 80.

La presque totalité des citoyens et organismes des quartiers Rosemont et Petite-Patrie ont réclamé quant à eux la construction d'au moins 370 logements collectifs (coop, OSBL, HLM) pour répondre aux besoins de la population.

Les commissaires — Nicole Lacelle et Francine Dansereau — reconnaissent qu'il faudrait davantage de logements sociaux, mais elles croient également que pour contrer l'étalement urbain et l'appauvrissement de Montréal, il faut élargir l'assiette fiscale et favoriser les investissements privés.

N'empêche qu'elles suggèrent qu'une vingtaine des 140 logements sociaux soient réservés aux familles et elles invitent l'administration Doré-Cousineau à annoncer au plus tôt «ses intentions d'intervenir dans le logements existant, par le biais de l'Office municipal d'habitation de Montréal et de la Société d'habitation et de développement de Montréal afin d'aider les locataires et les petits propriétaires d'immeubles locatifs».

Cela dit, elles recommandent la construction de moins de logements en copropriété, parce que le marché du condo est en chute libre dans la région de Montréal, et l'abandon des commerces en rez-de-chaussée rue Beaubien, parce qu'il y en a suffisamment à proximité. En fait, dit le rapport, vaudrait mieux utiliser les surfaces commerciales à l'aménagement de surfaces communautaires!

Les commissaires suggèrent par ailleurs l'aménagement d'une place publique pour piétons dans ce qui devrait être le prolongement de la 21e Avenue et le réaménagement des abords du parc Étienne-Desmarteau pour rendre cet espace vert plus accessible.

Un porte-parole du comité Logement Rosemont reconnaît que le comité consultatif ne répond pas à ses demandes du côté du logement social, mais ajoute que mieux loger les personnes âgées est également une priorité dans le quartier.

Enfin, on espère que l'administration Doré-Cousineau fera sienne la recommandation de construire au moins 140 logements sociaux plutôt que les 80 annoncés en février.

Du côté de l'administration, aucun commentaire hier. Tout juste précise-t-on que le Comité exécutif a 60 jours pour faire connaître son opinion. Entretemps, le rapport du comité consultatif sera étudié au conseil municipal du 10 mai.

Mirabel a gain de cause en Cour supérieure: les poids lourds ne pourront emprunter le rang Sainte-Marguerite

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Le juge Anthime Bergeron, de la Cour supérieure, rejete la requête en injonction provisoire visant à interdire l'installation par la ville de Mirabel de panneaux interdisant le droit de passage aux camions de plus de 10 tonnes, sur une partie du rang Sainte-Marguerite.

Le directeur général de la municipalité, M. Yves Lacroix, qualifie cette décision de grande victoire pour le monde municipal. Hier, à sa sortie du palais de justice de Saint-Jérôme, M. Lacroix a déclaré qu'il avait lui-même décidé, après consultation avec le maire Hubert Meilleur, d'installer ces panneaux. «Cette décision a été prise après avoir reçu des plaintes de citoyens et devant l'urgence de la situation», a-t-il précisé.

Service Sanitaire Richer avait, dès les pancartes installées, présenter une requête en injonction. La firme a d'abord obtenu gain de cause. Mais hier, il y a eu débat de fond sur la requête et un ingénieur d'une firme spécialisée, Louis d'Amour, est même venu témoigner que cette partie du rang Sainte-Marguerite devait être interdite à l'année à la circulation lourde.

La décision de la municipalité n'est actuellement valide que pour la période du dégel.

Instruction aux policiers

Les panneaux ont été réinstallés en fin d'après-midi sur cette artère autrefois de juridiction provinciale. D'autres ont été posés sur des chemins de Mirabel où passent de lourds camions. La police municipale a reçu instruction d'avoir l'oeil ouvert et de remettre des billets au contrevenants.

Avec cette décision de la Cour supérieure, croit M. Lacroix, les municipalités qui ne peuvent pas réparer les routes dangereuses pourront y installer des panneaux interdisant la circulation de camions lourds ou encore les fermer.

Depuis que Québec a décidé de confier aux municipalités la voirie tertiaire en adoptant sa loi 145, les élus locaux ont des maux de tête, car presque tout le réseau est endommagé et ils n'ont pas d'argent pour effectuer des travaux de réfection.

«Québec, en bon gestionnaire, aurait dû faire réparer au moins les pires routes avant de les confier aux municipalités. Ainsi, il aurait été beaucoup plus facile d'assurer l'entretien, de voir à réparer immédiatement les trous et autres ornières», explique M. Lacroix.

La ville de Mirabel ne sait pas encore si elle va interdire la circulation lourde sur certaines de ses voies toute l'année. C'est le conseil municipal qui sera appelé à décider lors d'une prochaine séance.

Quand la décision d'interdire pour la période du dégel la circulation lourde dans le rang Sainte-Marguerite a été présentée aux édiles pour être adoptée, deux conseillers sur neuf élus présents ont voté contre: l'un est propriétaire d'une carrière et l'autre d'une flotte de camions.

L'EXPRESS DU MATIN

LA SENTENCE DE RÉMY MERCIER ANNULÉE

■ Rémy Mercier, cet homme qui avait écopé de cinq mois de prison avoir avoir déclaré publiquement qu'il exécuterait le prochain policier qui tuerait un Noir sans justification, a vu sa sentence annulée plus tôt cette semaine par trois juges de la Cour d'appel du Québec. Toutefois, la Cour a maintenu les accusations d'avoir proféré des menaces de mort. L'avocat de Mercier a déclaré qu'il avait l'intention de porter la cause devant la Cour suprême du Canada.

LA COUR MUNICIPALE OUVRIRA PLUS TÔT

■ À compter de lundi, la cour municipale de Montréal ouvrira ses portes à 9h30 au lieu de 10h, afin d'améliorer son service à la population. La Cour compte ainsi accélérer le traitement des dossiers. Les citoyens bénéficieront désormais de cinq heures d'audience de plus par jour — soit une demi-heure supplémentaire pour chacune des dix salles d'audience. Cette décision a été prise conjointement par le juge en chef J. Roch Saint-Germain et l'avocat en chef de la Ville, Me Jean-Guy Leduc.

SAISIE DE CIGARETTES

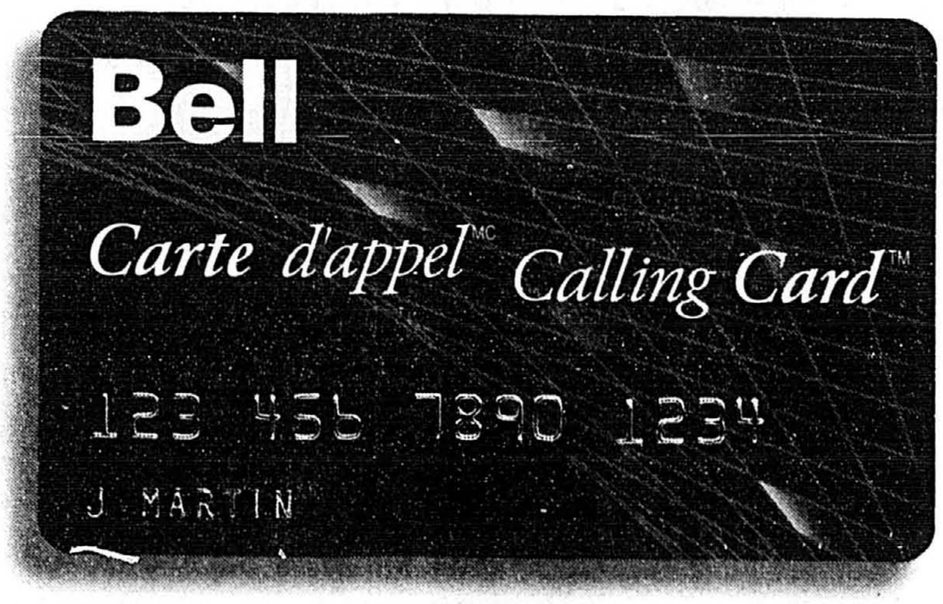
■ Deux policiers de la Sûreté du Québec ont saisi 30 caisses de cigarettes d'une valeur de 60000 $ dans la nuit de jeudi à vendredi lorsqu'ils ont intercepté une camionnette à Baie-d'Urfé. Deux individus de Saint-Régis ont été arrêtés. Ils ont été remis à la GRC pour que cette dernière entreprenne des poursuites judiciaires.

DEUX ENFANTS BLESSÉS

■ Deux enfants de Trois-Rivières-Ouest qui jouaient dans une boîte de carton près de leur résidence familiale, ont eu la peur de leur vie jeudi soir lorsque leur cachette a été heurtée et écrasée par une voiture. La petite Claudine Paillé et son ami Steve Lafrenière étaient cachés dans ce réduit lorsque le père du garçonnet, Michel Massé, a foncé dans la boîte au volant de son véhicule en rentrant chez lui vers 20h. Steve en a été miraculeusement quitte pour des égratignures aux bras et aux jambes tandis que Claudine souffre d'une fracture des jambes et de blessures légères au dos et à un bras. Aucune accusation n'a encore été portée contre le chauffeur, a dit hier un porte-parole de la police municipale.

DIAMANT QUITTE LA CSST

■ Le président et chef de la direction de la Commission de la sécurité et de la santé du travail (CSST), Robert Diamant, a confirmé hier qu'il quittera ses fonctions le 17 mai pour devenir président de l'Office des professions du Québec. Alléguant des raisons personnelles, M. Diamant a révélé avoir avisé le gouvernement à diverses reprises au cours des derniers mois de son désir de relever de nouveaux défis. M. Diamant occupera ses nouvelles fonctions à l'Office des professions à compter du 1er septembre. Il était président de la CSST depuis décembre 1989. Son successeur à ce poste sera nommé le 17 mai.



On peut brasser des millions et manquer de 25¢

Pour obtenir votre carte, faites le «0»

Bell
des gens de parole MC

Québec ne soutient plus la LAM qui ferme ses portes

MARIE-FRANCE LÉGER

■ La Ligue antifasciste mondiale (LAM) se voit dans l'obligation de suspendre ses activités car son budget de fonctionnement est amputé des trois quarts pour cette année.

Entre-autres, le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et le ministère de la Justice n'ont pas jugé bon de subventionner l'organisme présidé par Alain Dufour. Le budget de la LAM passe de 185 000 $ en 1992-93 à 50 000 $ pour 1993-1994.

«Nous ne pouvons plus offrir que 10 p. cent de nos services. Nous fermons temporairement en espérant que l'attitude du gouvernement va changer. Je constate que la lutte au racisme n'est plus une priorité», a souligné hier M. Dufour.

Les employés ont appris la nouvelle au début de la semaine. «Votre organisme n'a pas réalisé une performance acceptable en 1992-93 avec les aides financières qui vous ont été accordées par notre ministère», peut-on lire dans la lettre datée du 19 avril émanant du ministère de Mme Gagnon-Tremblay.

«Pour nous, c'est comme une lettre d'insultes. Nous avons, à la limite, sauvé des vies dans la dernière année», s'est défendu Alain Dufour. La ligne 1-800-INFO-LAM, subventionnée par ce même ministère, n'est plus en service depuis jeudi. «Nous avons détourné la ligne vers le cabinet de la ministre étant donné que nous ne pouvons plus payer les frais», a repris Alain Dufour.

Alain Dufour

La ligne téléphonique avait été inaugurée le 13 décembre 91. Dans la dernière année, assure le président de la LAM, 7200 appels ont été enregistrés. La ligne 800, en plus de permettre de recueillir des informations sur les manifestations du racisme, se voulait un moyen d'intervention rapide auprès des victimes.

On a dû également couper le service d'aide et d'accompagnement aux victimes de violences racistes, le service d'information aux groupes communautaires, aux intervenants sociaux et aux maisons de jeunes, le service de documentation pour étudiants et le service de relations avec les médias. «Il reste seulement le service de recherche et le service de lien avec les 22 personnes en programme d'emploi.»

Le personnel de la LAM a aussi été touché. Il ne restera plus que deux salariés permanents au lieu de huit. Alain Dufour ne sera plus rémunéré. Les efforts seront consacrés dans les prochaines semaines à la recherche de sources de financement autonomes. Le déficit actuel est de 23 000 $. Il pourrait atteindre 42 000 $ le 1er août prochain.

Les professeurs de l'école Georges-Vanier exigent la démission de leur directeur

PIERRE GINGRAS

■ Le conflit opposant depuis plusieurs mois les enseignants à la direction de l'école secondaire Georges-Vanier de Laval a atteint un sommet hier, les professeurs réclamant publiquement la démission du directeur de l'établissement.

Selon la directrice du conseil d'administration de l'école, Lorraine Trudeau, une enseignante, seul le départ du directeur permettra à l'école de 1 500 élèves de retrouver la paix. On met en cause son style de gestion autoritaire qui aurait perturbé le régime pédagogique particulier de cet établissement de la Commission scolaire Les Écores.

Depuis une vingtaine d'années, l'école secondaire Georges Vanier vit un régime pédagogique qui ne compte presque pas de cours magistraux, le professeur devenant une personne ressource. Toujours dans le cadre de ce régime particulier, la direction exécute les décisions prises en assemblée par un conseil d'administration regroupant cinq membres de la direction et cinq enseignants.

Au début de l'année, à la suite d'un accord avec le syndicat des enseignants de la commission, la direction de l'école impose des périodes d'enseignement de 50 minutes au lieu de 48 comme c'était le cas dans le passé. Les professeurs de Georges Vanier protestent et c'est le début du conflit. À la suite de moyens de pression, la commission scolaire va même, à une occasion, jusqu'à amputer le chèque de paie des enseignements d'une centaine de dollars.

Récemment à la suite d'une réunion publique convoquée par le comité d'école à laquelle assistaient parents, commissaires, enseignants ainsi que le directeur de la commission, on décidait de rétablir l'horaire de cours de 48 minutes. Mais les enseignants ont maintenu leurs moyens de pression jusqu'au moment où l'école reconnaîtrait le principe de cogestion. Les professeurs réclament en outre le remboursement des sommes retenues sur leur chèque de paie, une situation qui fait actuellement l'objet d'un grief syndical.

Il y a quelques jours, le comité d'école présidé par Roger Moreau a demandé aux parties de se rencontrer et de régler leurs différends en plus de réclamer la fin des moyens de pression des enseignants. Ce que les professeurs ont refusé. M. Moreau a déploré cette attitude. «Heureusement, jusqu'ici, les étudiants n'ont pas trop souffert du conflit», a-t-il dit.

Pour sa part le directeur général de la commission scolaire Les Écores, Denis Roy, a dit s'étonner que les enseignants réclament maintenant la démission du directeur de leur école puisqu'il n en avait jamais été question jusqu'à maintenant. D'autant plus, dit-il, que celui-ci n'a rien à voir dans le conflit. «C'est une guerre de pouvoir. Et changer de directeur ne modifierait pas la position des enseignants», dit M. Roy.

Selon le directeurde la commission, on ne pourra régler le conflit qu'en discutant à une même table. Pour lui toutefois, il n'est pas question que la direction de l'école ne tienne qu'un rôle d'exécutant. «Nous sommes pour une forme cogestion. Mais il est manifeste que les professeurs de Georges-Vanier ont oublié que c'est le directeur de l'école qui a la responsabilité de son établissement, comme la loi le stipule. Mais pour qu'une école fonctionne normalement, il faut que tous soient impliqués. c'est vrai à Georges-Vanier comme ailleurs», a t-il lancé.

La «Semaine du mieux-vivre»: un prétexte à la réconciliation au moyen d'une lettre

RICHARD HÉTU

■ Mélanie a reçu une belle lettre hier. Annie lui écrivait pour lui proposer une réconciliation.

«On a eu un différend l'an dernier, a expliqué Mélanie. Elle m'a dit qu'elle ne m'en voulait plus, que je pouvais l'appeler. Je suis bien contente. On a été de grandes amies mais on ne se parlait même plus.»

Mélanie Grenier, qui fréquente la polyvalente Horizon-Jeunesse, à Laval, n'avait pas fini de dépouiller son courrier. Comme les 1325 élèves de son école, elle a reçu au cours de la dernière semaine plus de lettres qu'elle n'en reçoit normalement dans une année.

Le prétexte de cette abondance épistolaire était la «Semaine du mieux-vivre», qui prend fin aujourd'hui. Depuis le 22 avril, les élèves de la polyvalente se sont échangé plus de 14 000 lettres dans un vaste exercice collectif de communication dont l'objectif est de briser l'isolement qui conduit certains jeunes au suicide.

Le «Courrier Horizon» en était à sa quatrième édition.

Un engouement incroyable

«Les élèves embarquent tellement dans cette activité qu'ils se cachent en classe pour écrire leurs lettres», a commenté l'organisateur de l'activité, Pierre St-Amour, le psychologue de la polyvalente. «Il y a un engouement extraodinaire.»

Chaque année, selon M. St-Amour, une centaine d'élèves tentent de s'enlever la vie à la polyvalente Horizon-Jeunesse. De 400 à 500 élèves ne passent pas aux actes, mais en parlent. Une activité comme le «Courrier Horizon», soutient-il, peut servir de bouée de sauvetage pour certains élèves découragés.

«J'ai en tête au moins deux personnes qui étaient tout à fait isolées et qui se sont servies du courrier pour effectuer des approches», a dit M. St-Amour.

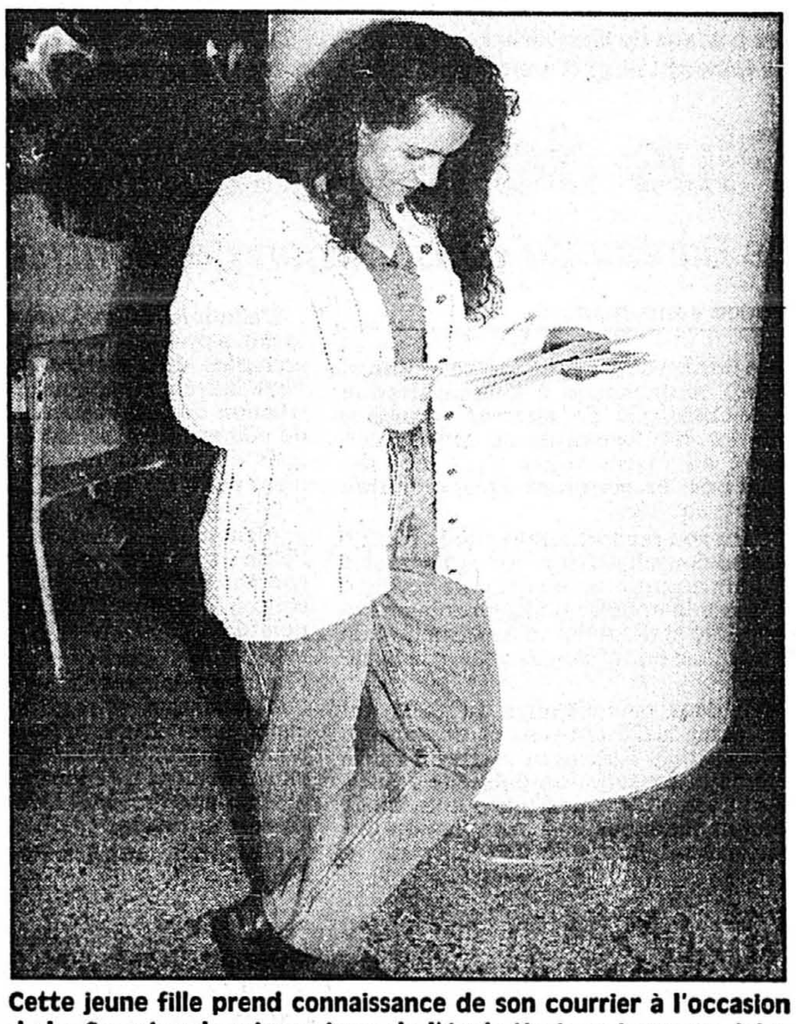

Cette jeune fille prend connaissance de son courrier à l'occasion de la «Semaine du mieux-vivre» de l'école Horizon-Jeunesse, à Laval.

PHOTO McCANN, *La Presse*

Le «Courrier Horizon» a été calqué sur un projet semblable conçu par un professeur d'enseignement religieux de Sherbrooke. M. St-Amour, dont deux proches se sont suicidés, s'est intéressé à cette initiative où les jeunes étaient invités non pas à aborder la question du suicide mais à faire la promotion de la vie, de l'amitié, de la communication.

Un objectif auquel souscrit Georges Tremblay, 17 ans, un étudiant au cinquième secondaire à la polyvalente Horizon-Jeunesse.

Des lettres de détresse

«C'est important de prendre le temps de dire aux autres qu'on les aime», a dit l'étudiant, qui a reçu 14 lettres et qui en a écrit «une soixantaine».

Les professeurs et les autres employés de la polyvalente ont également reçu des lettres.

Colette Locas, un professeur en enseignement religieux, en a reçu une soixantaine. Des lettres d'appréciation mais aussi des lettres de détresse, «pathétiques», a-t-elle commenté. Elle a envoyé des lettres «à tous ceux qui m'ont écrit et à tous ceux qui me semblaient le plus en manque d'attention, les décrocheurs, ceux qui ont fait des tentatives de suicide, celles qui ont eu un avortement.

«S'il n'y avait pas (le «Courrier Horizon»), je ne sais pas si on pourrait rejoindre tous ces jeunes aussi facilement», a dit Mme Locas.

André Lalonde Sports
VÉLO

Vélo de montagne adulte
Conti
18 vitesses S.I.S
Cadre surdimensionné garanti à vie
Dérailleur Shimano Tourney S.I.S
Fourche "Hi-tensile"
Grandeurs: 18" et 20"
Valeur du marché: 199.99
Prix André Lalonde Sports: 169.99
Membres du Club André Lalonde: 25$ d'accessoires gratuits avec l'achat d'un vélo adulte

Vélo de montagne adulte
Conti Anapurna
18 vitesses S.I.S
Cadre "Hi-tensile"
surdimensionné garanti à vie
Dérailleur Shimano Tourney S.I.S
Fourche à suspension
Guidon "Onza"
Grandeurs: 16, 18, 20 et 22"
Valeur du marché: 349.99
Prix André Lalonde Sports: 299.99
Membres du Club André Lalonde: 25$ d'accessoires gratuits avec l'achat d'un vélo adulte

Vélo de montagne adulte
Marin Eldridge
Cadre Tange
21 vitesses S.T.I
Dérailleur Shimano
Déore Lx
Fourche Chromoly
Grandeurs: 17.5" et 19"
Valeur du marché: 899.99
Prix André Lalonde Sports: 699.99
Membres du Club André Lalonde: 25$ d'accessoires gratuits avec l'achat d'un vélo adulte

Vélo de montagne junior
Conti Lassha jr.
Cadre garanti à vie
Freins à tirage latéral
Rétro pédale
Grandeurs: 16"
Valeur du marché: 109.99
Prix André Lalonde Sports: 99.99
Membres du Club André Lalonde: 10$ d'accessoires gratuits avec l'achat d'un vélo junior

Vélo hybride adulte
Conti Cyclo
18 vitesses S.I.S
Dérailleur shimano
Tourney TY-20
Cadre "Hi-tensile"
garanti à vie
Grandeurs: 18" et 20"
Valeur du marché: 199.99
Prix André Lalonde Sports: 179.99
Membres du Club André Lalonde: 25$ d'accessoires gratuits avec l'achat d'un vélo adulte

Cadenas U
Valeur du marché: 29.99
19.99

Casque Conti
Livré par Louis Garneau
Approuvé Snell & Ansi
Valeur du marché: 49.99
29.99

Voiturette Norco
Espace pour 2 enfants
Résistant à l'eau
Assemblage facile
Valeur du marché: 399.99
349.99

Sportrack 1120
NOUVEAU
Support arrière à vélo
S'installe et s'enlève en quelques secondes
Assemblage facile
aucun outil nécessaire

Cuissard Conti
Cuissard, lycra
Chamois synthétique
Quatre panneaux
Valeur du marché: 34.99
29.99

Mise au point #2 vélo
Ajustement
Freins et dérailleur
Lubrification
Dérailleur, chaine, engrenages et leviers de vitesse
Vérification
Roues, presion des pneus et accessoires
29.99

Devenez membre
DEVENEZ MEMBRE DU CLUB ANDRÉ LALONDE SPORTS POUR SEULEMENT 20$ +TAXES
ET OBTENEZ DES RABAIS ADDITIONNELS.
TOUS LES AVANTAGES RÉUNIS POUR OBTENIR PLUS POUR VOTRE DOLLARS.

André Lalonde Sports
Les photos ne sont qu'à titre d'illustration. Prix en vigueur jusqu'au 16 mai 1993 ou à l'épuisement des stocks.
* ANJOU (514) 354-5105 * BROSSARD (514) 443-0404 CHATEAUGUAY (514) 692-7976 GREENFIELD PARK (514) 465-8090/875-2128 JOLIETTE (514) 759-7152 * LAVAL (514) 688-2754
* MONTREAL (514) 875-8815 MONTREAL-NORD (514) 325-1001 * POINTE-CLAIRE (514) 694-0430/ 875-4602 * REPENTIGNY (514) 582-1123 * ROSEMONT (514) 374-7333 ST-ANTOINE, LAURENTIDES (514) 565-9628
ST-EUSTACHE (514) 491-7277 * ST-HYACINTHE (514) 776-1104 * ST-SAUVEUR (514) 227-1694 * TERREBONNE (514) 492-8877 * TROIS-RIVIÈRES (819) 373-9579 VALLEYFIELD (514) 373-1435
AIR MILES
OUVERT LE DIMANCHE · OUVERT LE DIMANCHE · OUVERT LE DIMANCHE · OUVERT LE DIMANCHE · OUVERT LE DIMANCHE ·

CLINIQUE MÉDICALE
PHARMACIE ● CHAPELLE
CENTRE COMMERCIAL
ACTIVITÉS ET LOISIRS
SALLE D'EXERCICE
DÉPANNEUR
SERVICE DE SÉCURITÉ

MÉDECIN VISITEUR
INFIRMIÈRE 24 H/24
SERVICE BANCAIRE
PISCINE INTÉRIEURE
BIBLIOTHÈQUE
CUISINETTE
ENTRETIEN MÉNAGER

SEULE... MAIS PAS TOUTE SEULE
PROMOTION SPÉCIALE
Nous sommes spécialisés pour vous offrir les meilleurs soins légers pour personnes en perte d'autonomie que vous puissiez obtenir à prix réellement compétitif. Disponible à Laval.
LAVAL Spécial 499$ Grand studio, salle de bain privée 682-6686
SAINT-LAURENT SUPER SPÉCIAL sur nos 3½ et 4½ 748-1396
LES RÉSIDENCES Manoir Le Corbusier

RÉSULTATS loto-québec

loto-québec

La Mini — Tirage du 93-04-30

NUMÉROS	LOTS
616276	50 000 $
16276	5 000 $
6276	250 $
276	25 $
76	5 $
61627	1 000 $
6162	100 $
616	10 $

Provincial — Tirage du 93-04-30

NUMÉRO DÉCOMPOSABLE

NUMÉROS	LOTS
3150499	1 000 000 $
150499	5 000 $
50499	500 $
0499	100 $
499	25 $
99	5 $

La Quotidienne — Tirages du 93-04-24 au 93-04-30

	3	4
SAMEDI	205	8794
DIMANCHE	517	2174
LUNDI	548	3200
MARDI	453	1917
MERCREDI	314	3956
JEUDI	287	2343
VENDREDI	291	8138

Banco — Tirage du 93-04-30

3 9 11 16 21 22 23
25 30 31 35 40 47 48
50 59 60 67 68 69

Prochain tirage: 93-05-01

Interblus — Tirage du 93-04-30

NUMÉROS	LOTS
232159	250 000 $
32159	2 500 $
2159	250 $
159	25 $
59	10 $

TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Trois nouveaux groupes contre l'incinérateur

Le Syndicat des cols bleus propose de créer neuf centres de récuperation

GILLES PAQUIN

■ Trois nouveaux organismes ont dénoncé hier le projet de construction d'un super incinérateur dans l'Est de l'île pour réclamer la réduction et le recyclage des déchets plutôt que leur destruction.

En évoquant souvent les mêmes raisons, le Syndicat des cols bleus de Montréal et de la CUM, le Rassemblement des citoyens de Montréal du district Honoré-Beaugrand et le Groupe de recherche d'intérêt public du Québec ont demandé l'arrêt de ce projet.

Comparaissant devant le Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE) lors de la séance qui se tenait au Centre récréatif Édouard-Rivet à Montréal-Est, les trois groupes ont affirmé que l'incinération était un gaspillage de ressources et le moyen de disposition des déchets le plus coûteux.

En l'absence d'une politique globale sur le traitement des déchets au Québec, les trois organismes recommandent l'imposition d'un moratoire de 18 ou 24 mois sur la contruction des incinérateurs. Au cours de cette période, le ministère de l'Environnement pourrait étudier les différentes alternatives et formuler une politique nationale sur le sujet.

L'Amérique du Nord produit plus de 50 p. cent des déchets de la planète même si elle ne compte que 8 p. cent de la population du globe. Et le Canada arrive au premier rang du triste palmarès des plus grands producteurs de déchets au monde. Chaque Canadien génère ses 1,7 kg de déchets par jour souligne le mémoire des cols bleus.

Le champion de la production des déchets est également le champion du gaspillage, ajoutent les cols bleus. En effet, le Canada ne recycle que 2 p. cent de ses rebuts, les États-Unis 10 p. cent, le Japon 51 p. cent alors que certaines villes européennes atteignent 65 p. cent.

Pour corriger la situation et éviter la construction du super incinérateur, les cols bleus proposent la création de centres de recyclage, de réparation, d'échange et de compostage, dans chacun des arrondissements de Montréal. Divers organismes du milieu et les cols bleus préparent déjà un projet pilote connu sous le nom de « la Ressourcerie du Plateau Mont-Royal-Centre-Sud ».

Selon une étude américaine, ces centres de recyclage procureraient du travail à deux ou trois fois plus de travailleurs que l'incinération ou l'enfouissement des rebuts. Ils coûteraient aussi beaucoup moins cher tout en étant moins polluants.

Dans un mémoire fouillé présenté un peu plus tard dans la journée, le Groupe de recherche d'intérêt public du Québec (GRIP), est d'ailleurs venu confirmer les propos des cols bleus tout en critiquant les études de la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur cette question.

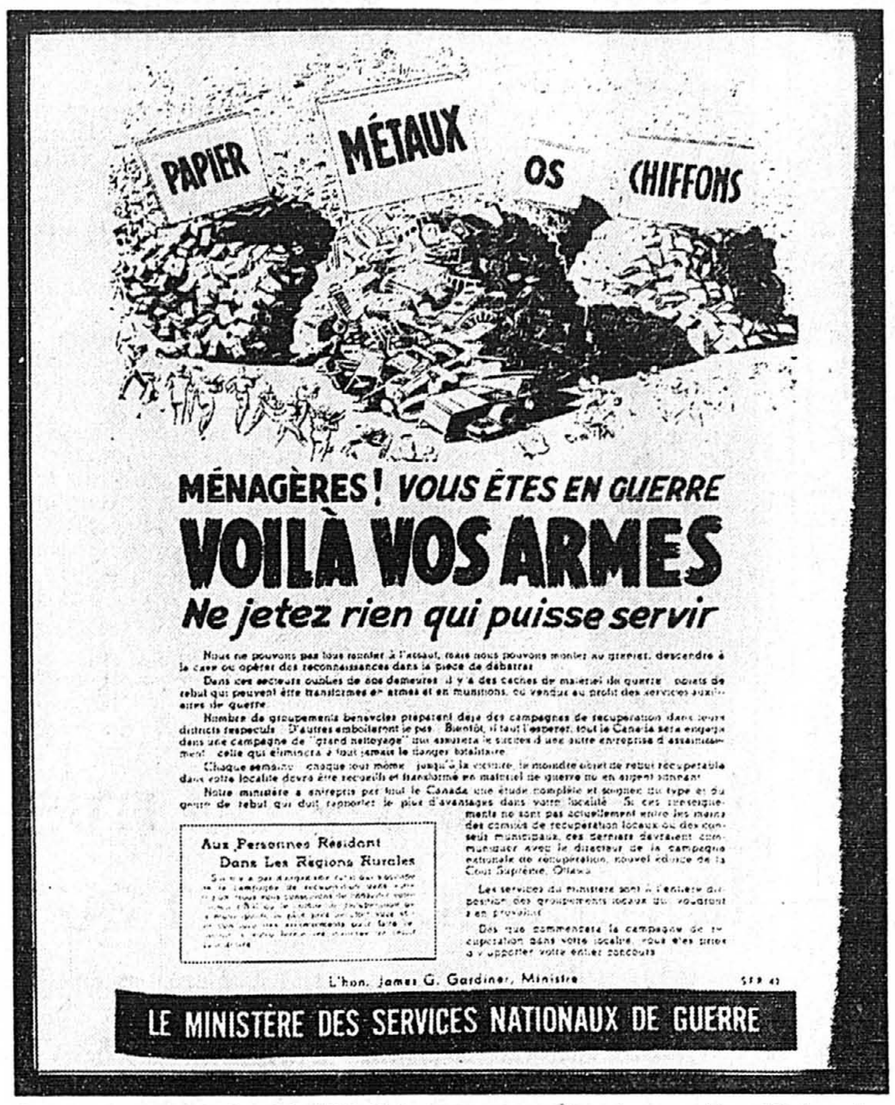
Le groupe reproche aux 27 municipalités de la RIGDIM et à la Ville de Montréal l'omission de certains coûts tels que l'enfouissement des cendres et les risques pour la santé engendrés par leurs projets.

En ajoutant ces coûts «externes», le projet de Montréal ne sera toujours pas rentable dans 20 ans tandis que l'incinérateur de la RIGDIM fera encore un déficit dans 25 ans, soutient le Groupe. Il est de loin préférable d'exclure l'incinération pour favoriser le recyclage, la récupération et le compostage de conclure le mémoire du GRIP.

Le RCM du district Honoré-Beaugrand fait une analyse économique assez semblable pour finalement en arriver lui aussi à réclamer un moratoire sur la construction de l'incinérateur. Il souligne que la situation a évolué depuis la conception de ce projet et qu'il vaut mieux combler le site Miron que de se lancer dans une telle aventure trop rapidement.

La dernière tuile à tomber sur le projet de la RIGDIM est venue de Québec alors que l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec, dans un communiqué publié hier, prenait à son tour position contre l'incinérateur.

Les audiences du BAPE sur le projet de la RIGDIM se poursuivront lundi au sous-sol de l'église Saint-Laurent à Ville Saint-Laurent.



Les gouvernements ont déjà été, comme en témoigne cette affiche, de grands défenseurs de la conservation, du recyclage et de la récupération... dans les années 40. Les cols bleus ont pris un malin plaisir à le souligner hier devant le BAPE notant qu'en 1942 il était même illégal de détruire tout article en caoutchouc (pneus, jouets, bonnets de bain, etc.). On recyclait aussi les tissus, papiers, métaux et même la vieille graisse domestique pour faire du savon. Pour encourager les ménagères visées par cette propagande, l'État promet que «les matériaux et techniques mis au point pour les besoins de la guerre serviront plus tard à élaborer des appareils qui allégeront les travaux domestiques».

Le maire de Boisbriand accuse le ministre Ryan de chercher à l'intimider

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Le maire de Boisbriand, Michel Gagné, a accusé, hier, le ministre Claude Ryan d'être responsable de la perquisition policière effectuée chez lui dans le but d'accentuer la pression sur lui et sa famille à quelques jours de l'ouverture des audiences publiques de la Commission municipale sur son administration.

«Cela fait deux ans que je reçois des coups de tous côtés et que je ne peux répondre», a dit M. Gagné qui a dû passer une bonne partie de la journée de jeudi avec sept enquêteurs de l'escouade des crimes économiques de la Sûreté du Québec, venus effectuer une perquisition chez lui.

Les policiers de la SQ cherchaient des documents relatifs à l'achat et à la vente d'un terrain ayant appartenu à son fils.

«Des perquisitions qui se font deux ans après le début de l'enquête, cela ressemble à du harcèlement. Surtout que le ministre des Affaires municipales, et aussi ministre de la Sécurité publique, a déjà tous les documents qui faisaient l'objet de la perquisition.»

Dans sa sortie contre le ministre, le maire Gagné ajoute: «Tous les maires de la région savent bien que Monsieur Ryan n'hésite pas à utiliser ses pouvoirs pour faire marcher les choses à son goût. Avec le ministre Ryan, c'est deux poids deux mesures. À Morin Heights, l'enquête a démontré qu'il y avait eu 51 irrégularités, entre autres, dans la façon d'accorder les contrats. Le ministre se contente de demander au conseil de ne plus recommencer.»

Selon M. Gagné, il est de «notoriété publique que le ministre Ryan prend des décisions selon la couleur du maire en place. Il semble qu'un des conseillers de Morin Heights, localité située dans son comté, sera l'organisateur politique du ministre.»

Il soutient qu'à Boisbriand tout a été fait selon les règles.

«Quand un membre de mon entourage, poursuit-il, était en cause, je déclarais publiquement mon intérêt, ne participais pas aux délibérations et ne votais pas. Le ministre refuse de me donner copie de la pétition qui a tout déclenché et refuse de me donner le rapport de la vérification administrative, attitude que lui reproche le juge Tellier.

«Ensuite, il ordonne une enquête de la Commission municipale et, pour être sûr de bien m'intimider, il envoie la Sûreté perquisitionner chez moi, deux ans après le début de l'enquête. Je suis à bout de patience.»

Équité salariale: l'université Laval s'inspire du Conseil du Trésor

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ Le programme d'équité salariale chez les 1600 employés de soutien de l'université Laval coûtera des millions de dollars et pourrait être paraphé dès l'automne qui vient, si tout va bien dans les négociations.

L'université Laval est une des rares institutions à payer encore ses employées de soutien à un salaire inférieur à celui des hommes, pour la même tâche accomplie.

Le vice-recteur adjoint aux ressources humaines, Jacques Samson, estime que le syndicat et l'université pourraient en venir à une entente dès l'automne.

Il reste cependant beaucoup de pain sur la planche, notamment une grille de 220 descriptions de fonctions qui doivent être revues et réévaluées avec la partie syndicale.

Les deux parties devront ensuite déterminer où seront placés les 1600 employés de soutien (en majorité des femmes) dans la nouvelle grille.

Le plan utilisé sera le même que celui du Conseil du Trésor et c'est le gouvernement qui paiera la note.

Parce que le programme est rétroactif au 1er décembre 1989, M. Samson parle de «millions de dollars» pour la première année d'application. Mais, dans les faits, l'équité salariale coûtera annuellement des centaines de milliers de dollars.

Trafiquants de drogue arrêtés dans des écoles de la région de Québec

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ En collaboration avec des directions d'écoles décidées à «faire le ménage», la Sûreté du Québec mène depuis le mois de décembre des enquêtes sur le trafic des stupéfiants dans des écoles de la région de Québec.

Cette opération, qui s'est étendue aux régions de Portneuf, de Charlevoix et de Rivière-du-Loup, a permis jusqu'à maintenant l'arrestation de 105 élèves qui agissaient à titre de trafiquants. Ce bilan provisoire exclut les arrestations, fort nombreuses, survenues en avril.

La Sûreté du Québec a toutefois refusé d'identifier les institutions visitées par les policiers.

Selon les chiffres fournis par la SQ, 48 jeunes de la région de Rivière-du-Loup ont été arrêtés et traduits devant le tribunal pour trafic de stupéfiants, du mois de décembre jusqu'à la fin de mars. Au total, les écoles visitées comptaient quelque 8000 élèves.

Dans la région de Québec, c'est 57 jeunes sur un total de 11 000 qui ont connu le même sort. Parmi les accusés figurent quelques jeunes près de la vingtaine qui ne fréquentaient pas l'école, mais qui ont été identifiés par les policiers comme trafiquants.

Pierre Foglia

Il y a des jours comme ça...

Si je vous dis pourquoi je suis triste, allez-vous rire de moi?

Je suis triste parce que les Nordiques ont perdu. Non attendez, c'est plus ridicule encore. Je suis triste parce que les Canadiens ont gagné.

Je les vomis. Je les abomine. Me croirez-vous si je vous dis que leur victoire m'a dérangé dans mon sommeil, dans mon travail et altéré mon humeur au point où ma fiancée m'a suggéré un petit voyage?

Je les vomis. Je les maudis. Rien ne m'attriste plus que leur victoire... Pressentant le pire, je n'ai pas regardé le dernier match. Tard dans la nuit mercredi, j'ai demandé le score à un chauffeur de taxi:

— 6-2 Canadiens!

Un grand froid m'a envahi.

— Sur le pont Jacques-Cartier s'il vous plaît...

Il est parti à rire. N'empêche, depuis mercredi soir, c'est comme si j'avais le cancer du foie, dans une prison, en Roumanie.

Je les vomis. Je ne sais même pas pourquoi. Je vomis le Forum et ce qu'il y a dedans. Depuis toujours. Avec amour. Je ne sais pas pourquoi. C'est comme ça... J'attends maintenant qu'ils passent à travers les Sabres (en espérant bien sûr un accident bien improbable), j'attends maintenant qu'ils se présentent devant les Pinguins. Et qu'ils se fassent planter en quatre. Pif, paf.

Patrick qui?

Mais en attendant je suis triste. D'autant plus triste que mes amis me déçoivent beaucoup. Mes amis qui sont presque tous des partisans des Canadiens n'arrêtent pas de dire que la victoire des Canadiens est la victoire du travail sur le talent.

C'est vrai. Mais je ne vois pas ce qui les réjouit là-dedans. S'il est un lieu où le talent devrait primer sur le travail c'est bien là où l'on donne un spectacle.

Si je me trompe, si la représentation de l'effort suffit à faire tripper les foules, alors que l'on nous montre un plombier qui débouche un lavabo, un laboureur qui creuse son sillon, un déménageur qui monte un piano au sixième. Si le talent est inutile, alors qu'on nous montre un journaliste sportif qui écrit sa chronique.

Et si je vous dis pourquoi je suis méchant, allez-vous me pardonner?

Parce que je suis triste.

* * *

J'ai suivi le conseil de ma fiancée. Je suis parti en voyage. À Montréal. Où je bume depuis quatre jours...

Il y a des bonnes idées sur papier qui ne tiennent pas la rue. La bonne idée c'était Montréal en étranger. Montréal comme si je n'y étais jamais venu. J'ai fait mes valises comme si je partais pour Rome ou Winnipeg et je me suis loué une chambre dans un de ces modestes hôtels bretons de la rue Sherbrooke. Modestes mais fort bien tenus. Le Château de l'Argoat en face du Holiday Inn. J'ai remisé ma bicyclette dans le garage et comme c'était l'heure d'aller dîner j'ai demandé au type de la réception s'il connaissait un restaurant correct:

— Vous trouverez ce qu'il vous faut à deux pas d'ici, rue St-Denis. Le Steak-Frites est un petit restaurant très bien...

J'y suis allé. C'était pas bien du tout. Je me suis trouvé un peu nono de l'avoir écouté. Je n'avais qu'à aller à l'Express ou à la Brioche Lyonnaise, ou marcher jusqu'aux fast-food libanais de la rue St-Laurent, ou chez les Portugais. Je me suis demandé si un coup parti à jouer au touriste, j'irais visiter aussi l'oratoire St-Joseph?

Tout de suite là, j'ai su que ma bonne idée ne tiendrait pas la rue. Quand bien même je ferais semblant de débarquer, je ne pourrais pas voir la ville avec des yeux neufs, je porte Montréal en dedans. C'est pour cela que je ne la vois pas. Ce n'est pas une ville, c'est un vieux film que je connais par coeur et dans lequel jouent tous mes fantômes.

Montréal c'est comme l'air que je ne sais pas que je respire.

C'est comme me demander d'interviewer mon fils. Pour quoi faire? Je sais tout ce qu'il va dire.

Sauf que j'avais payé l'hôtel une semaine d'avance... Voilà pourquoi je brette en ville. Je marche. J'erre. Je me retiens d'aller vers le Forum, de peur d'y foutre le feu... J'ai sorti mon vélo, monté le pont Jacques-Cartier, me suis retrouvé sur l'île Notre-Dame à tourner comme un con sur le circuit Gilles Villeneuve. Dix tours. 45 kilomètres. M'en suis revenu par la piste du Vieux-Montréal où j'ai acheté une crème glacée molle deux couleurs, dans un cornet. Je l'ai mangée sur un banc à côté d'un étudiant ghanéen qui m'a demandé si je connaissais la capitale de son pays:

-Oslo?

Et puis j'ai eu mon seul bon flash de la journée. Si j'allais au théâtre ce soir?

Une tragédie grecque?

* * *

Il paraît que ce matin à CBF Bonjour, parlant des *Troyennes* qu'elle a dû voir en avant-première, Madame Grimaldi n'aurait pas dit que c'était extraordinaire, ni merveilleux. Elle aurait seulement dit que c'était bien. Elle aurait même ajouté que c'était pour un public «averti». Et ça mon ami, ça veut dire qu'elle s'est fait chier rare à cette pièce.

Par contre, ce soir au TNM, à la première des *Troyennes*, aussitôt le rideau tombé, Robert Lévesque, le redoutable critique du *Devoir* se serait levé pour applaudir debout. Je ne l'ai pas vu, mais tout le monde en parlait à la sortie: «Lévesque était debout!»

Me voilà très embêté parce que j'aime beaucoup le critique du *Devoir*, mais je penche ici du côté de Mme Grimaldi. C'est embêtant d'avouer qu'on préfère la lambada à la tragédie grecque. Surtout que je ne sais même pas danser.

Je me suis donc ennuyé aux *Troyennes*, oh très légèrement, mais même légèrement, ce n'est pas normal dans une pièce sur la souffrance absolue. Ce n'est pas normal de s'ennuyer quand une femme se lamente parce qu'un soldat vient de lui annoncer qu'on va tuer son fils.

Ce n'est pas normal, mais ce n'est pas de ma faute. C'est que j'étais distrait par le décor, les costumes, le mouvement. On a beaucoup travaillé l'espace, les noirs malédiction, les blancs destin, et on habite et on bouge bien sur cette immense scène, mais on a peut-être oublié que la souffrance pèse douze tonnes, qu'elle cloue au sol, que le désespoir ne fait pas danser...

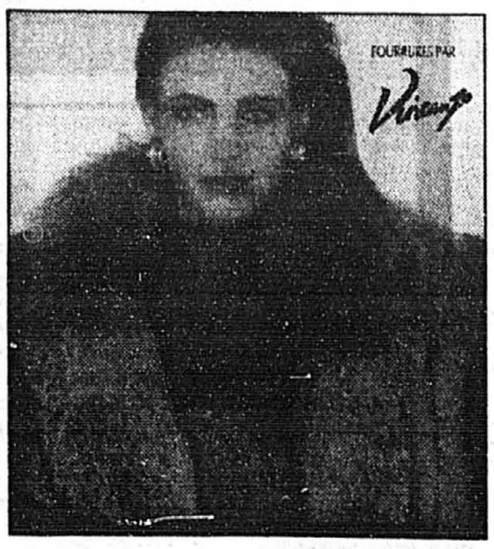
J'ai trouvé cela très beau, mais je n'ai jamais cru à cette douleur-là qui bougeait rouge. C'était comme à la télé quand ils nous montrent la Bosnie et que je suis rendu au dessert, disons de la crème glacée Häagen Dazs rhum et raisins... C'est un peu triste mais c'est tellement bon...

Vous voulez je vous dise c'est quoi la douleur absolue?

C'est de Damphousse à Muller, et Hextall qui s'avance trop, et.. et fuck. En supplémentaire.

Les chiens.

ENTREPOSAGE DE FOURRURES



Confiance... Qualité... Satisfaction

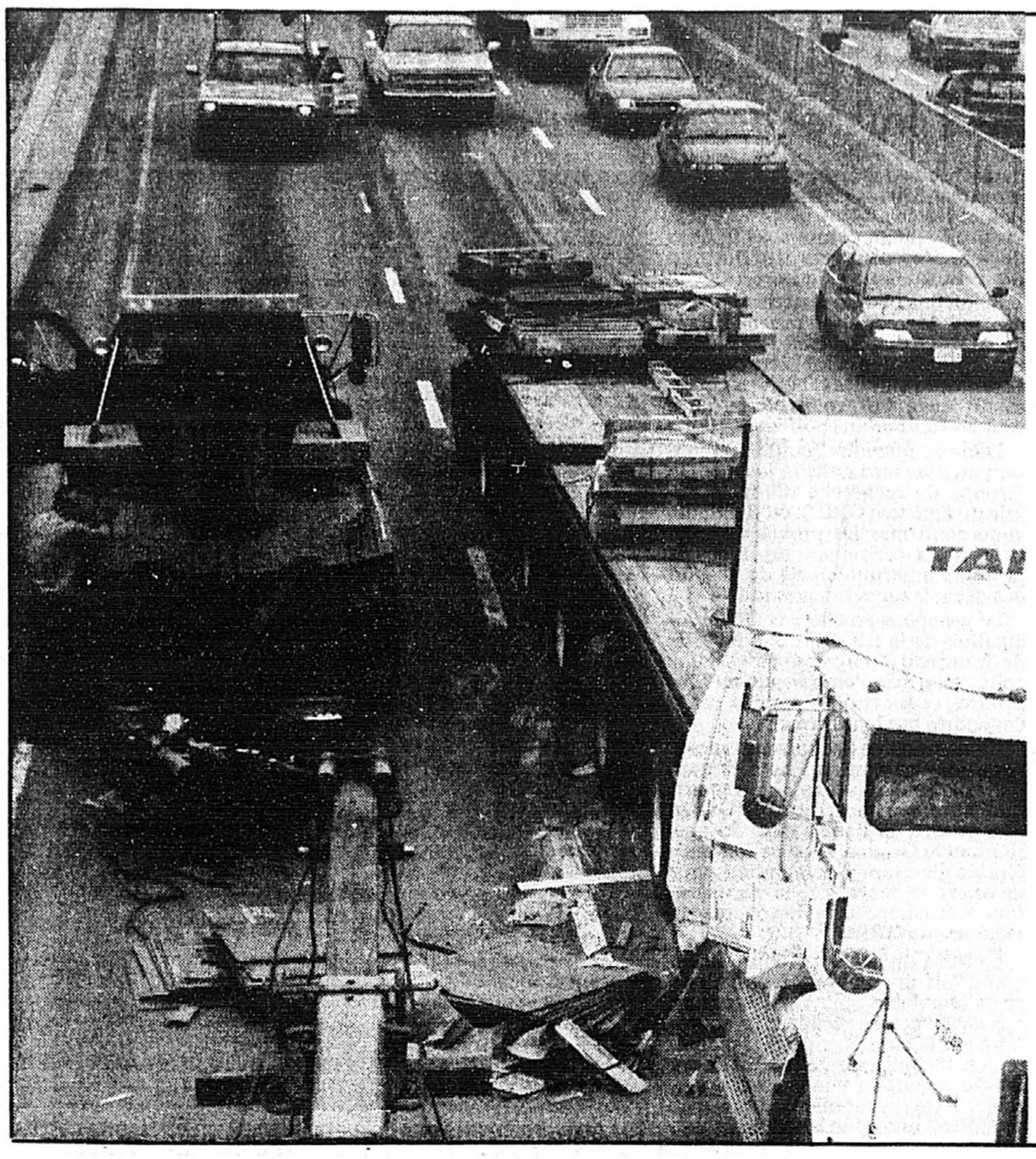
Eaton, un choix naturel pour l'entreposage de vos fourrures. Achats et services protégés par la fameuse garantie Eaton.

- Entreposage
- Assurance
- Nettoyage et soin
- Réparation et remodelage
- Transformation en pelisse
- Renseignez-vous au sujet de notre Programme de protection de fourrures Eaton
- Cueillette et livraison: (514) 284-8820

Eaton Centre-ville, 3e étage. Rayon des fourrures, 248. Vous pouvez aussi apporter vos manteaux à notre comptoir chez Eaton à Anjou, Pointe-Claire, Cavendish, Saint-Bruno, Laval, Rockland, Beloeil et LaSalle.

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas



Un camion perd son chargement

Un camion-remorque a perdu son chargement de plaques de métal hier après-midi sur le boulevard Métropolitain (autoroute 40), à la hauteur de la rue Querbes. L'incident est survenu à 13 h 30. Ce n'est que trois heures plus tard, soit vers 16 h 45, que l'autoroute a été rouverte. En tombant, les plaques de métal ont bloqué complètement la circulation sur les trois voies du côté est. Personne n'a été blessé.

PHOTO JEAN GOUPIL, *La Presse*

STORES

100 FOIS PLUS DE CHOIX!

...FABRIQUÉS PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ!

...et TOUJOURS LES PLUS BAS PRIX!

OUI, PAPA! MISEZ SUR LE TRIO GAGNANT!

STORES VERTICAUX

RAIL DE LUXE, GARANTI À VIE!

PVC 3½"	ALUMINIUM 3½"	TISSU 3½"
3 couleurs	4 couleurs	5 couleurs

24.99 75" x 84" pour PORTE-PATIO

Nous fabriquons toutes les grandeurs PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ!

VERTICAUX EN ALUMINIUM DE LUXE 3½ — Choix de 8 couleurs! 75" x 84" en stock — Nous fabriquons toutes les grandeurs PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ 39.99

MINI-STORES VERTICAUX EN PVC 2" — Choix de 6 couleurs! 75" x 84" — Nous fabriquons toutes les grandeurs PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ 49.99

MINI-STORES VERTICAUX EN ALUMINIUM 2" — 8 couleurs! 75" x 84" en stock — Nous fabriquons toutes les grandeurs PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ 59.99

STORES VERTICAUX "GROOVER" 3½" — Blanc ou Champagne! 75" x 84" — Nous fabriquons toutes les grandeurs PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ 59.99

STORES VERTICAUX EN TISSU LUXUEUX 3½" — Choix de 8 couleurs! 75" x 84" en stock — Nous fabriquons toutes les grandeurs PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ 69.99

STORES VERTICAUX MIROIR 3½" — Le choix des décorateurs! 75" x 84" en stock — Nous fabriquons toutes les grandeurs PENDANT QUE VOUS ATTENDEZ 119.99

VERTICAUX LAMINÉS EN VELOURS "RENAISSANCE" — Grande sélection de motifs et couleurs! 75" x 84" en stock — Nous fabriquons toutes les grandeurs AUX PLUS BAS PRIX! 199.99

SI VOUS DÉMÉNAGEZ OU RENOUVELEZ VOTRE DÉCOR, Venez voir notre vaste choix de: STORES VERTICAUX, HORIZONTAUX, PLISSÉS, STORES DE TOILE, DRAPERIES, LITERIE, DUVETS, SERVIETTES, ACCESSOIRES et PLUS, TOUJOURS au plus bas prix!

STORES HORIZONTAUX

MINI-STORES HORIZONTAUX PVC 1" EN STOCK — Vinyle 1re qualité! Couleurs: Blanc, ivoire

Larg.	Haut. 45"	Haut. 64"	Larg.	Haut 45"	Haut 64"
20 x	2.75	5.99	40 x	7.75	10.75
22 x	2.99	6.19	44 x	7.99	10.99
24 x	2.75	6.25	48 x	8.75	11.25
26 x	3.99	6.69	54 x	8.99	12.99
27 x	4.25	6.75	60 x	9.75	13.75
30 x	4.75	7.25	64 x	11.99	14.99
33 x	5.49	7.99	72 x	15.25	20.25
36 x	5.75	8.25	Porte patio 78" x 84"		28.99

LIQUIDATION DE COULEURS DISCONTINUÉES! Choix de 10 couleurs, 101 grandeurs, à partir de seulement 1.99 — Certaines couleurs ne sont pas disponibles dans toutes les grandeurs.

RAYON DE LITERIE

RAYON DE DUVET

COUETTE CONTINENTALE — Fait de Hollofil DuPont à 100%, notre couette épaisse ressemble au duvet véritable, mais s'est lavable et non-allergène! Blanc ou ivoire. SIMPLE Rég.: 64.99 38.99 — DOUBLE Rég.: 74.99 48.99 — REINE Rég.: 99.99 58.99 — ROI Rég.: 119.99 68.99

DUVET PIQUÉ QUALITÉ EXCELLENTE — Duvet blanc d'oiseaux aquatiques de 1ère qualité. Style "boîte" avec tissu de coton 100% percale 233 fils/p.c. Blanc. SIMPLE 67.99 — DOUBLE 87.99 — REINE 97.99 — ROI 137.99

COUVRE-DUVETS 25% de rabais additionnel sur nos prix réduits!

DUVET D'OIE BLANC SUPÉRIEUR — Cette couette, notre meilleure, contient une généreuse livre et demie de moelleux duvet canadien d'oie blanc, dans une superbe enveloppe de coton peigné, 100% percale 264 fils/p.c. Entièrement matelassée en carreaux diagonaux. SIMPLE Rég. 169.99 SPÉCIAL 139.99 — DOUBLE Rég. 219.99 169.99 — REINE Rég. 264.99 199.99 — ROI Rég. 279.99 229.99

SUPER PROMOTION DE LITERIE!

DOUILLETTES ET COUVRE-LITS — Naturelle sélection de couvre-lits et douillettes assortis. SPÉCIAL SIMPLE Rég. 40.99 19.99 — DOUBLE Rég. 59.99 21.99 — REINE Rég. 60.99 23.99

ENSEMBLES DE DRAPS en percale — Ensembles en percale 180 fils/p.c. à des prix incroyablement bas! SIMPLE 16.49 — DOUBLE 26.49 — REINE 32.49 — ROI 47.49

ENSEMBLES DE DRAPS POUR LIT D'EAU WARASSO — Poly/coton avec 2 tuiles d'oreiller. UN SEUL PRIX BAS Rég. 50.99 — ROI Rég. 64.99 26.99 L'ENS.

POUR LA SALLE DE BAINS

ÉCOULEMENT DE TAPIS DE BAIN "ROYAL FAMILY" de CANNON — Belles couleurs décoratives, 100% nylon. Ensemble de bain, 21" x 34" Rég. 19.99 11.99 — Tapis couteur 18.99 9.99 — Couvre-siège 11.99 4.99

VOUS AIMEZ RIDEAUX de DOUCHE — Profitez d'un rabais additionnel de 25% SUR NOS BAS PRIX DÉJÀ RÉDUITS!

DRAPERIES — VALENCES BLOUSON "VOGUE", "RIVIERA" ou "CATHY" — 100% polyester, grandeurs et couleurs variées. Unis ou en damassés. Rég. 19.99-26.99 9.99

VALENCES ET PANNEAUX DE DRAPERIES — Style "VISTA", 100% polyester, couleurs assorties. Rég. 9.99-34.99 3.99-12.99

N'OUBLIEZ PAS! — LA FÊTE DES MÈRES — Dim., le 9 mai — Profitez de notre choix énorme de cadeaux pour maman.

ACHAT SPÉCIAL! ROBE DE CHAMBRE de luxe — 100% coton peigné, choix de 5 couleurs. Rég. 129.99 59.99 ch.

MINI-STORES HORIZONTAUX ALUMINIUM 1" EN STOCK, 1re QUALITÉ! — LIQUIDATION DE COULEURS DISCONTINUÉES! 21 couleurs; choix de 101 grandeurs, à partir de seulement 6.99 — certaines couleurs ne sont pas disponibles dans toutes les grandeurs

SUPER SPÉCIAL! MINI-HORIZONTAUX 1" — 40 couleurs! Style "Fleur de lys" — 100% ALUMINIUM

Hauteur	Largeur 18"-24"	Largeur 25"-36"	Largeur 37"-48"	Largeur 49"-60"	Largeur 61"-72"	Largeur 73"-84"
18"-24"	23.99	26.99	29.99	34.99	38.99	42.99
25"-36"	26.99	29.99	34.99	40.99	44.99	49.99
37"-48"	28.99	33.99	39.99	45.99	51.99	57.99
49"-60"	32.99	38.99	45.99	50.99	56.99	64.99
61"-72"	35.99	42.99	50.99	57.99	63.99	72.99

FAITS SUR MESURE! N'importe laquelle des grandeurs disponible

MINI STORES HORIZONTAUX EN BOIS VÉRITABLE 1/2 PRIX! Naturel — en stock

Grandeur	1/3 prix	Grandeur	1/2 prix	Grandeur	1/2 prix
18x45	25.99	33x45	55.99	22x64	36.99
20x45	27.99	33x45	57.99	24x64	38.99
22x45	28.99	36x45	59.99	26x64	37.99
23x45	43.99	22x63	66.99	27x64	58.99
24x45	48.99	48x45	66.99	32x64	63.99
26x45	53.99	44x63	72.99	36x64	67.99
27x45	44.99	54x45	82.99	31x64	78.99
28x45	48.99	60x45	90.99	33x64	72.99
30x45	58.99	64x45	108.99	35x64	75.99
31x45	53.99	72x45	104.99		

1/2 PRIX! Plusieurs d'autres couleurs et grandeurs aussi disponibles aux mêmes bas prix!

MICRO-STORES HORIZONTAUX 1/2" • EN PVC OU ALUMINIUM • CHOIX DE COULEURS, 15 GRANDEURS — 12.99 et plus

STORES PLISSÉS EN TISSU — 7 couleurs! Style "Classique", en stock. MAINTENANT 1/2 PRIX! — (Suggestion de décor seulement) — JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCK!

GRANDEUR	RÉG.	1/2 PRIX	GRANDEUR	RÉG.	1/2 PRIX	GRANDEUR	RÉG.	1/2 PRIX
18x45	13.99	6.99	44x45	30.99	15.49	30x64	28.99	14.49
20x45	15.99	7.99	48x45	32.99	16.49	31x64	30.99	15.49
22x45	17.99	8.99	54x45	37.99	17.99	35x64	31.99	15.99
24x45	18.99	9.49	60x45	43.99	21.99	36x64	32.99	16.49
26x45	19.99	9.99	64x45	54.99	27.49	38x64	37.99	18.99
27x45	20.99	10.49	72x45	65.99	32.99	48x64	40.99	20.49
28x45	21.99	10.99	18x64	18.99	9.49	44x64	42.99	21.49
31x45	22.99	11.49	20x64	20.99	10.99	48x64	43.99	21.99
35x45	23.99	11.99	22x64	21.99	10.99	54x64	48.99	24.49
36x45	24.99	12.49	24x64	23.99	11.99	60x64	64.95	27.49
38x45	25.99	12.99	26x64	25.99	12.99	64x64	65.99	32.99
40x45	26.99	13.49	27x64	26.99	13.49	72x64	76.99	38.49

STORES PLISSÉS EN TISSUS en stock — "BRIGHTON" 6 couleurs — "MIRAGE" 6 couleurs — "DUCHESSE" Dentelle blanche ou ivoire — 1/2 PRIX! Jusqu'à épuisement de stock

STORES DE FENÊTRES

STORES de TOILE — 1re QUALITÉ, Stores opaques blancs

Grandeurs	Unis	Franges	Grandeurs	Unis	Franges
28¼x58	8.49	12.49	64¼x58	29.49	35.49
37¼x70	9.49	14.49	64¼x70	30.49	35.49
37¼x82	14.49	20.49			
43¼x70	15.49	20.49	73¼x58	UNI	30.49
43¼x82	17.49	22.49	73¼x70	UNI	31.49
49¼x70	18.49	23.49	78¼x70	UNI	48.49
49¼x82	20.49	28.49	85¼x70	UNI	64.49
55¼x70	26.49	31.49	97¼x70	UNI	76.49
55¼x82	27.49	33.49	109¼x70	UNI	87.49
Pour porte-patio			72¼x90	UNI	49.49

VASTE CHOIX de tissus pour stores de fenêtre décoratifs! Choix de 100 couleurs, motifs et franges. TOUJOURS AUX PLUS BAS PRIX!

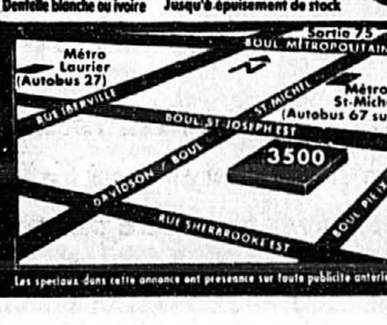
HÂTEZ-VOUS!

LE PLUS GRAND CENTRE D'ESCOMPTE EN DÉCORATION AU CANADA! 3500 boul. St-Joseph est — Entre boul. St-Michel et Pie-IX — Tél 259-3500 — OU COMMANDEZ PAR FAX: 259-3141

EN AFFAIRES DEPUIS PLUS DE 43 ANS, DES MILLIONS DE CLIENTS SATISFAITS!

Au Bon Marché

HEURES D'AFFAIRES: Lun.-mer.: 9h15-18h; Jeu.-ven.: 9h15-21h; Samedi: 9h-17h; Dimanche: FERMÉ



Les spéciaux dans cette annonce ont préséance sur toute publicité antérieure

La Justice menacée par les coupures

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Si le gouvernement maintient sa décision de réduire le nombre des procureurs de la Couronne (dans le cadre de sa politique de compression budgétaire dans les secteurs public et parapublic), il faudra se résoudre à abandonner la poursuite des grandes politiques élaborées ces dernières années pour se consacrer aux besoins urgents et quotidiens, écrit le président de l'Association des substituts du procureur général, Me Jean-Pierre Major, au premier ministre Robert Bourassa.

«C'est pourquoi, souligne Me Major, les substituts vous exhortent à intervenir, afin que les efforts déployés en matière de violence conjugale et sexuelle, de lutte au trafic de stupéfiants et d'aide aux victimes d'actes criminels ne deviennent pas, à cause de l'application uniforme d'une politique de restrictions budgétaires, les vestiges prématurés d'une époque où les intérêts supérieurs de la Justice constituaient une priorité du gouvernement du Québec.»

Le porte-parole des quelque 250 représentants de la poursuite dans les palais de justice explique au premier ministre que les substituts du procureur général se sont engagés à mener à bien les tâches qui leur ont été proposées par le ministre de la Justice. Ils ne pourront continuer à le faire qu'à la condition essentielle qu'on leur en donne les moyens, et ces moyens passent principalement par le maintien des effectifs actuels.

Préretraite

«Vous n'êtes pas sans savoir, écrit Me Major, que depuis quelques années, le visage de l'administration de la justice criminelle et pénale a radicalement changé dans la province de Québec. L'augmentation de la criminalité, l'apparition de nouvelles formes de comportement déviant, l'émergence de réalités sociales et juridiques complexes ont amené le ministère de la Justice et le gouvernement a élaborer des stratégies innovatrices, particulièrement en matière de violence conjugale et sexuelle, de lutte au trafic des stupéfiants et d'aide aux victimes d'actes criminels. Ces orientations ont reçu l'appui des substituts du procureur général même si leurs responsabilités et leurs tâches se sont passablement accrues.»

Le sous-ministre associé aux Affaires criminelles et pénales, Me Michel Bouchard, a précisé à Me Major qu'il avait eu instruction, pour l'exercice financier 1993-94, de réduire la masse salariale de 1,8 million, soit l'équivalent de 4 p. cent, et de supprimer 32 postes de procureurs et employés de soutien.

Cette ordonnance de compression s'échelonne sur une période de cinq ans. Pour les quatre années à venir, l'objectif visé sera atteint en effectuant des compressions de l'ordre de 2 p. cent.

Dans le but d'éviter tout licenciement, l'Association a proposé à Me Bouchard différentes solutions de rechange, comme de favoriser la retraite et la préretraite avec indemnité de départ, et envisager la possibilité du travail à temps partagé.

Aucun district judiciaire ne sera épargné par ces coupures. À Montréal, où il y a 110 procureurs, des substituts et des employés de soutien auraient reçu dernièrement une lettre les avisant de la cessation prochaine de leur emploi.

L'Institut de design de Montréal recevra 6,5 millions sur cinq ans

MARIE-FRANCE LÉGER

■ L'Institut de design Montréal (IDM) recevra 6,5 millions des mains des gouvernements fédéral, provincial et municipal au cours des cinq prochaines années. Grâce à ce budget de fonctionnement, l'IDM mettra sur pied un programme d'aide à la recherche appliquée en design.

C'est hier, à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de l'IDM, au 1037 est, rue Rachel, que les ministres Benoît Bouchard et Daniel Johnson, le maire Jean Doré et le président du conseil d'administration, Bernard Lamarre, ont tour à tour exposé l'importance du design en tant que facteur de la relance économique. L'IDM s'engage de son côté à recueillir un montant équivalent du secteur privé.

«Le design constitue un élément essentiel de la compétitivité des entreprises», a indiqué M. Bouchard. Pour Daniel Johnson, le design est ni plus ni moins que le «point d'appui» du développement économique de Montréal.

Le design ne touche pas uniquement la mode, a souligné le maire Doré, mais aussi des secteurs névralgiques comme l'aérospatiale, les plastiques, le meuble, l'électronique, l'architecture, le paysage urbain... «Le design est un des principaux outils pour nous démarquer de la concurrence», a dit M. Doré.

Grâce à ce soutien financier, l'IDM, fondé en 89 par Harry Parnass, le président de Parachute, pourra vraiment jouer un rôle de catalyseur dans la promotion du design. Le programme de recherche sera accessible aux designers et aux entreprises. Il verra au développement des produits innovateurs. Les produits seront ainsi plus compétitifs sur les marchés internationaux. «Les gouvernements ont fait preuve de vision. Ils ont reconnu le rôle capital du design dans la relance économique dans un contexte de mondialisation des marchés», a souligné de son côté Bernard Lamarre.

Un comité, formé de gens du milieu du design, examinera les propositions. Un premier appel de propositions sera lancé au cours de l'été. «C'est de la musique pour moi», indiquait hier le designer industriel Michel Dallaire. «On ne peut qu'être encouragé par ces propos. Quel contraste avec de que j'ai toujours entendu sur l'importance du design de la part des politiciens», a-t-il indiqué.

Albert Leclerc, directeur de l'École de design indutriel, s'est réjoui hier du leadership de la Ville de Montréal dans la réalisation du projet. Il faut préciser que la municipalité laisse gratuitement à l'IDM la jouissance des locaux de la rue Rachel. «Ce qui me réjouit, c'est la grande lucidité du maire Doré. Il faut que ce soit dit enfin publiquement que le design doit faire parti de toutes les sphères d'activité. La grande nouveauté ici, c'est que ça va créer une synergie entre l'industrie et les centres universitaires», a expliqué M. Leclerc.

Un juge rejette une poursuite intentée contre le ministère des Transports pour un lampadaire défectueux qui s'est écrasé sur une automobile

LUCIE CÔTÉ

■ Le ministère des Transports ne peut être tenu responsable de la mort d'un automobiliste écrasé par un lampadaire tombé sur sa voiture alors qu'il circulait sur l'autoroute 20, le 8 janvier 1989.

La requête en irrecevabilité du ministère des Transports, qui faisait face à une poursuite civile de 90 000 $ de la part de Micheline Dubois, — la veuve de la victime, André Dubois — a en effet été accueillie hier par le juge André Deslonchamps.

André Dubois, 45 ans et père de trois enfants, est décédé d'une hémorragie et d'un oedème cérébral; le réverbère à quatre luminaires (de 33 kilos chacun), qui avait déjà été accidenté et ressoudé, s'est abattu sur sa voiture, en enfonçant le toit et la portière du côté du chauffeur.

Pour rendre sa décision, le juge Deslonchamps s'est basé sur de la jurisprudence récente. En juillet 1992, la Cour d'appel avait renversé une décision — rendue le 16 juillet 1991 par le juge Alphone Barbeau, de la Cour supérieure — et statué que le caméraman de l'émission de télévision *Surprise sur prise* (des productions PRAM), Michel Lemay, avait bien été victime d'un accident d'automobile, le 1er février 1989, lorsque le train d'atterrissage d'un avion avait fracassé son pare-brise, et qu'il ne pouvait conséquemment poursuivre la maison de production.

La loi de la SAAQ, qui couvre tous les accidents impliquant l'usage d'une auto, doit être interprétée de façon large et libérale, a expliqué le magistrat.

Puisque André Dubois était aussi à bord d'une automobile lorsqu'il a été heurté par le lampadaire, c'est la loi de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) qui s'applique. Sa famille ne peut donc réclamer que 41 000 $ d'indemnités (même si les délais sont expirés) et n'a pas le droit de poursuivre celui qu'elle tient pour responsable de l'accident.

Mais l'avocat de Mme Dubois, Me Louis Pasquin, a fait part hier de son intention d'en appeler de la décision du juge Deslongchamps.

FAIRE UN DON À LA FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUÉBEC
C'EST SI FACILE! (514) 871-1551 ou 1-800-361-7650
CHÈQUES, VISA ET MASTERCARD ACCEPTÉS

PARTICIPACTION petit train va loin

Inscription Mai 93
INFO: (514) 845-4376
TAI CHI TAOÏSTE 道家太極拳
Centre-ville (Plateau, Chinatown et Villeray) 3 et 4 mai de 11h à 20h au 4510 St-Denis
Châteauguay - 250 boul. Ford, suite K 3 au 5 mai de 19h30 à 21h 692-5737
Est de Montréal - 2890, rue Honoré-Beaugrand 6 mai de 18h00 à 20h00 845-4376
Laval - 211 de la Concorde Est 629-9185 3 et 4 mai de 10h30-12h00 et 18h30 -20h30
Longueuil - 743, rue Marmier 674-0712 3, 4 et 5 mai de 18h00 à 21h00
Pointe-Claire -Cedar Parks Chalet (Robinsdale) 3 mai de 20h à 21h30 620-6977
Repentigny - 114, boul. Industriel 654-9460 6-7 mai de 15h00 à 21h00 (démo 6 mai à 19h30)
Vaudreuil - 21 St-Joseph, salle communautaire 5 mai de 19h00 à 21h00 620-6977
Un art chinois agréable à pratiquer, aux bienfaits multiples et à la portée de tous

Décor Flamme Inc.
VENTE DE FAILLITE
30% à 60%
de réduction sur
foyers, poêles, cheminées, accessoires de foyers, façades, moulures, etc.
2 LOCATIONS
8721, Place Ray-Lawson, Anjou
6250, boul. Cousineau, St-Hubert
JOURS D'OUVERTURE:
jeudi, vendredi, samedi, dimanche
Contracteurs, ouvert tous les jours de 9 h à 17 h
S1940105

À 200 km/h

Pour votre santé!
Quand il s'agit de votre santé, notre service est hors-pair! La Résidence Les Marronniers offre également la sécurité, la détente, des prix abordables, des appartements et studios et de nombreux petits extras!
Votre loyer comprend: L'électricité, le chauffage, la taxe d'eau, la cuisinière et le réfrigérateur
LES MARRONNIERS
RÉSIDENCE POUR RETRAITÉS
1500, Montée Monette Vimont, Laval (Québec) H7M 5C9
858-1500

ENCAN PUBLIC
TAPIS PERSANS
Federated Financial Trust Auctioneer est autorisée à vendre à l'encan public un nouveau chargement aérien de tapis persans et orientaux noués main... tapis persans Tabriz... Qum... Isfahan... Hariz... Shiraz... tapis tribaux... semi-antiques... antiques... toutes dimensions et couleurs... de tout pour tous les budgets! Découvrez pourquoi tant de clients satisfaits reviennent à nos encans... le prix... la qualité... le service et l'authenticité. Une occasion incroyable à ne pas manquer... Faites votre prix... Vous pouvez même nous faire une offre avant l'encan... **Aucune offre raisonnable ne sera refusée.**
AUCUNE MISE À PRIX
Hôtel Ruby Foo's
7655, boul. Décarie
Montréal (Québec)
(514) 731-7701
Dimanche 2 mai 1993
Encan à 14 h
Inspection à partir de 13 h
Stationnement gratuit à l'hôtel
PAS DE TPS NI DE TVP
Encan mené par Federated Financial Trust Auctioneer

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente
RÉDACTION CLAIRE... MESSAGE REÇU!

CERTIFICAT EN RÉDACTION FRANÇAISE
OFFERT LE SOIR
Avec ce certificat, développez une nouvelle rigueur intellectuelle, un style clair, précis et efficace qui donne à vos textes toute la portée voulue.
Trois certificats vous conduisent à un baccalauréat.
DATE LIMITE D'ADMISSION : LE 1er JUIN 1993
RENSEIGNEMENTS : Faculté de l'éducation permanente 3744, rue Jean-Brillant, 3e étage Métro Côte-des-Neiges
Montréal : (514) 343-6090
Extérieur : 1 800 363-8876
LE PERFECTIONNEMENT RECONNU

LES ENTREPRISES UNION ELECTRIQUE LTEE
FAILLITE DE 30 000 000 $
LE PLUS GRAND CHOIX AU QUÉBEC
LAMPES, PLAFONNIERS, LUSTRES, RADIATEURS PLINTHES ÉLECTRIQUES, HOTTES DE CUISINIÈRE, SONNERIES, ETC.
50% À 80% DE RABAIS SUR TOUT EN MAGASIN
8150, DÉCARIE (coin Royalmount)
Mer., Jeu., Ven., 12 h à 21 h
Sam., 9 h à 17 h
61938209
FERMETURE:
magasin du 7751, Louis-H. Lafontaine, Anjou
60% à 90% sur modèles de plancher
Entrepreneurs: lundi au vendredi 9 h à 17 h

AVANT DE CONCLURE VOS PRÉ-ARRANGEMENTS...
Vous connaissez déjà les avantages de voir à vos propres arrangements funéraires. Il ne vous reste plus qu'à vous assurer que vous effectuez la meilleure transaction possible dans le respect de toutes vos volontés.
Non seulement les pré-arrangements Dallaire sont – *et de loin* – les moins chers, ils comportent 18 autres caractéristiques distinctives auxquelles vous n'avez peut-être pas pensé et que la concurrence n'a pas jugé bon de vous offrir.
Alfred Dallaire
(514) 875-9378
LE SPÉCIALISTE DES PRÉ-ARRANGEMENTS
Je désire plus de renseignements sur les caractéristiques particulières de vos pré-arrangements.
NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
TÉLÉPHONE
Veuillez poster à: Alfred Dallaire inc. 1120, rue Jean-Talon Est, 2e étage Montréal (Québec) H2R 1V9

Suite au décès de son mari, la veuve grecque entretient quotidiennement le *fanari*, petit feu brûlant à l'intérieur de la pierre tombale, à la mémoire du défunt. Elle dépose aussi du pain sur la tombe, qu'elle fait d'abord bénir à l'église du village. Quarante jours après l'enterrement, amis et parents se retrouvent autour du *fanari* et mangent ensemble ce pain béni ainsi que des grenades, symbole grec représentant la paix et la bonne fortune.

Ici comme ailleurs, les rituels qui entourent la mort se déroulent selon les exigences spirituelles de chaque culture.

Urgel Bourgie reconnaît ces différences. Avec un réseau de 75 complexes funéraires au Québec, la maison continue de grandir au rythme de l'évoiution des moeurs, s'adaptant aux nouvelles demandes d'une société de plus en plus diversifiée.

Dotés de chapelles oecuméniques où peuvent être célébrées diverses formes de cérémonies, les 3 Jardins commémoratifs de la Rive-Sud, de Laval et de Montréal accueillent les gens de toutes religions et de toutes croyances. Ces Jardins offrent l'atmosphère paisible de boisés et de fleurs, ainsi que tous les services reliés aux funérailles et à la sépulture.

Grâce à la formule toute simple des pré-arrangements, vous pouvez vous assurer à l'avance que vos convictions profondes seront connues.

Pour plus d'informations, remplissez le coupon ci-contre et recevez le Dossier Prévoyance. Ce document a été conçu pour les gens prévoyants qui désirent se familiariser avec les multiples conséquences pratiques et juridiques qu'entraîne un décès. Références, ressources et précieux détails répondent à toutes ces questions que vous ne vous êtes jamais posées.

Oui, je souhaite recevoir le Dossier Prévoyance.

Nom

Adresse

Ville Code Postal

No. de tél. Maison Travail

Envoyez ce coupon à : **Urgel Bourgie Limitée**
2630, rue Notre-Dame Ouest, Montréal (Québec) H3J 1N8

Si vous préférez obtenir l'information par téléphone, n'hésitez pas à communiquer avec l'un de nos conseillers en composant le **(514) 932-2225**.

URGEL BOURGIE

Fabrikant est critiqué sévèrement par son directeur de Concordia

LUCIE CÔTÉ

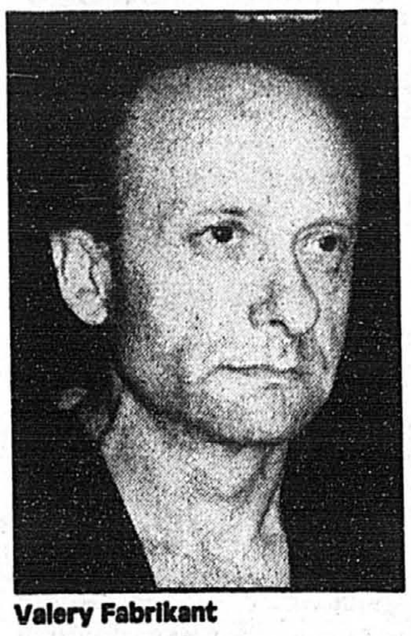
■ Convoqué par l'accusé lui-même pour témoigner au procès de Valery Fabrikant, le directeur du département de génie mécanique de l'université Concordia, Sam Osman, a passé la journée d'hier à critiquer celui qui travaillait pour lui comme professeur associé.

Contrarié par les réponses de son propre témoin, Fabrikant, qui assure lui-même sa défense — tout en étant représenté par Me Suzanne Richard — a demandé en vain au juge Fraser Martin, de la Cour supérieure, de déclarer M. Osman témoin hostile.

Le juge Martin a signalé à l'accusé à quelques reprises: «Ne discutez pas avec votre témoin. Vous devez vivre avec ses réponses, même si elle ne vous plaisent pas.»

Il a été très souvent question hier de rapports d'évaluation, de lettres de référence, de convention collective, du fonctionnement interne du département de génie mécanique de Concordia, même si la tâche des 11 jurés, depuis le 13 avril, est de déterminer, après seulement cinq jours d'audiences, si Valery Fabrikant, 53 ans, accusé d'avoir tué quatre de ses collègues, le 28 août 1992, est apte à subir son procès.

Exaspéré, le juge Martin a d'ailleurs lancé à l'accusé: «Je suppose que ce n'est pas facile pour vous, mais pourriez-vous essayer de vous rappeler que vous êtes ici pour que soit étudiée votre aptitude à subir votre procès. Quelque part en 1995, les jurés auront peut-être l'occasion de décider de votre aptitude.»



Valery Fabrikant

Valery Fabrikant essaie de démontrer depuis quelques jours qu'il ne souffre pas de délire de persécution, mais qu'il était réellement persécuté, l'université refusant de lui octoyer un poste de professeur à temps plein.

Sans ambages, le directeur du département a déclaré: «L'enseignement de Valery Fabrikant ne valait rien. Il était un mauvais professeur. Les cours qu'il donnait auraient pu être donnés par un professeur de cégep.»

Puis, s'adressant à Fabrikant: «Vous avez été mis à pied parce que vous avez démontré votre incompétence professionnelle. Vos cours étaient une mauvaise expérience pour les étudiants.»

Fabrikant, a-t-il aussi indiqué, passait beaucoup de temps, pendant ses cours, à raconter ses problèmes aux étudiants, expliquant qu'il était persécuté et qu'il serait congédié s'il ne recevait pas une bonne évaluation.

À la demande de Valery Fabrikant, Sam Osman a expliqué que, malgré tous les reproches que le département avait à faire à Fabrikant, le professeur associé avait effectivement quand même reçu une bonne évaluation.

«Nous croyions que vous aviez été professeur en URSS (pays d'origine de Fabrikant), mais nous avons découvert que c'était faux. Nous pensions que vous aviez été persécuté par le système. Après tout, plusieurs d'entre nous viennent de pays à la situation politique difficile. Nous avons essayé de vous aider à aller un peu plus loin, mais vous ne vouliez pas fournir d'efforts. Nous regrettons ce que nous avons fait pour vous.»

Le procès se poursuit lundi matin avec le témoignage de M. Osman et des autres témoins de Valery Fabrikant.

Le «massologue» Andriesanu reconnu coupable de huit agressions sexuelles

LUCIE CÔTÉ

■ Le «massologue» Mircea Andriesanu, âgé de 64 ans, a été reconnu coupable hier de huit agressions sexuelles et immédiatement incarcéré par le juge Gilles Cadieux de la Cour du Québec.

Andriesanu, un petit homme grassouillet aux cheveux blancs, qualifié d'autoritaire et d'intransigeant, avait pu conserver sa liberté jusque-là. Il avait subi son procès pour fraudes et agressions sexuelles au printemps 1992.

L'accusation la plus grave a été portée par une femme dans la trentaine qui a été violée trois fois par Andriesanu. Après l'avoir fait boire, à son bureau de la rue Saint-Jacques, le «massologue» a agressé la femme à trois reprises, le 30 avril, le 15 mai et le 22 mai 1990. Lors de son témoignage, la jeune femme avait déclaré: Je n'étais pas capable de réagir; je sais que j'aurais dû, mais je n'étais pas capable».

Le juge Cadieux a déclaré que l'accusé s'était montré méprisant envers ses élèves pendant son témoignage, qualifié par le magistrat de «peu crédible», contrairement à celui de ses victimes.

Hier, toutes les accusations de fraudes contre le «professeur» — qui offrait «un baccalauréat de massothérapie» — sont tombées, le juge Cadieux trouvant les accusations «mal fondées». La Couronne n'a pas réussi à prouver que le professeur de «massologie» (selon ses propres termes), n'avait pas l'expérience requise.

L'accusé, se prétendant gynécologue et médecin et affirmant détenir trois baccalauréats, une maîtrise et deux doctorats, a agressé ses étudiantes de diverses façons, forçant notamment la bouche de l'une d'entre elles avec son pénis et insistant pour faire l'amour avec en d'autres occasions.

Piscines monocoques en fibre de verre

DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER
ayant plus de 25 ans d'expérience avec

Futuro

25 ANS DE GARANTIE

CARACTÉRISTIQUES:

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée.
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

Grand choix de petites piscines, tourbillons avec nage sur place pouvant s'installer autant à l'intérieur qu' à l'extérieur

1456, rue de Jaffa Fabreville, Laval
(sortie 16, Autoroute des Laurentides)

622-2664 / 628-0088

Futuro c'est aussi des SPAS

Si vous voulez vraiment un perfectionnement professionnel reconnu vous avez la solution : la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal

Une formation donnée par 500 spécialistes du milieu professionnel et d'une grande université. Des programmes reconnus par les employeurs. Un diplôme qui consolide votre avenir.

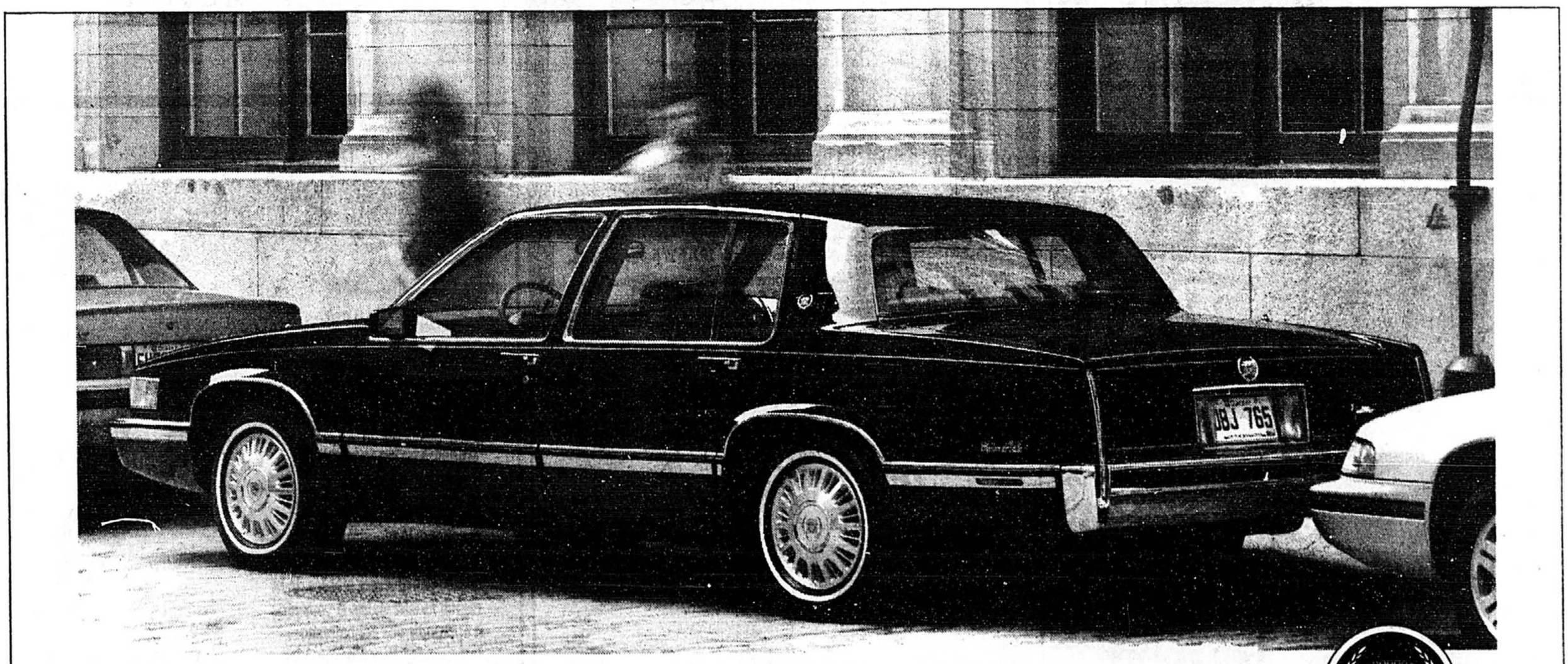
Un choix de plusieurs programmes de certificats vous est offert le soir:

Animation des groupes et des organisations • Créativité • Criminologie I et II • Droit • Études individualisées • Gérontologie • Gestion des services de santé I et II • Information et journalisme • Intervention en milieu multiethnique • Publicité • Rédaction française • Relations industrielles I et II • Relations publiques • Santé communautaire • Santé et sécurité du travail • Santé mentale : fondements et pratiques d'intervention • Toxicologie éco-industrielle • Toxicomanies : prévention et réadaptation • Traduction I et II • Microprogramme en micro-informatique •

DATE LIMITE D'ADMISSION :
LE 1er JUIN 1993

RENSEIGNEMENTS :
(514) 343-6090 - 1 800 363-8876

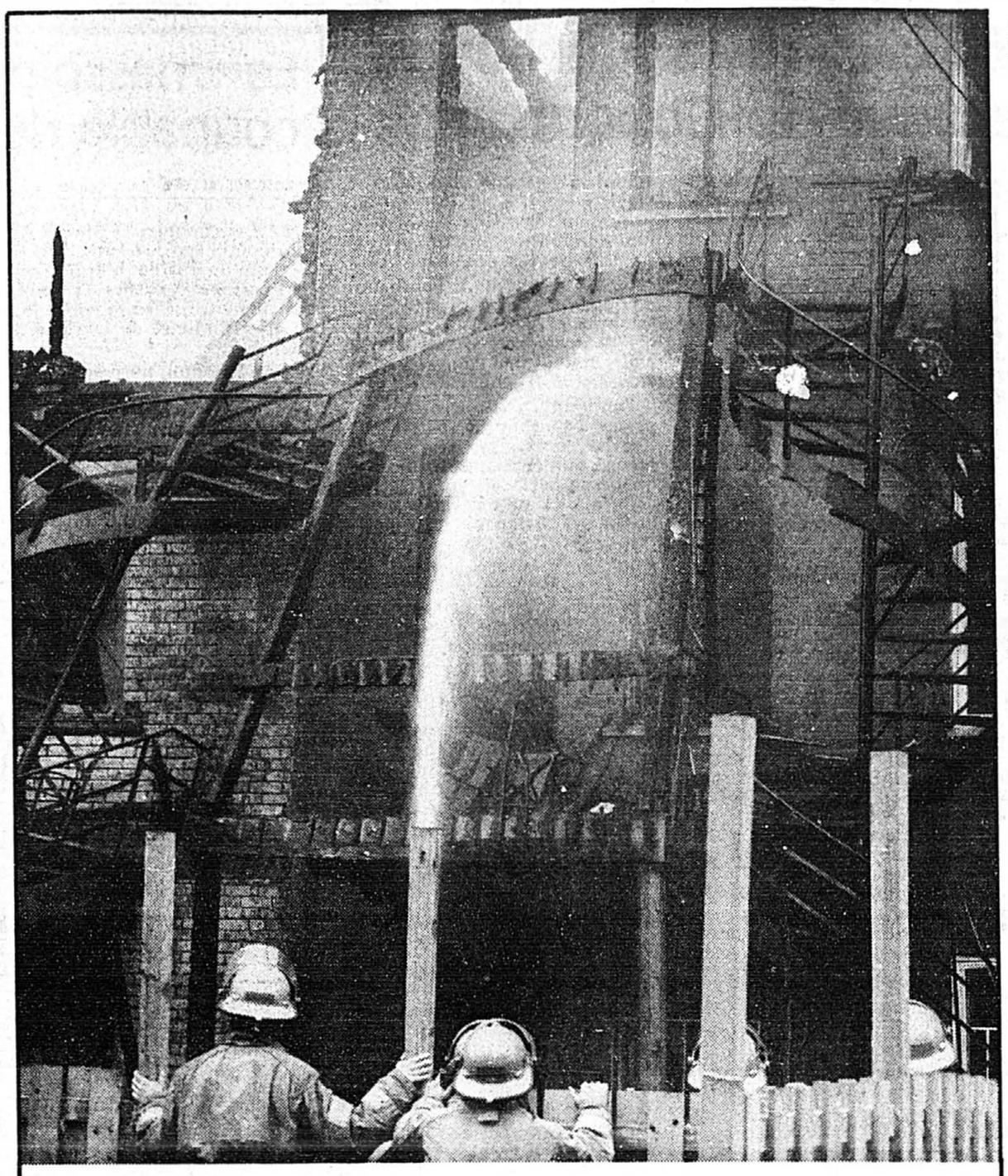
Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente



Cadillac De Ville 1993. Seulement 539$ par mois en location. Prix à partir de 34 993$**. Chez vos concessionnaires Cadillac participants.*

*Basé sur un bail de 48 mois, avec versement initial de 3 000$, transport et préparation inclus. Premier paiement et dépôt remboursable de 625$ requis. Des frais de 5¢ par kilomètre s'appliquent après 96 000 km. Sujet à l'approbation du crédit. Taxes en sus. Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers. Détails chez votre concessionnaire. **Taxes en sus. Tous les rabais GM taxables et les frais de transport sont inclus.

La réussite automobile



Gros Incendie sur le Plateau

Le plus gros incendie à survenir sur le Plateau Mont-Royal depuis quelques années a ravagé hier matin cinq triplex de la rue des Érables. L'appel est rentré à 4h46. Le feu s'était déclaré dans les hangars à l'arrière du 4055 des Érables. L'incendie a progressé rapidement, forçant l'intervention de 140 pompiers au beau milieu de cette alerte générale. Les flammes se sont propagées à l'entretoit. Neuf logements sont des pertes totales, le 4055, 4057, 4059, 4061, 4063 et 4065. D'autres logements ont été touchés, ceux du 4067, 4073 et 4079 des Érables. Trente-deux personnes se retrouvent sur le pavé. Personne n'a été blessé dans le brasier. On évalue les dommages à un demi-million de dollars. L'incendie est considéré comme suspect par les pompiers. Une enquête policière est en cours au poste 34. PHOTO P. McCANN, *La Presse*

En bref

INGÉNIEURS ET CHIMISTES EN GRÈVE À LA VILLE DE MONTRÉAL

■ Les 198 ingénieurs et les 14 chimistes de la Ville de Montréal et de la Communauté urbaine ont débrayé hier matin pour 24 heures. Les syndiqués ont assuré les services essentiels relativement à la sécurité et la protection de l'environnement. À la Ville de Montréal, les ingénieurs et les chimistes réclament l'augmentation de salaire de 2 p. cent consentie à l'ensemble des employés en 1992. D'autres grèves de 24 heures sont prévues à des dates indéterminées.

USINE D'ASPHALTE DÉTRUITE À LAVAL

■ Les flammes ont complètement détruit, tôt hier matin, une usine d'asphalte en plus de détruire de l'équipement au 360, rue Principale, dans le quartier Saint-Dorothée, à Laval. Une embarcation de plaisance qui se trouvait tout près de l'immeuble a aussi été brûlée. Les dommages de l'immeuble seulement seraient de l'ordre de 50000$. Les pertes en dollars pour la machinerie et le yatch n'ont pas encore été évaluées. Rien n'indique pour le moment qu'il s'agit d'un incendie volontaire. Vingt pompiers de trois casernes ont combattu l'élément destructeur. Personne n'a été blessé.

ÇA ROULE SUR LES VOIES CYCLABLES

■ S'ils ne pouvaient ni prévoir les entêtements de l'hiver ni prédire les caprices du printemps, les employés du Service des loisirs et du développement communautaire et du Service des travaux publics peuvent déjà confirmer la réouverture complète des 140 km de voies cyclables que compte le réseau montréalais. Des cyclistes du dimanche aux cyclistes d'expérience, on peut donc reprendre l'habitude d'utiliser au maximum les voies cyclables dans tous ses déplacements. L'inauguration d'une nouvelle saison cycliste est aussi un moment bien choisi pour réitérer certains conseils de prudence, pour rappeler certaines règles de sécurité et certains règlements municipaux, dont le port du casque protecteur.

GRAND SOLDE DU DISTRIBUTEUR
RABAIS DE 50 % À 70 %

Grand choix de modèles de sets de salon et dinettes

VENTE JUSQU'À FIN MAI OU ÉPUISEMENT DE STOCKS

Plus de 80 ensembles de coin-repas en chêne et en teck à liquider.
Grand choix de modèles et couleurs.
870, Bégin
(angle ch. Côte-Vertu, à côté du Club Price)

Ensemble 4 pièces Ord. 1 437$ 575 $
• 335-3350

Heures d'ouverture: LUNDI AU VENDREDI de 9 h à 18 h SAMEDI de 11 h à 16 h

1911564-306

Occupation à compter du 1er mars 1993.

Le Portofino
est la plus belle et la plus luxueuse résidence de Montréal-Nord.
3 1/2 - 4 1/2

3225, boul. Gouin Est
Tél.: 321-0880
Résidence pour personnes retraitées et semi-retraitées.
Salles communautaires, piscine, saunas, système de communication vidéo individuel, infirmière de service 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, bureau de médecin, pharmacie, caisse populaire, restaurant, dépanneur, salon de coiffure.
Ouverture de 10 h à 17 h. 7 jours / sem.
Nouveauté: Vitre "Super-glass" R-8.6 pour votre confort.

HUGO
GÉNÉRATION 2
100% COMPATIBLE
HUGO PLUS corrige tous les textes rédigés à l'aide de WordPerfect, Word, Works, MacWrite, AmiPro, l'Écrivain public, etc.
HUGO PLUS • Génération 7 – Logiciel de correction orthographique et grammaticale en français et en anglais – LOGIDISQUE, C. P. 10, succ. «D», Montréal (Québec) H3K 3B9 – Tél.: (514) 933-2225 – FAX: (514) 933-2182 – 84,95 $

LE CENTRE POUR LE TRAITEMENT ET L'ÉTUDE DES TUMEURS CÉRÉBRALES DE L'HÔPITAL NEUROLOGIQUE DE MONTRÉAL
et
L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES TUMEURS CÉRÉBRALES
INVITENT LE PUBLIC
LE SAMEDI 8 MAI 1993
à participer à
LA JOURNÉE ANNUELLE D'INFORMATION SUR LES TUMEURS CÉRÉBRALES
Tenue à l'hôtel Reine-Élisabeth, 900, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal.
Inscription à 8 h 30, suivie du programme de la journée qui débutera à 9 h et se terminera à 16 h. Ce programme:
— Comportera de l'information sur la recherche au niveau des tumeurs cérébrales, des nouvelles technologies et thérapies, les services d'aide, de même que sur d'autres aspects reliés au patient et sa famille.
— Permettra aux familles, aux patients, leurs proches d'échanger sur des points communs.
— Présentera des conférenciers experts du monde médical dont le Dr J.-G. Villemure, neurochirurgien de l'Hôpital Neurologique de Montréal, et d'autres spécialistes de la radio-oncologie et de la neurochirurgie pédiatrique.
— Renseignera les patients et leurs familles sur les programmes d'aide et de soutien de l'Association québécoise des tumeurs cérébrales.
INSCRIPTION GRATUITE
RAFRAÎCHISSEMENTS GRATUITS
LUNCH LIBRE
Pour information: (514) 398-5937
S1940133

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente
POUR MIEUX TRAVAILLER EN MILIEU PLURIETHNIQUE

CERTIFICAT D'INTERVENTION EN MILIEU MULTIETHNIQUE
OFFERT LE SOIR
Ce programme universitaire favorisera la réussite de vos interventions professionnelles auprès des diverses ethnies de la région montréalaise. Il vous aide à approndir vos connaissances interculturelles et à développer des outils directement reliés à votre champ de compétence.
Programme multifacultaire
Trois certificats vous conduisent à un baccalauréat.
DATE LIMITE D'ADMISSION : LE 1er JUIN 1993
RENSEIGNEMENTS :
Faculté de l'éducation permanente
3744, rue Jean-Brillant, 3e étage
Métro Côte-des-Neiges
Montréal : (514) 343-6090
Extérieur : 1 800 363-8876
LE PERFECTIONNEMENT RECONNU

Une succursale de Monsieur Donut écope d'une amende de 1200 $ pour malpropreté

RAYMOND GERVAIS

■ Une succursale de Monsieur Donut sise au 4696, rue Jarry Est, à Saint-Léonard, a écopé d'une amende de 1200 $ hier en cour municipale, après avoir été reconnue coupable de malpropreté générale.

L'infraction remonte au 9 septembre 1992 et selon les témoignages entendus, la cuisine tout comme l'aire de service étaient malpropres.

Après avoir écouté les témoignages des deux inspectrices du Service de l'environnement de la Communauté urbaine de Montréal, division des aliments, le propriétaire de la compagnie à numéros 2640-4178 Québec inc., à qui appartient le restaurant, M. Peter Libertella, a déclaré à la Cour qu'il niait non seulement que son commerce était sale lors du passage des fonctionnaires, mais que les inspectrices cherchaient des «bibites et étaient trop zélées».

Visiblement déçu, voire choqué de la décision du juge Pierre Gaston, le restaurateur a déclaré: «Je ne comprends pas que vous me trouviez coupable après avoir entendu ma version des faits.» Le juge Gaston lui a répondu: «Je vous ai écouté, écoutez maintenant mon jugement...»

Selon le rapport des inspecteurs qui a été déposé en preuve à la Cour, l'équipement servant à la préparation des beignes était sale. Des coulisses de gras et de saleté couvraient les parois internes de l'étuveuse. Les treillis métalliques étaient noircis et graisseux et une épaisse couche d'aliments calcinés et de gras recouvrait le fond du four.

De plus, l'eau du bain-marie était gluante et remplie de rouille en suspension. L'intérieur de deux poches à douilles servant à confectionner les beignes s'effilochait.

Dans l'aire de service des clients, l'équipement était sale et la poussière s'accumulait entre les fontaines à jus et machines à boissons gazeuses. Il y avait aussi des moisissures noires sur les rebords internes des fontaines.

En défense, M. Libertella a tenté d'expliquer à la Cour que son restaurant était propre au moment de la visite des inspecteurs. «Il y avait peut-être un peu de farine ici et là, mais c'est normal lorsqu'on fait des beignes et on nettoie vers les 17 h tous les jours», a précisé le restaurateur, qui a affirmé avoir investi 1000 $ pour refaire la peinture, le plafond et certaines tuiles du restaurant après avoir reçu un premier avis de correction quelques semaines avant l'infraction.

Déçu, le restaurateur a annoncé au juge Gaston qu'il ferait appel du jugement.

Par ailleurs, dans une autre salle, le marché d'Alimentation Jacot inc., situé au 7110, rue Alexandre, à Montréal, a écopé de 400 $ d'amende après avoir été reconnu coupable d'avoir offert en vente au détail des pâtés à la viande fabriqués par une boulangerie se spécialisant elle aussi dans le commerce de détail. La réglementation en cette matière prévoit qu'un établissement ne peut offrir en vente au détail les produits provenant d'un autre commerce de détail.

Une récente vérification a permis de constater que la situation avait été corrigée.

ENTREPÔT DE CUIR
Jusqu'à 90% de rabais
LIQUIDATION
Directement du manufacturier
Meilleurs cuirs et moutons d'Europe
Modèles originaux de Paris et Milan
Tant qu'il y en aura
Toutes taxes comprises
VESTES PEAU D'AGNEAU à compter de 49,99$
JUPES PEAU D'AGNEAU à compter de 39,99$ pour hommes et pour femmes
OUVERT DIMANCHE
5445, de Gaspé bureau 115, 270-3218
ST LAURENT ST VIATEUR BERNARD DE GASPÉ
acceptons principales cartes de crédit
Lundi au vendredi 9 h à 17 h
Samedi 9 h à 17 h
Dimanche 13 h à 17 h

Fondation de la greffe de moelle osseuse
Ensemble, on peut faire de la Magie!
Pour guérir la leucémie et autres cancers
(514) 255-5367

ENCAN PUBLIC
TAPIS DE PERSE ET D'ORIENT
WEMEK
Wemek encanteurs et liquidateurs enr.
a été mandaté pour cet encan:
L'une des plus belles collections de tapis. Nain, Kashan, Ispahan, Saroug, Qum, Bakhtiry, L. Kerman, Hamadan, Heriz, Herekeh, chinois, Tebat, indiens, pakistanais, turcs, laine et soie anciens, semi-anciens, etc.
LES TAPIS SERONT VENDUS AUX ENCHÈRES UN À UN
L'ENCAN SE DÉROULERA
DÉCOR DÉCARIE 6900 boul. Décarie (angle Vézina)
DIMANCHE
2 MAI 1993, À 13 H
INSPECTION À COMPTER DE 12 H
TOUS LES TAPIS DEVRONT ÊTRE VENDUS!
PAS DE FRAIS DE 10% — PAS DE TPS !
S1931983

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente
DÉVELOPPEZ DE NOUVELLES APPROCHES
CERTIFICAT DE GÉRONTOLOGIE
Spécialement conçu pour les intervenantes et intervenants impliqués dans le milieu, ce programme de qualité vous permettra d'approfondir vos connaissances en gérontologie.
Par ce certificat, vous pourrez accroître vos capacités professionnelles et développer une vision renouvelée de vos interventions auprès des personnes âgées.
DATE LIMITE D'ADMISSION : LE 1er JUIN 1993
Renseignements :
3744, rue Jean-Brillant 3e étage
Métro Côte-des-Neiges
(514) 343-6090
1 800 363-8876
LE PERFECTIONNEMENT RECONNU

DES VACANCES POUR VOS FOURRURES
Après un long et rigoureux hiver, votre fourrure mérite bien un peu de repos et de détente! Chez Holt, nous savons comment choyer votre placement le plus précieux et vous verrez que nos tarifs de garde sont très concurrentiels. Qui plus est, dès maintenant et jusqu'au 20 mai, vous économiserez 20 % sur toutes transformations, réparations et retouches. Confiez votre fourrure à des professionnels. Appelez-nous et nous passerons prendre votre fourrure gratuitement, ou venez dès aujourd'hui au Salon Birger Christensen chez Holt Renfrew.
SHERBROOKE ET DE LA MONTAGNE, 842-5111
Ouvert du lundi au mercredi de 10 h à 18 h, les jeudi et vendredi de 10 h à 21 h, le samedi de 9 h 30 à 17 h et le dimanche de midi à 17 h
HOLT RENFREW

À Place Ville Marie, les mamans sont doublement gâtées !
Bonne Fête à toutes les mamans!
Présentez-vous à la cour des promotions avec une preuve d'achat de Place Ville Marie de 10$ et plus; notre hôtesse vous remettra un joli pot de violettes.
Du mercredi 5 mai au dimanche 9 mai
aux heures d'ouverture des boutiques.
Stationnement à 3$ les jeudis et vendredis à partir de 17h et les samedis et dimanches, toute la journée avec billet estampillé d'un marchand de Place Ville Marie.
PLACE VILLE MARIE
Au coeur du centre-ville
Ouvert le dimanche de midi à 17h

Les «narcos» songeraient à la retraite

Une nouvelle accueillie avec «le plus grand scepticisme» à Bogota

Agence France-Presse

BOGOTA

■ Les chefs des principaux cartels colombiens de la drogue auraient, au cours d'une récente réunion au «sommet», décidé de mettre un terme au trafic de stupéfiants et d'arrêter la «guerre des gangs», selon des révélations de la presse colombienne.

Toutefois, cette suprenante décision, révélée par le quotidien *La Patria* de Manizales (280 km à l'ouest de Bogota) et reprise hier par le journal *La Prensa* de Bogota, n'a pas été confirmée par les services colombiens de lutte antidrogue.

Selon *La Patria*, citant une source sure, le «sommet» aurait eu lieu à Cali (490 km au sud-ouest de Bogota), «siège» de la plus puissante organisation colombienne de trafic de cocaïne. Il aurait abouti à la décision de «renoncer à la guerre entre les cartels, aux attentats à la dynamite et au trafic de stupéfiants» pour pouvoir «profiter en paix de leurs richesses».

Les «Pepes»

Des représentants du groupe des «Pepes» (Perseguidos por Pablo Escobar — Victimes de Pablo Escobar) auraient également participé à la réunion. Apparu en février dernier, ce groupe dont l'objectif était d'en finir avec Pablo Escobar, s'en est pris aux biens et au proches du chef du cartel de Medellin pour annoncer samedi dernier, d'une manière totalement inattendue, qu'il avait décidé de se dissoudre.

Les journaux colombiens n'ont pas précisé si Escobar et le chef supposé du cartel rival de Cali, Gilberto Rodriguez Orejuela dit «Le joueur d'échecs» avaient participé au «sommet».

L'annonce de ce surprenant «sommet» intervient alors que Pablo Escobar, évadé depuis le 22 juillet dernier de sa prison de luxe d'Envigado (près de Medellin), a déclenché depuis janvier dernier une «lutte armée» contre les autorités marquée par sept attentats à la voiture piégé à Bogota.

La décision des «barons» de la drogue d'arrêter le trafic a été accueillie par les observateurs avec le plus grand scepticisme dans la mesure où cette activité a permis d'amasser de fabuleuses fortunes. Les «seigneurs» de la cocaïne, selon diverses estimations colombiennes, ont recueilli en 10 ans de 26 à 42 milliards de dollars.

«Extradables»

Toutefois, soulignent les observateurs, les «capos» de la drogue ont déjà fait des propositions de ce genre. En février 90, les «Extradables», à l'époque bras armé du Cartel de Medellin, avaient proposé d'éliminer le trafic de cocaïne en échange d'une négociation avec les autorités.

Un an auparavant le Cartel de Medellin avait fait une proposition semblable contre la non-extradition des trafiquants et en 1984 l'organisation d'Escobar avait proposé de rapatrier ses capitaux indiquant que ses revenus représentaient 2 millions de dollars par an.

Ces diverses propositions n'ont jamais été suivies d'effet, le gouvernement leur ayant toujours opposé un fin de non-recevoir. La seule négociation qui a effectivement abouti a été celle qui a permis le 19 juin 1991 la reddition de Pablo Escobar.

Un Beauceron avale 15 sachets de cocaïne et refuse mordicus de les restituer à la police

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ La Sûreté du Québec surveille depuis une semaine un individu de Saint-Georges de Beauce qui a avalé des sachets de cocaine et qui refuse mordicus de laisser sortir le précieux butin.

Paul Larochelle, âgé de 49 ans, a été arrêté le 23 avril dernier à Saint-Georges par les agents du poste de Saint-Joseph de Beauce en possession de 15 petits sachets contenant des quarts de gramme de cocaïne.

Le suspect a été conduit à l'intérieur d'un véhicule de police après avoir été fouillé. Les sachets ayant été déposés à côté de lui dans le véhicule, il a profité d'un instant d'inattention des policiers pour avaler son butin.

«Les enquêteurs ont d'abord pensé à la santé du suspect. Ils lui ont fait voir un médecin qui l'a prévenu des conséquences que son geste pouvait avoir si un ou des sachets crevaient dans son estomac, mais il n'a pas voulu ni d'examen ni de traitements médicaux», a expliqué, hier, un porte-parole de la Sûreté du Québec, M. Réal Ouellet.

Depuis vendredi dernier, les enquêteurs attendent patiemment que la nature fasse son oeuvre et force l'individu à leur rendre les pièces à conviction. Mais le Beauceron refuse obstinément toute nourriture et tient bon sans défaillir.

«Il ne mange rien, mais se nourrit de liquide. Nous le faisons suivre par un médecin de qui il refuse toujours tout examen. Sa santé demeure relativement bonne, même si son entêtement a un effet amaigrissant», a déclaré l'agent Ouellet.

Formellement accusé

Paul Larochelle a comparu devant le juge Jean Drouin cette semaine au palais de justice de Saint-Joseph pour être formellement accusé de possession de cocaine dans le but d'en faire le trafic.

Jeudi, la cour lui a refusé la remise en liberté sous caution, le suspect ayant déjà été remis en liberté au mois de février relativement à une cause semblable de trafic de stupéfiants.

Larochelle est présentement détenu dans les celluies du quartier général de la Sûreté du Québec à Québec et le demeurera tant qu'il n'aura pas restitué les stupéfiants ou que son état de santé ne nécessitera pas une hospitalisation.

GRATUIT!

NETTOYAGE ET LUSTRAGE GRATUITS DE VOS FOURRURES LORSQUE VOUS NOUS EN CONFIEZ L'ENTREPOSAGE.

- Un des plus vieux et fiables entreposeurs au Canada
- Assurés avec la Lloyd's de Londres
- Cueillette et livraison gratuites.

OFFRE UNIQUE D'UNE VALEUR DE 40$

849-1108

Entreposage de Fourrures Montréal

COUPON DE VALEUR

GRATUIT!

Cette offre expire le 15 mai 1993

NETTOYAGE et LUSTRAGE DE FOURRURE lorsque vous les entreposez chez

Entreposage de Fourrures Montréal

416, DE MAISONNEUVE OUEST, suite 800 (à l'ouest de Bleury)

849-1108

«UNE RÉUSSITE! BRAVO!»

★★★★

BONNEVILLE 399$ PAR MOIS* 36 MOIS

★Dernière semaine!★

NOUS PAYONS LA TPS

APPELEZ AVANT LE 8 MAI 1993 ET NOUS PAIERONS LA T.P.S. SUR TOUTE COMMANDE DE NETTOYAGE DE TAPIS OU DE MOBILIER

NOTRE SERVICE 4 ÉTOILES; UNE GARANTIE DE SATISFACTION À COUP SÛR!

★ Nos puissants appareils de nettoyage à la vapeur rendront vos tapis éclatants de fraîcheur et de propreté.
★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits très passants.
★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer tous les coins.
★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi!

Nettoyage professionnel de carpettes 0.80 pi/ca Frais minimum de $40.00

Netoyage professionnnel de conduits d'aeration $49.99 les deux conduits principaux, $7.00 par sortie

34 $ 2 pièces

64 $ 4 pièces

89 $ Maison complète Super offre!

5 pièces, vestibule et 12 marches

Canapé et fauteuil 69$

★ Nous utilisons différentes méthodes de nettoyage suivant le type de recouvrement.
★ Vos meubles ne risquent pas de s'abîmer! Les tissus retrouveront leur éclat

Du lundi au samedi de 9 h à 17 h

339-5420

N'oubliez pas de demander notre traitement de protection des fibres pour prolonger l'éclat de vos moquettes fraîchement nettoyées. Les salons et salles à manger combinés comptent pour deux pièces. La commande minimale est de deux pièces. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. Coût pour sous-sol: 2,40 le m² (0,22 $ le pi²). Frais supplémentaires pour le nettoyage des escaliers, des coussins de dossier non attenants, ainsi que des canapés modulaires et des revêtements en coton haïtien ou en tissus qui ne se nettoient qu'à sec. Frais de déplacement, s'il y a lieu. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. L'offre prend fin le 8 mai 1993.

la Baie services à domicile

Les caractéristiques de la Bonneville SE 1993 lui valent toutes les éloges!

- Moteur V6, 3800
- Boîte automatique 4 vitesses avec surmultiplication
- Freins antiblocage (ABS)
- Sac gonflable côté conducteur
- Climatiseur
- Télé-déverrouillage des portes
- Traction asservie
- Radio AM-FM stéréo avec lecteur de cassette
- Régulateur de vitesse
- Réglage électrique du siège du conducteur en 6 sens
- Sièges baquets
- Béquet arrière
- Groupe apparence extérieure
- Garantie GM TOTAL[MC] de 3 ans/60 000 km** sans franchise

PONTIAC Bonneville SE 1993

VOS CONCESSIONNAIRES PONTIAC BUICK PARTICIPANTS

Assistance† ROUTIÈRE 24 HEURES

*Prix basé sur un bail de 36 mois, avec versement initial de 4 000 $. Premier versement et dépôt de garantie remboursable de 475 $ requis. Taxes en sus. Frais de 5¢ par kilomètre après 72 000 km. Sujet à l'approbation du crédit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1993 en stock. **Selon la première éventualité. †L'Assistance routière Pontiac est offerte sur les modèles Pontiac 1993. Durée: 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Tous les détails chez votre concessionnaire. Certains équipements peuvent être en supplément.

Les Journées sociales posent la question du fatalisme devant le manque d'emplois

JULES BELIVEAU
envoyé spécial

La Presse à CHICOUTIMI

■ Les Journées sociales, qui sont une sorte de continuation des anciennes Semaines sociales ayant marqué l'histoire du Québec d'avant la Révolution tranquille, ne pouvaient guère y échapper: le sujet choisi pour cette «nouvelle première» est le non-emploi.

«Ce qui nous frappe en ce moment au Québec, disait hier le jésuite montrélais Guy Paiement peu avant de s'adresser aux quelque 200 personnes réunies à l'Université du Québec à Chicoutimi pour l'inauguration de la première des Journées sociales, c'est qu'il n'y a à peu près personne dans les instances politiques au Québec qui parle de la rareté du travail. On pratique plutôt une sorte de fuite en avant du genre «il y aura une reprise», «courbons le dos», «attendons», qui est le discours de la fatalité.»

La fatalité, ou le fatalisme du non-emploi, les organisateurs des Journées sociales ne savent probablement pas plus que d'autres comment les chômeurs et les personnes aux prises avec des emplois précaires s'en sortiront. Mais ils ont cru qu'il pouvait valoir la peine de chercher au moins à en parler. Et ils ont eu l'idée de le faire, comme pour donner l'exemple et pour lancer des messages du côté des décideurs, précisément dans une région du Québec qui n'est ni celle de Monréal ni celle de Québec.

Pour Lise Lebrun, responsable des questions sociales à l'archevêché de Montréal, ce ne sont pas des balbutiements ou des mots sans importance que l'on entend aujourd'hui parmi les sans-emploi ou les personnes tirant leur subsistance d'un travail précaire. «Ce sont des cris et une immense clameur», dit-elle. «Ce qu'on entend et ce qu'on voit, c'est aussi beaucoup d'impuissance devant la situation actuelle, devant un avenir qui est bouché. Les gens n'ont plus d'espérance. Ceux qui sont engagés dans un programme comme Extra se sont rendu compte qu'on les fait passer d'un programme à un autre pour toujours se retrouver au même point, c'est-à-dire au bas de l'échelle et avec une maigre pitance pour vivre. Les gens disent qu'ils tournent en rond, qu'ils ne s'en sortiront jamais, qu'on les traite comme «des torchons» — le mot revient souvent — et qu'ils sont des esclaves. Il y en a quelques-uns qui disent: «On est en train de devenir des citoyens de seconde zone.»

Un autre des organisateurs des Journées sociales, Michel Beaudin, professeur à la faculté de théologie de l'Université de Montréal, se souvient d'avoir déjà connu une époque où l'annonce d'une reprise économique signifiait que des emplois allaient être créés. «Aujourd'hui, souligne-t-il, quand on dit qu'il y aura une reprise, cela peut vouloir dire qu'il y aura moins d'emplois parce que l'on a suffisamment investi dans la technologie pour se passer de travailleurs... Pour la première fois, dirait-on, la croissance joue contre l'emploi. Et c'est la première fois dans l'histoire que l'économie fabrique des exclus.»

Selon Guy Paiement, l'actuel «discours de la fatalité» suivant lequel les personnes détentrices des pouvoirs s'efforcent de convraincre les autres qu'ils n'ont pas le choix et que la réorganisation internationale de l'économie exige que l'on fasse des coupures «n'est pas un projet de société qui peut faire vivre le monde!»

Hier soir, les participants aux Journées sociales ont ouvert leur rencontre en prenant connaissance d'un rapport-synthèse de la situation dans toutes les régions du Québec au sujet du non-emploi. Cette soirée avait pour thème «Sans emploi, peut-on vivre?»

Aujourd'hui, les personnes présentes se pencheront sur la question suivante: «Comment en sommes-nous arrivés là?» Et ils se demanderont: «Où pouvons-nous aller?»

Ce n'est que demain, dernière journée des Journées sociales, que l'on tirera certaines conclusions. Le thème choisi pour cette dernière séance est: «Pour la suite du monde».

Propriété intellectuelle: Washington retire le Canada de la liste des pays aux pratiques douteuses

MARIE TISON
de la Presse Canadienne

WASHINGTON

■ Les États-Unis ont retiré le Canada d'une liste de pays que l'administration américaine soupçonnait de pratiques douteuses dans le domaine de la propiété intellectuelle.

Les États-Unis ont pris cette initiative parce que le Canada protège maintenant davantage les brevets pharmaceutiques, en raison de l'adoption du projet de loi C-91.

L'administration américaine utilise une disposition de sa Loi commerciale, la «section spéciale 301», pour identifier les pays qui ont des pratiques douteuses dans le domaine de la propriété intellectuelle.

Elle place ces pays dans diverses catégories, dépendant de la gravité de ces partiques et du manque de bonne foi des gouvernements incriminés. Dans les pires cas, l'administration doit décider dans les 30 jours si elle entreprend une enquête formelle.

Dans les cas les plus légers, placés sur une «liste de surveillance», l'administration effectue des révisions régulières, ou garde simplement un oeil sur l'évolution du dossier.

Hier, le représentant américain au Commerce Mckey Kantor a annoncé l'ajout de plusieurs pays sur ces listes, et le retrait de trois: le Canada, l'Allemagne et le Paraguay.

Un porte-parole de l'ambassade canadienne à Washington a expliqué que les États-Unis avaient retiré le Canada parce que, pour la première fois depuis la création de ces listes de surveillance, en 1989, l'industrie pharmaceutique américaine n'avait pas porté plainte contre le Canada.

L'industrie américaine faisait valoir auparavant que le système canadien ne protégeait pas suffisamment les brevets pharmaceutiques.

Protection

Le 3 février dernier, le Parlement canadien a adopté le projet de loi C-91, qui prolonge de plusieurs années la période de protection des médicaments brevetés. Cette législation vise également à rendre plus difficile la production de versions moins coûteuses, dites «génériques», des dispendieux médicaments brevetés.

Le porte-parole de l'ambassade a affirmé que le Canada avait adopté ce projet de loi afin de se conformer aux normes internationales en fait de brevets pharmaceutiques, et afin d'attirer au pays des investissements dans le domaine de la recherche et du développement, qui ne se seraient pas matérialisés sans une meilleure protection du résultat final.

Le porte-parole a ajouté que le texte de l'Uruguay Round sur la propriété intellectuelle, actuellement considéré par le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), aurait de toute façon obligé le Canada à adopter des mesures semblables.

«Nous avons pris de l'avance et nous sommes maintenant en position d'être plus compétitifs pour obtenir des investissements», a indiqué le porte-parole, qui n'a pas voulu s'identifier.

Il a indiqué que le gouvernement canadien n'avait jamais vraiment pris la section spéciale 301 au sérieux, parce qu'il le considérait comme une mesure commerciale unilatérale de la part des États-Unis.

Avis public

Ville de Montréal

Comité de la présidence du Conseil

Le jeudi 6 mai 1993
à 9 h 30
Salle du Conseil
Hôtel de ville

Thème: Étude des propositions susceptibles d'améliorer et de moderniser les règles de procédure d'assemblée du Conseil et de ses commissions

Une période de questions réservée au public est prévue lors de cette assemblée.

Assemblées publiques des commissions permanentes du Conseil

Adoption du bilan des activités 1992-1993 et des plans de travail 1993-1994.

Les commissions permanentes du Conseil procéderont à l'adoption de leurs plans de travail 1993-1994 respectifs lors d'assemblées publiques aux dates, heures et endroits suivants:

Commission du développement économique
Le lundi 3 mai 1993
de 17 h à 18 h 30
Salle du Conseil - Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Renseignements: 872-6822

Commission de la culture et du développement communautaire
Le lundi 3 mai 1993
à 19 h
Salle du Conseil - Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Renseignements: 872-6820

Au cours de cette assemblée, la Commission de la culture et du développement communautaire procédera aux délibérations et à l'adoption de son rapport sur l'énoncé d'orientation des maisons de la culture.

Commission de l'environnement et des travaux publics
Le mardi 4 mai 1993
à 10 h
Salle du Conseil - Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Renseignements: 872-6820

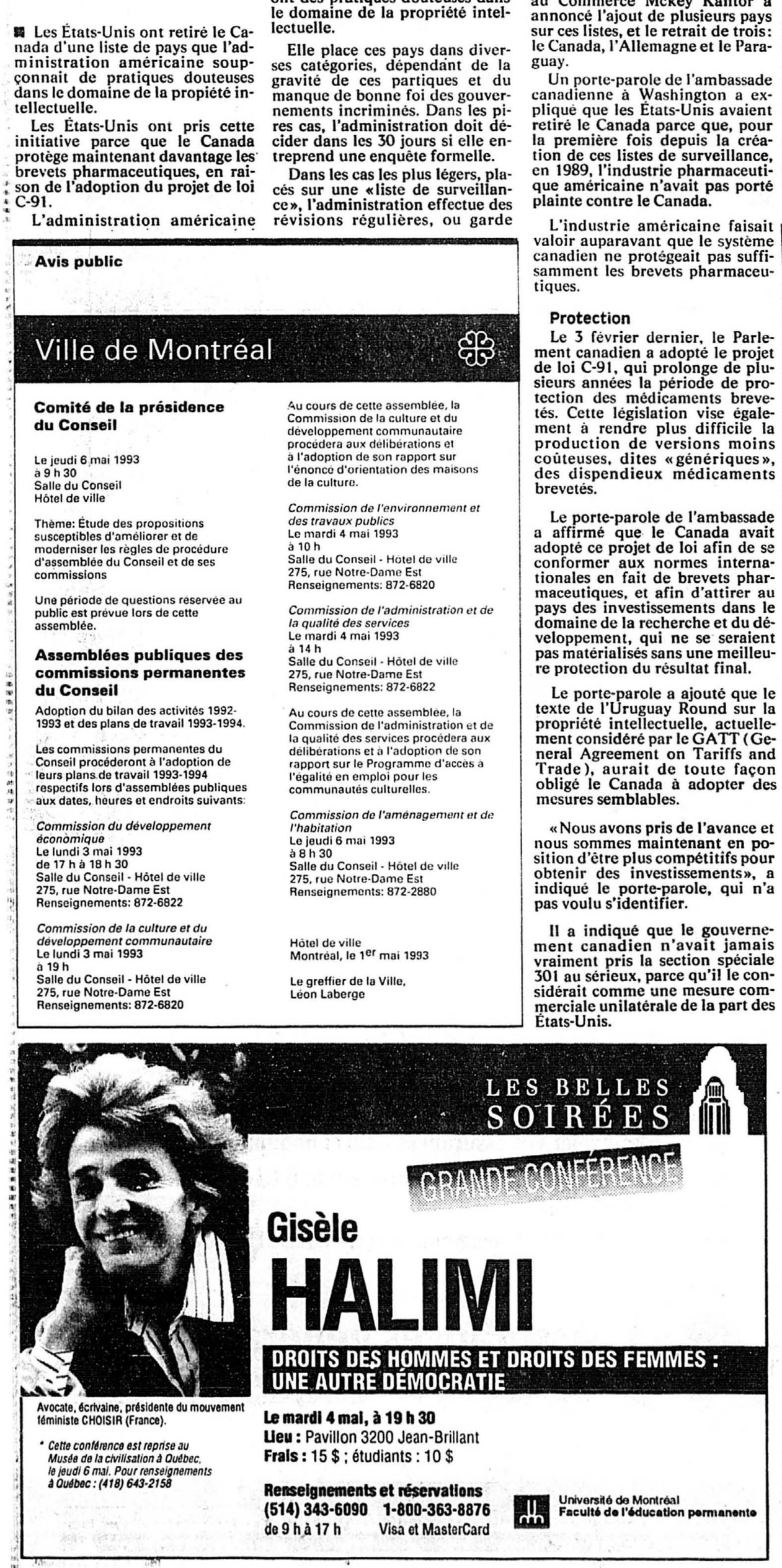
Commission de l'administration et de la qualité des services
Le mardi 4 mai 1993
à 14 h
Salle du Conseil - Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Renseignements: 872-6822

Au cours de cette assemblée, la Commission de l'administration et de la qualité des services procédera aux délibérations et à l'adoption de son rapport sur le Programme d'accès à l'égalité en emploi pour les communautés culturelles.

Commission de l'aménagement et de l'habitation
Le jeudi 6 mai 1993
à 8 h 30
Salle du Conseil - Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Renseignements: 872-2880

Hôtel de ville
Montréal, le 1er mai 1993

Le greffier de la Ville,
Léon Laberge



En assurant votre maison et votre voiture chez Desjardins, vous obtenez cette couverture en prime.

Catégorie «Compagnie d'assurances générales»

Suite à un sondage* mené auprès des consommateurs, les Assurances générales des caisses Desjardins viennent de remporter le Prix du Meilleur Commerce «or», dans la catégorie «Compagnie d'assurances générales».
Ce prix est avant tout un témoignage de confiance qui vient couronner un service de première qualité et souligner la satisfaction de la clientèle. La référence ultime pour tout consommateur averti.

* Prix décerné par la firme indépendante Pelcom inc., selon un sondage réalisé par le Groupe Léger & Léger auprès de 3 500 consommateurs à Montréal et 2 700 à Québec.

AVANT de renouveler vos assurances auto et habitation,

- **communiquez avec un agent en composant le 843-6868 ou le 1 800 463-5666**
- **ou venez le rencontrer directement à votre caisse Desjardins.**

Assurances générales des caisses Desjardins

Desjardins L'incroyable force de la coopération.

63 nouveaux militaires s'installeront à Farnham au cours de l'été

d'après PC

FARNHAM

Le camp militaire de Farnham aura sa troupe permanente, ce qui signifie à moyen terme l'établissement de 63 nouveaux militaires.

Le 3e bataillon du Royal 22e régiment s'installera à Farnham au cours de l'été. Il sera placé sous le commandement du lieutenant-colonel Daniel Redburn, qui prendra son poste mardi prochain.

Bien que le bataillon installe ses quartiers permanents à Farnham, il ne faut toutefois pas s'attendre à voir les 800 soldats débarquer au camp militaire.

En effet, cette troupe est composée à 90 p. cent de miliciens, c'est-à-dire de soldats à temps partiel qui s'entraîneront parfois à Farnham, parfois ailleurs, en rotation. Le camp militaire serait d'ailleurs trop petit pour les recevoir tous en même temps.

En fait, les activités du camp militaire n'augmenteront pas beaucoup, puisque des miliciens s'y entrainaient déjà. Ce qui changera, c'est la qualité de l'enseignement offert, puisque le 3e bataillon amènera avec lui tout son équipement.

«La milice a toujours été un peu l'enfant pauvre de l'armée. Mais cette fois, on va avoir l'équipement, le matériel militaire, les véhicules sur place. Avec de meilleurs outils, la qualité de l'enseignement sera meilleure», a expliqué hier le lieutenant-colonel Redburn, lors d'un entretien téléphonique.

Le camp de Farnham, qui compte actuellement une vingtaine de militaires permanents, verra tout de même ses effectifs quadrupler à moyen terme grâce à l'implantation du 3e bataillon.

En effet, même si les miliciens compose le gros de la troupe, le bataillon compte tout de même 84 militaires réguliers, dont 63 s'installeront à Farnham.

Quelque 38 militaires prendront le chemin de Farnham dès cet été. Il faudra toutefois construire de nouvelles installations pour accueillir les 25 autres, qui demeureront entre-temps à la base de Longue-Pointe.

Enfin, 25 militaires du 3e bataillon demeureront disséminés à travers le Québec, à Rimouski, Jonquière, etc. pour être près des miliciens.

Le lieutenant-colonel Redburn s'est refusé à tout commentaire hier sur le rôle du 3e bataillon, se bornant à annoncer la tenue d'une conférence de presse mardi prochain.

ÉTS le génie pour l'industrie

Bourses et prix attribués en 1992-1993

La générosité des entreprises, organismes et associations mentionnés ci-après a permis à 170 étudiants et étudiantes en génie de l'ÉTS de se partager, au cours de l'année académique 1992-1993, quelque 400 000 $ en bourses et prix.

Nous remercions les donateurs qui ont encouragé et récompensé les efforts de nos étudiants; leur support est extrêmement apprécié.

Nous félicitons chaleureusement tous les lauréats et lauréates et leur offrons nos meilleurs voeux de succès dans la poursuite de leurs études et de leurs ambitions.

Bourses et prix de 1er cycle (donateurs)

Ambassadeurs de l'ÉTS
American Society for Metals
American Society for Quality Control
Association des diplômés de l'ÉTS
Association des étudiants de l'ÉTS
Association québécoise du transport et des routes inc.
Ateliers M. Driveshaft inc.
Banque nationale du Canada
Bell Canada / Prix d'excellence en génie et en informatique
Bendix Avelex inc.
Berclain Canada inc.
Bourses d'entrée à l'ÉTS
Bourse des cadres de l'ÉTS
Bourse du Centre d'études pour l'industrialisation de la construction
Bourse du Service du perfectionnement de l'ÉTS
Charbonneau Bolduc & Associés ltée
CIMA
Compagnie Marconi Canada
Compagnie minière IOC
Compagnie minière Québec Cartier
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Constructions Comerco ltée
Constructions Serbec inc.
Coop de l'ÉTS
Fondation Arthur-Andersen et cie
Fonds Barbara-Daigneault
Fonds Jean-Claude Marchand / Bourse Clémentine-Pilon
Fonds Jean-Guy Dionne
Groupe Dandois inc.
Groupe Infocité inc.
Hewlett-Packard (Canada) ltée
IBM Canada ltée
Industries Redpath ltée
Institut de gestion de projets
J.A. Hubert ltée
L.A. Hubert ltée
Liboiron, Roy, Caron & Associés inc.
Maurice H. Brault & Fils ltée
Meloche, Courtiers d'assurances
Paul Baillargeon, architecte
Paul-André Caouette, architecte
QIT-Fer et Titane inc.
Raymond, Chabot, Martin, Paré
Robert Mitchell inc.
Serge Talbot, architecte
Services d'entretien d'édifices Allied inc.
SNC-Lavalin
Société canadienne de métaux Reynolds ltée
Société d'instrumentation d'Amérique
Starber international inc.
Système M3i inc.
Systèmes Paramax Canada
Téléglobe Canada inc.

Bourses de 2e cycle (donateurs)

Banque nationale du Canada • Bell Canada • Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada • Décanat des études avancées et de la recherche de l'ÉTS • Département de génie électrique de l'ÉTS • Direction de l'enseignement et de la recherche de l'ÉTS • FCAR-CRIQ • Fondation J.-Armand Bombardier • Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche • Hydro-Québec

Les boursiers et boursières

Fouad Al Fata • Christine Alain • Daniel Asselin • Éric Bacon • François Barlow • Carol Beaulieu • Joël Bellavance • Louis Bergeron • Pascal Bigras • Bruno Blanchard • Pierre Bleau • Michel Boisjoly Céline Bolduc • Benoit Bombardier • Roger Bourgoin • Serge Campeau • François Caya • Daniel Chaput • Daniel Chassé • Ghislain Cloutier • Isabelle Contant • Aldé Côté • Sylvain Côté • Stéphane Dagenais • Denis Deblois • William De Gryse • Yves Divry • Michel Dodier • Julien Dubé • Sophie Duchesne • Claude Dupuis • William Durocher • Nicolas Dutilly • Noura El-Ouafi • Clément Faucher Jean-Pierre Gagné • Luc Gagnon • Daniel Gauthier • Johanne Gauthier • Alain Gauthier • Alain Girard • Mario Godbout • Christine Godin • Sylvain Guillemette • Isabelle Guimond • Patrick Hébert • Jesse Hurkens • Daniel Labonté • Johanne Labrecque • Pierre Lachance • Stéphane Ladouceur • André Lainesse • Jean-Louis Lalonde • Maggy-Nadyne Lamarche • Stéphane Lamoureux • Philippe Langlois Éric Lapalme • Michel Larivière • Christian Larose • Dominique Lavoie • Luc Leblanc • Jean-Yves Leclerc • Stéphane Legris • Charles Lippé • Pierre Malenfant • Bruno Ménard • Nathalie Monast • Pascal Monette • Réal Mongrain • Alain Moreau • François Morin • Édith Morin • Stéphane Nolin • Donald Olivier • Martin Pagé • Daniel Pageau • Lenny Pétigny • Francky Petryszyn • François Piché • Benoit Pichette • Jean-Bernard Pilon • Guy Plante • Sébastien Poisson • Martin Poulin • Sonia Poulin • Tarek Rabai • Pierre Rasoldier • Chantal Robert • Stéphane Rousseau • Bruno Samuel • Khaled Sedraoui Stéphane St-Louis • Yvon St-Louis • Daniel Sultan • Étienne Sum Wah • Stéphane Tessier • Daniel Tremblay • Isabelle Tremblay • Pierre Truchon • Martyne Valiquette • Jean-Philippe Valois • Tony Wong

Bourses Canada

Au nombre des récipiendaires, 70 étudiants ont obtenu une bourse du Canada de 2 000 $.

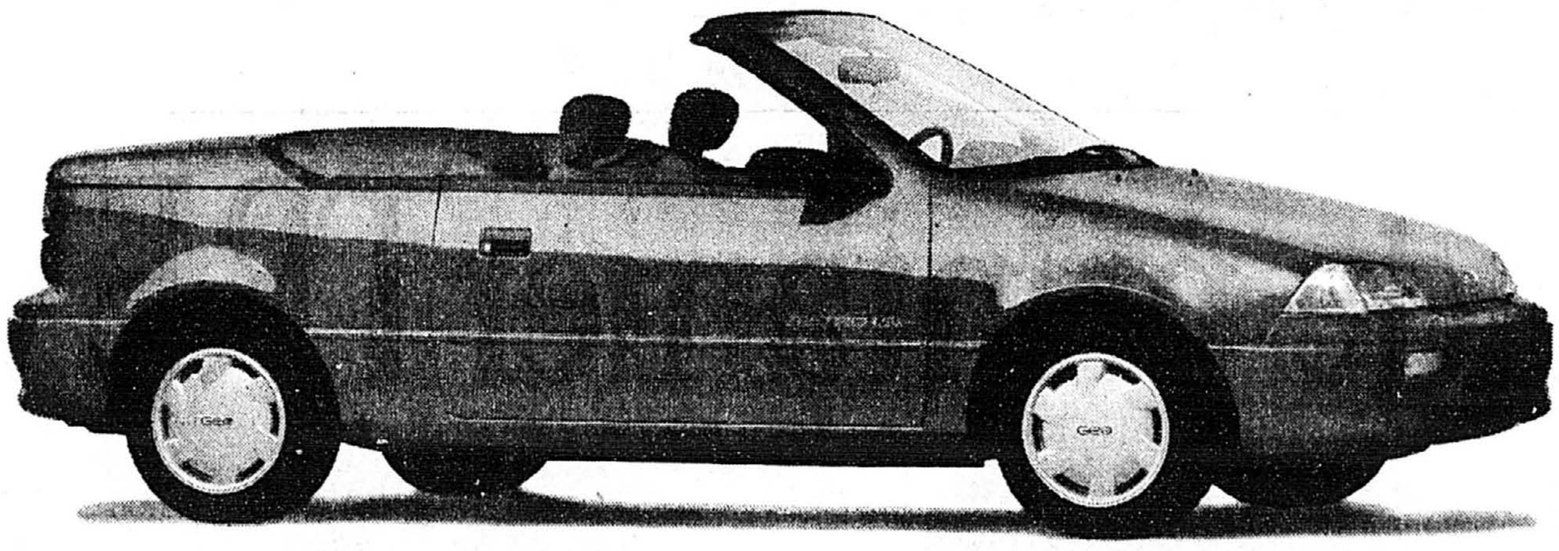
Tous ces étudiants et étudiantes poursuivent, au premier cycle, des études de baccalauréat en génie de la construction, génie électrique, génie mécanique ou génie de la production automatisée, ou, au deuxième cycle, des études de maîtrise en technologie des systèmes.

Université du Québec
École de technologie supérieure

Jacques Fortin, Adm.A., Directeur,
Bureau du soutien au développement.
Tél.: (514) 289-8827

DANS LA VIE, ON N'A PAS TOUJOURS LE CHOIX !

L'ÉVÉNEMENT Geo VOUS DONNE MAINTENANT LA LIBERTÉ DE CHOISIR



Geo Metro Cabriolet 1992

- Boîte manuelle 5 vitesses avec surmultiplication
- Sac gonflable côté conducteur
- Économie d'essence impressionnante:
  - 4,4 litres/100 km (64 milles au gallon)*** sur la grande route
  - 5,5 litres/100 km (51 milles au gallon) en ville
- Garantie GM TOTAL^MC 3 ans/60 000 km† sans franchise

SEULEMENT **8 992 $***

Geo Storm 1993

- Moteur 1,6 L, 90 chevaux, à injection électronique multipoint
- Boîte manuelle 5 vitesses avec surmultiplication
- Sac gonflable côté conducteur
- Suspension sportive indépendante aux quatre roues
- Radio AM-FM stéréo
- Garantie GM TOTAL^MC 3 ans/60 000 km† sans franchise

SEULEMENT **199 $** PAR MOIS** EN LOCATION

Geo Tracker 1992

- Moteur 1,6 L, 80 chevaux, à injection électronique
- Boîte manuelle 5 vitesses avec surmultiplication
- Quatre roues motrices
- Freins arrière antiblocage (ABS)
- Garantie GM TOTAL^MC 3 ans/60 000 km† sans franchise

SEULEMENT **199 $** PAR MOIS** EN LOCATION

remise de 750 $ aux diplômés††

Geo Assistance routière 24 heures†††

VOS CONCESSIONNAIRES CHEVROLET Geo Oldsmobile PARTICIPANTS

*Taxes et transport en sus. Tous les rabais taxables GM inclus. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux modèles de base 1992 en stock. **Prix basé sur un bail de 48 mois, avec versement initial de 1 000 $, transport et préparation inclus. Premier versement et dépôt de garantie de 300 $ remboursable requis. Taxes en sus. Kilométrage limité à 24 000 km par année. Le coût du kilométrage excédentaire est de 5 ¢ du kilomètre. Sujet à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules Tracker 1992 et Storm 1993 neufs en stock. ***D'après le guide de consommation de carburant 1992 de Transport Canada. †Selon la première éventualité. ††Rabais accordé aux étudiants selon les critères établis par le manufacturier. †††L'Assistance routière Geo est offerte sur les modèles Geo 1993. Durée: 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Tous les détails chez votre concessionnaire. Certains équipements peuvent être en supplément.

ARGENT DISPONIBLE
Problèmes de liquidités?
Prêt commercial seulement
Confidentiel
Finance Rapide Cie Ltée
342-4488

Le Spécialiste Diamantaire
Trio 1/2 carat monté sur or 14K
marcel André bijoutier diamantaire
Prix spécial 949 $
5415, rue Beaubien Est
Montréal Tél.: 376-2202
(Une rue à l'ouest de l'Assomption)
P0000127126

SALON DES ARMES
DIMANCHE
2 mai 1993
de 9 h à 15 h
Armes antiques et modernes, militaria, épées, cartouches, etc.
Achat, vente ou échange.
à la
PLACE DESAULNIERS
1023, boul. Taschereau, Longueuil
Organisé par l'Association des Collectionneurs d'Armes du Bas-Canada.
Rens.: 481-2012
Prochaine exposition:
11 et 12 sept. 1993
S1939699

GRANDE VENTE DE CHARITÉ
Place Bonaventure
Hall d'exposition sud
Dimanche 2 mai
de 10 h à 19 h
Marchandise pour toute la famille à prix réduits
restaurants, casse-croûte
Entrée libre
Parrainé par Emunah Women
S1932190

Université de Montréal

Diplôme d'études supérieures (D.E.S.S.) en développement du médicament

ÉTUDES À TEMPS PARTIEL

La Faculté des études supérieures offre un programme de 30 crédits, étalé sur deux ans et menant à un D.E.S.S., dans le domaine du développement du médicament.

Objectifs
Former des professionnels capables d'identifier les exigences scientifiques et gouvernementales spécifiques aux diverses étapes du développement du médicament, de comprendre les problèmes inhérents à chacune d'elles, et d'intégrer et d'appliquer les connaissances acquises.

Clientèle visée
Candidats désirant œuvrer ou œuvrant déjà dans un poste cadre ou professionnel relié au développement du médicament en milieu académique, gouvernemental, hospitalier ou industriel, et voulant se spécialiser dans un domaine particulier : clinique, galénique et analytique, pharmaco-économique et épidémiologique ou réglementaire.

Préalables
Détenir un diplôme de 1er cycle ou l'équivalent.

Date limite pour présenter une demande : le 31 mai 1993.

Renseignements : Diane Laflamme (514) 343-6111, poste 3245

(0252)

Le Canada fait piètre figure au chapitre de la protection des espèces menacées

PETER BOISSEAU
de la Presse Canadienne

■ Le lustre gagné par le Canada au Sommet de la Terre se retrouve terni par des accusations voulant qu'il ait une attitude digne des pays du tiers monde envers les espèces menacées de disparition.

Certains groupes de protection de la faune et un comité formé de députés de tous les partis exigent d'Ottawa qu'il respecte les engagements pris à Rio de Janeiro, en juin dernier, dont la législation sur les espèces menacées.

Sans une telle législation — que plusieurs pays occidentaux ont déjà adoptée —, les louanges chantées au Canada pour s'être fait le défenseur du traité sur la biodiversité apparaissent trompeuses, affirment les groupes qui, cette semaine, ont vu sept variétés de plantes et espèces animales s'ajouter à la liste des espèces menacées d'extinction au pays.

La liste d'Ottawa comprend désormais 236 noms, en hausse de 400 p. cent par rapport à la dernière décennie, indique la Fédération canadienne de la nature.

L'organisme ajoute qu'il existe probablement d'autres espèces n'ayant pas encore été identifiées parce que le comité établissant la liste bénéficie de peu de soutien.

« Nous sommes en train de perdre la bataille pour protéger les espèces », croit la fédération, qui cite en guise d'explication « l'absence d'un mandat fédéral fort afin de protéger les espèces menacées et leur habitat ».

La semaine dernière, les conservateurs membres du comité des Communes sur l'environnement se sont joints aux députés de l'opposition afin d'exiger du gouvernement qu'il protège les espèces en voie d'extinction.

« Un de mes collègues a qualifié le Canada de pays du tiers monde, en ce qui a trait à la législation fédérale pour protéger la faune », a dit Anne Doncaster, de la Coalition internationale de la faune. « Je crois que cela est très approprié. »

Deux députés — le libéral Charles Caccia et le conservateur Robert Wenman — ont présenté des projets de loi privés à cet effet et « ils sont tous deux très biens », affirme Charles Dauphine, du Service canadien de la faune.

Le ministre de l'Environnement Jean Charest n'a jamais chargé son ministère d'étudier ces projets de loi « ou de les prendre au sérieux », déplore M. Dauphine.

En comparaison avec les autres pays, la fiche du Canada est « franchement catastrophique », ajoute Michael O'Sullivan, de la Société mondiale pour la protection des animaux.

Toutefois, au moins un organisme de protection de la faune ne souhaite aucune législation fédérale si celle-ci implique une lutte avec l'industrie et le gouvernement.

La Fédération canadienne de la faune se dit « plus intéressée à coopérer avec l'industrie et le gouvernement, plutôt que d'avoir une confrontation perpétuelle », explique en effet le porte-parole du groupe, Sandy Baumgartner.

En principe, la plupart des espèces menacées de disparition tombent sous le coup d'une juridiction provinciale. Mais seuls le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique ont une telle législation et personne n'a encore été accusé pour avoir violé ces lois, affirme la fédération faunique.

Un porte-parole de M. Charest a indiqué hier que le ministre a promis au comité des Communes qu'il soulèvera la question auprès de ses homologues provinciaux.

La protection policière contre le harcèlement sexuel a ses limites

Presse Canadienne
TORONTO

■ Le Procureur général de l'Ontario, Marion Boyd, a déclaré que la police ne peut pas assurer une protection 24 heures par jour aux victimes de harcèlement, même si un tribunal vient précisément d'ordonner cela aux policiers.

Mme Boyd réagissait au cas de cette femme de London qui compte sur une protection policière continuelle pour garder à distance son ex-mari, avec lequel elle éprouve des difficultés.

Le 19 février dernier, un juge ordonnait à la Sûreté provinciale de « fournir toute l'aide nécessaire » à celle-ci, Denise Thournout, 34 ans, pour qu'elle ne soit plus importunée par son ex-conjoint, Brian Fenlon, 42 ans.

La police provinciale assure depuis une surveillance constante du secteur où habite Mme Thurnout. Mais la Sûreté ira en cour lundi pour faire valoir le fait que l'opération est trop coûteuse, en argent et en temps.

Aussi, la Sûreté provinciale de l'Ontario estime qu'il lui serait difficile de se soumettre à l'ordre du juge William Jenkins, de la Cour provinciale.

« Nous ne pouvons pas respecter cet ordre de la cour, a déclaré Ron Fitzpatrick, inspecteur de la Sûreté. C'est extrêmement coûteux, et pour y arriver il faut faire du temps supplémentaire. »

La ministre Boyd a approuvé ces commentaires.

« S'il y avait une injonction à chaque fois qu'une femme est menacée par son mari, on ne pourrait pas y donner suite », a-t-elle renchéri.

« Si je comprends bien, le juge requiert de la police qu'elle assure la sécurité de cette femme, a-t-elle ajouté. Mais du point de vue de la police, il est carrément impossible à quiconque de garantir la sécurité de cette femme. »

• 1 table Cortina (code 10618)
• 1 parasol 7' 1/2"
• 1 base de ciment
• 2 fauteuils à positions Granada (code 13981)
• 4 chaises Joya (code 8959)
• 6 coussins

Solde printanier TRÉVI

A partir de 10 999 $
Equipement standard habituel inclus.

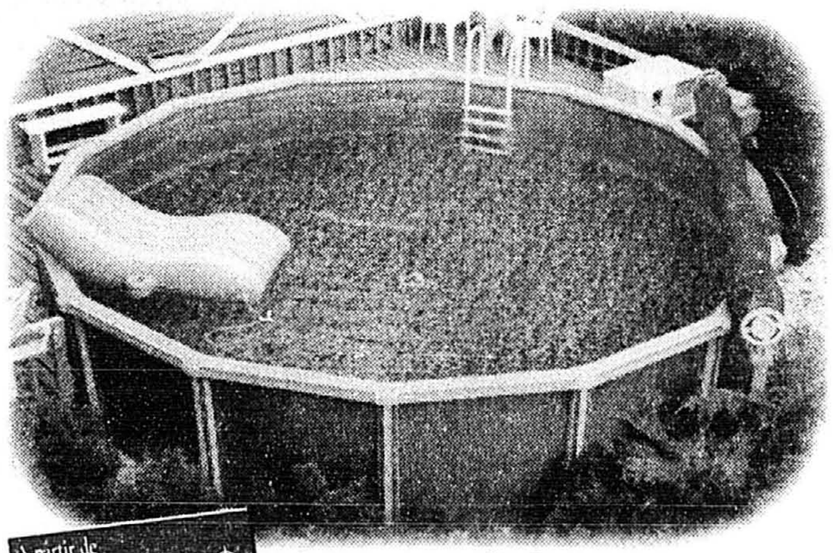
La piscine en bio-gunite
• Le summum de la piscine... fabriquée entièrement sur place.
• Toutes les formes possibles et dimensions pratiquement illimitées... au gré de votre imagination!

A partir de 8 999 $
Equipement standard habituel inclus.

La piscine en résine de synthèse
• Totalement insensible à la corrosion et au pourrissement.
• N'absorbe ni la fraîcheur du sol, ni la chaleur de l'eau. Agit comme un thermos et contribue à maintenir votre eau plus chaude.

A partir de 6 995 $
Equipement standard habituel inclus.

La piscine en acier
• Un excellent rapport qualité/prix.
• Solidité et durabilité éprouvées.



A partir de 1 799 $
Equipement standard inclus.

Structure d'aluminium
• Qualité supérieure. Fabrication Trévi.
• Design structural unique.

A partir de 1 499 $
Equipement standard inclus.

Structure d'aluminium/résine
• Meilleure résistance. Fabrication Trévi.
• Bordure et poteaux en résine.

A partir de 1 199 $
Equipement standard inclus.

Structure d'acier
• Solidité.
• Prix économique.

Toiles de remplacement — Piscine hors-terre 24' — 159 $
(Estimation gratuite à domicile) Piscine creusée 16' x 32' — 699 $
Mur de remplacement (piscine hors-terre) — 229 $

Filtreurs pour piscines hors-terre et creusée — A partir de 349 $

Les textes prévalent sur les photos. Les articles photographiés ne représentent pas nécessairement ceux annoncés. Tous les produits sont offerts jusqu'à épuisement des marchandises.

NOUVEAU! 3827, boul. St-Jean, DOLLARD-DES-ORMEAUX - 620-8740
NOUVEAU! 4564, boul. St-Joseph, DRUMMONDVILLE - 474-2777
NOUVEAU! 1780, boul. des Laurentides, LAVAL - 629-6863
NOUVEAU! 6633 A, boul. Taschereau, BROSSARD - 676-8787
NOUVEAU! 303, boul. Antonio-Barette, JOLIETTE - 759-8110

Trévi
LE N° 1 DE LA PISCINE

515, boul. Curé-Labelle, FABREVILLE - 622-9801
11800, rue Sherbrooke Est, POINTE-AUX-TREMBLES - 640-4500
115, boul. St-Jean-Baptiste, CHÂTEAUGUAY - 698-2210
1235, rue Ampère, BOUCHERVILLE - 449-2411
NOUVEAU! 545, rue Notre-Dame, REPENTIGNY - 585-0100

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au vendredi: 10 h - 21 h ; Samedi: 9 h - 17 h ; DIMANCHE: 11 h - 17 h.

En bref

LE TOMBEAU DE Mgr LAVAL DÉPLACÉ

■ Le tombeau du « père de l'Église canadienne », Mgr François de Montmorency Laval, qui reposait depuis 33 ans dans la crypte de la chapelle du Séminaire de Québec, a été transporté hier après-midi à la basilique Notre-Dame de Québec, lieu de son premier repos. En l'absence de Mgr Maurice Couture, retenu à Rome, c'est l'évêque auxiliaire du diocèse de Québec, Mgr Jean-Paul Labrie, qui a présidé la cérémonie de translation des restes de Mgr de Laval, l'une des figures marquantes de l'histoire de la Nouvelle-France. Lors de sa mort, en 1708, le corps de Mgr de Laval avait été déposé dans la crypte de la basilique Notre-Dame. En 1878, les autorités religieuses décidaient de transférer son tombeau dans la crypte de la chapelle du Séminaire, puis, en 1950, dans une chapelle funéraire construite à l'arrière de l'église. « Étant donné que la chapelle ne sert plus au culte depuis quelques années, il a été jugé préférable de le déplacer dans un lieu où les pèlerins peuvent plus facilement le prier », a expliqué M. Jacques Lemieux, prêtre au Séminaire de Québec.

50 $ POUR EFFACER UN CASIER JUDICIAIRE

■ Le Solliciteur général, Doug Lewis, a annoncé, jeudi, que des frais de 50$ seront imposés à ceux qui veulent faire effacer leur casier judiciaire. Ce montant s'ajoute évidemment aux conditions déjà existantes pour obtenir un pardon, c'est-à-dire une certaine période de temps pour prouver qu'un casier permanent n'est pas justifié. Les frais seront imposés dès que tous les détails auront été réglés, a précisé M. Lewis. De cette façon, a-t-il noté, ce sont les personnes qui demandent un pardon qui devront défrayer les coûts d'administration, et non les contribuables.

OUTRAGE ET RADIO

■ Le ministère de la Justice du Manitoba étudie le cas d'un animateur de radio de Winnipeg qui a révélé l'identité d'un agresseur sexuel en dépit d'une ordonnance de non-publication émise par la cour. Peter Warren, l'animateur d'une populaire tribune téléphonique à la radio, a nommé l'homme de 52 ans et révélé l'endroit où il travaille, affirmant que ces informations sont d'intérêt public. Le slogan de son émission est « Vous avez le droit de savoir ».

Un grand-père arrêté après avoir braqué une banque pour payer des dettes de jeux

Associated Press

COMMACK

■ Un grand-papa de 68 ans souffrant du coeur et ayant d'énormes dettes de jeu a braqué une banque avec le pistolet en plastique de son petit-fils mais a été capturé lorsqu'il a manqué de souffle au cours de la poursuite qui s'ensuivit, a rapporté la police hier.

Eugene Cadwalader, qui avait flambé les 100 000 $ qu'il avait gagnés au jeu il y a quelques années, pliait sous le poids des 20 000 $ de dettes contractées à l'aide de cartes de crédit, a indiqué le lieutenant John Horan de l'escouade anti-vol du comté de Suffolk.

Cadwalader, un travailleur de la construction à la retraite qui a déjà 13 petits-fils et cinq arrière-petits-fils, a raconté à la police que c'était en trébuchant dans le garage familial sur le pistolet en plastique de l'un d'entre eux que l'idée lui était venue de commettre un hold-up.

«Il n'est qu'une victime de la société dans laquelle nous vivons», a fait remarquer le lieutenant.

«Une victime d'Atlantic City».

Cadwalader a avoué avoir eu l'intention d'investir le produit de son vol dans les casinos d'Atlantic City, a pour sa part déclaré Drew Biondo, un porte-parole du procureur du ministère public.

Cadwalader s'était présenté mercredi à la banque Chase Manhattan de Commack et s'était dirigé tout droit vers un des guichets, criant alors à la caissière de service: «C'est un hold-up. Je veux votre argent.»

La caissière a immédiatement acquiescé à sa demande et a placé de l'argent dans un sac brun. Et c'est lorsque Cadwalader quittait les lieux qu'un paquet «de sécurité» a explosé à l'intérieur du sac, enduisant les billets de banque et le voleur d'une peinture rouge. Des témoins ont donné le numéro de la plaque d'immatriculation de la camionnette de Cadwalader et les agents n'ont eu qu'à se rendre à l'adresse indiquée, dans le quartier de Holbrook.

Voyant arriver la police, Cadwalader, qui était encore dans sa camionnette, a démarré en trombe. Les agents l'ont pris en chasse et ont coincé son véhicule près de tous ses problèmes», a opiné le détective Lissenden.

d'une école des environs. Il ne s'est pourtant pas avoué vaincu et, abandonnant la camionnette, a commencé à courir vers une colline. Malheureusement pour lui, il a manqué de souffle et s'est effondré avant de parvenir au sommet.

«Il était étendu de tout son long, les mains sur la poitrine», a raconté le détective Phillip Lissenden.

«Il nous a dit qu'il faisait une crise cardique».

Les détectives l'ont aidé à prendre ses pilules pour le coeur qui se trouvaient dans sa poche. Il a ensuite été conduit dans un hôpital d'où il a reçu son congé hier hier.

Amené devant le juge en fauteuil roulant et encore dans sa chemise d'hôpital, Cadwalader a été inculpé de vol qualifié et sa caution a été fixée à 15 000 $.

Il avait dit qu'il avait besoin d'argent pour régler les honoraires des médecins qui soignaient son épouse. Mais la police est d'avis qu'il s'agit plutôt de dettes de jeu.

«C'est le jeu qui est à l'origine

Il y a quelques années, Calwalader avait gagné 100 000 $ dans une machine à sous à Atlantic City, a raconté le lieutenant Horan. Il avait alors fait cadeau de 10 000 $ à chacun de ses trois enfants et était parti en vacances plusieurs fois en compagnie de son épouse. Mais il avait consacré la plus grande partie de l'argent au jeu.

Son épouse, Gertrude, qui est âgée de 70 ans et qui pleurait à la sortie du tribunal, a déclaré: «Il a dit qu'il était désolé de m'avoir humiliée ainsi que sa famille. C'est un très bon père.

«Il est trop généreux».

Elle a ajouté qu'elle et son mari souffraient du coeur et étaient atteints de diabète, que c'était elle qui payait tout à la maison — 6000 $ de factures médicales annuellement — et que «j'aurais dû lui remettre l'argent. J'aurais dû me rendre compte qu'il avait besoin de cet argent».

URGENT!

DERNIERS JOURS
FERMETURE LE 31 MAI

CETTE SEMAINE SEULEMENT PAS DE TPS!

ÉCONOMISEZ
DE 60 À 80 %

CESSATION D'ACTIVITÉS
STOCK DE PLUSIEURS MILLIONS DE DOLLARS
TOUT DOIT PARTIR RAPIDEMENT!

TAPIS PERSANS ET ORIENTAUX

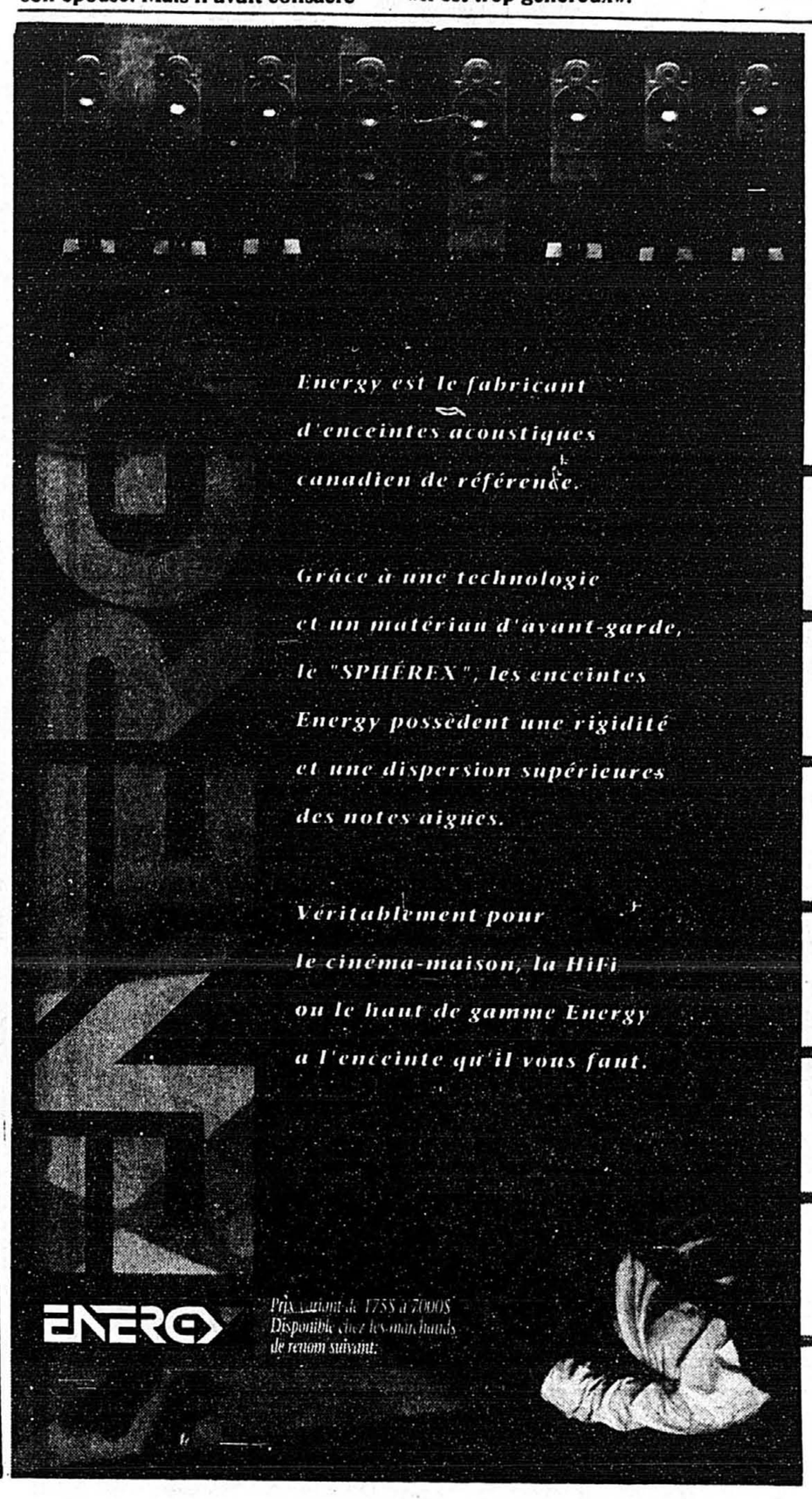
Parvizian Masterpieces, le plus grand marchand de tapis d'Orient aux États-Unis depuis plus de vingt-cinq ans, fermera les portes de son magasin de Montréal. Parvizian a toujours joui d'une solide réputation pour la qualité de son service, le choix offert et le meilleur rapport qualité/prix. Le stock à liquider dépasse plusieurs millions de dollars. La collection comprend de magnifiques Kashan, Nain, Esfahan, Heriz, Sarouk, Hamedan, Mahal, Serapi, Tabriz, etc. Profitez de ce solde de cessation d'activités pour vous offrir un splendide tapis d'Orient noué main à un prix incroyablement réduit.

Nous étudierons toute offre raisonnable.

Parvizian Masterpieces

POURQUOI PAYER LE PLEIN PRIX DE DÉTAIL? FAITES VOTRE OFFRE!

1826, rue Sherbrooke Ouest Montréal 939-8906
Lundi-mercredi, 10 h - 18 h; jeudi et vendredi, 10 h - 20; samedi 10 h - 17 h; dimanche 10 h - 20 h.



SPEC Dumoulin
Montréal
8390 St-Hubert
(au sud de Métropolitain)
388-1122

Laval
1599 Autoroute 440 ouest
(à l'est de l'autoroute des Laurentides)
681-7770

Longueuil
2203 chemin de Chambly
(2e feu au sud de Curé-Poirier)
468-1993

AUDIO SHOP
Montréal
1193 de la Montagne
871-0091

AUDIO VILLE
Montréal
972 boul. St-Laurent
861-8050

AUDIO VISION
La Salle
1725 Dollard
364-3562

LA BOUTIQUE ÉLECTRONIQUE
Dollard des Ormeaux
3352 boul. Des Sources
684-6846

LA CLEF DU SON
Repentigny
281 Notre-Dame
585-1728

LOUIS FILION ÉLECTRONIQUE
Montréal
5730 Sherbrooke
254-6041

HEBERT & GOUIN
St-Jean sur Richelieu
1725 Dollard
348-5210

LES BOUTIQUES L'AVENTURIER

Jusqu'à 30 % de rabais
sur canots, kayacks et accessoires.
les 29, 30 avril, 1er et 2 mai.
Plusieurs autres spéciaux
en magasin.

UNE VAGUE DE PLAISIRS!

Les spéciaux aussi disponibles à notre magasin du centre-ville, au 1604, Saint-Denis

OUVERTURE À LAVAL
jeudi le 29 avril à 18h00
au nouveau «l'Aventurier Laval»
situé au Centre Décor 440,
3912 autoroute 440 ouest
(coin Curé Labelle), Chomedey, Laval
Tél.: 681-8030

MERRELL
Technologiquement supérieur!

Vasque
Mondialement reconnu!

THE NORTH FACE
La conquête des sommets!

Woolrich
Confort classique

SIERRA DESIGNS
Preuve à l'appui!
Vêtements, tentes et sac de couchage haut de gamme.

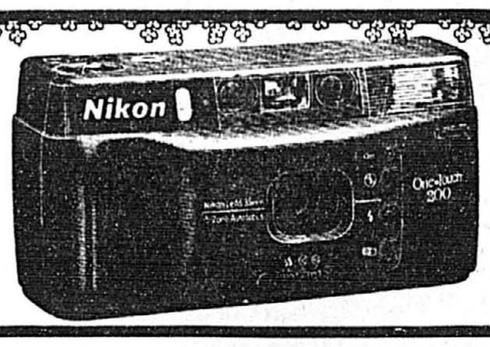
chlorophylle h. tech.
Le reflet de l'expérience

Royal Robbins
Héritage montagnard

mont-bell
Le savoir-faire japonnais
Vêtements techniques de plein-air

Fête des Mères

Valide du 1er mai au 15 mai 1993 inclusivement

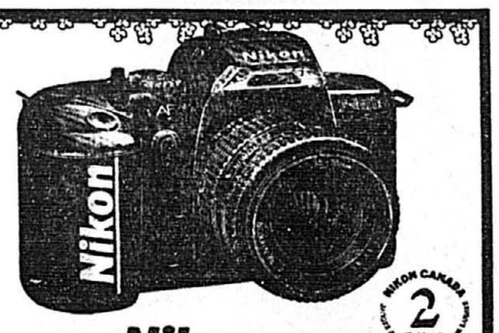


Ensemble *Nikon* One Touch 200

- Mise au point et exposition automatique
- Chargement et entraînement automatiques du film
- Flash avec réducteur de l'effet des yeux rouges
- Incluant film, pile et étui

NIKON CANADA 2 ANS

159,99$



Ensemble *Nikon* 401X

- Avec objectif zoom 35-70 mm
- Mise au point automatique
- Mémorisation de la mise au point
- Mesure de programme
- Retardateur
- Flash intégré
- Incluant courroie, film, pile

NIKON CANADA 2 ANS

629,99$

Ensemble *Nikon* 601M

- Avec objectif 50 mm f1,8
- Incluant courroie, film, pile

NIKON CANADA 2 ANS

549,99$

Jumelles *Nikon* TRAVELITE 7x20

- Modèle léger
- Traitement optique multicouche
- Incluant étui

NIKON CANADA 25 ANS

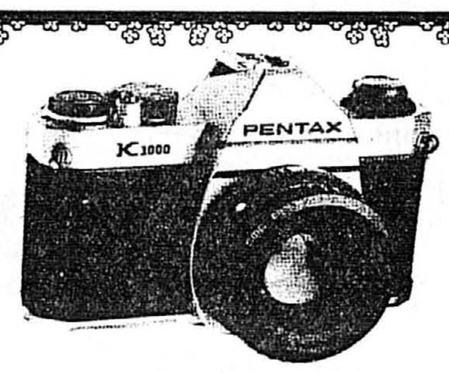
119,99$

Jumelles *Nikon* EGRET 8x40

- Recouvert de caoutchouc
- Très lumineuses
- Idéales pour l'ornithologie

NIKON CANADA 25 ANS

149,99$



Appareil PENTAX® K1000

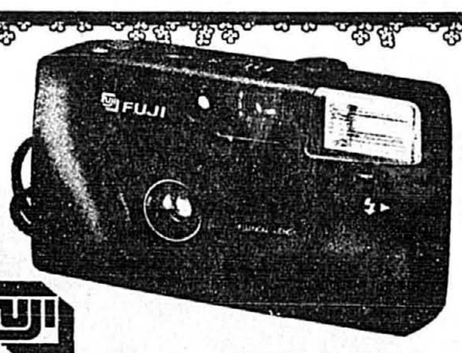
- Boîtier Reflex
- Objectif interchangeable 58 mm F2

299,99$

Appareil PENTAX® 280P Zoom

- Objectif grand-angle 28 mm à télé-zoom 80 mm avec mode panorama
- Flash auto-zoom
- Contrôle à distance sans fil

399,99$



Appareil FUJI DL-8

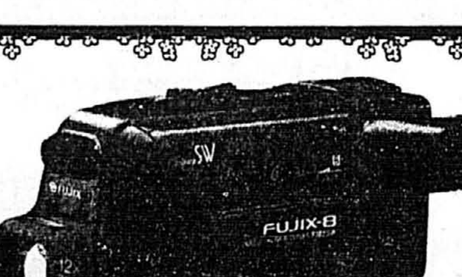
- Chargement Drop-In
- Mise au point fixe
- Flash incorporé

42,99$

Appareil FUJI DL-180 TÉLÉ

- Télé-objectif Fujinon de 35 et 55 mm
- Chargement Drop-In
- Autofocus
- Flash automatique incorporé
- Avance et rebobinage motorisés du film
- Réglage automatique de la sensibilité du film par codage DX

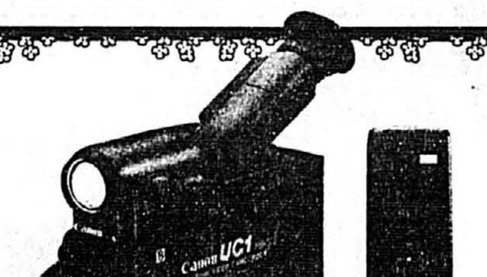
99,99$



FUJI, Caméra Vidéo F122SW

- Viseur LCD couleur
- Zoom optique x12
- Super grand angulaire
- Poignée à usages multiples
- Batterie supplémentaire

999,99$



CANON, Caméra Vidéo UCI MARK II

- Système de menus
- Fonction de date automatique
- Fondue au blanc
- Capteur d'image CCD
- 2½ heures d'enregistrement continu sur une seule cassette
- Télécommande sans fil multifonction fournie

899,99$

LES PHOTOS PEUVENT DIFFÉRER DES PRODUITS VENDUS. S1930950

66e 1927-1993 Le grand chef de la photo vidéo

« TOUT POUR LA PHOTO VIDÉO » BEAUBIEN

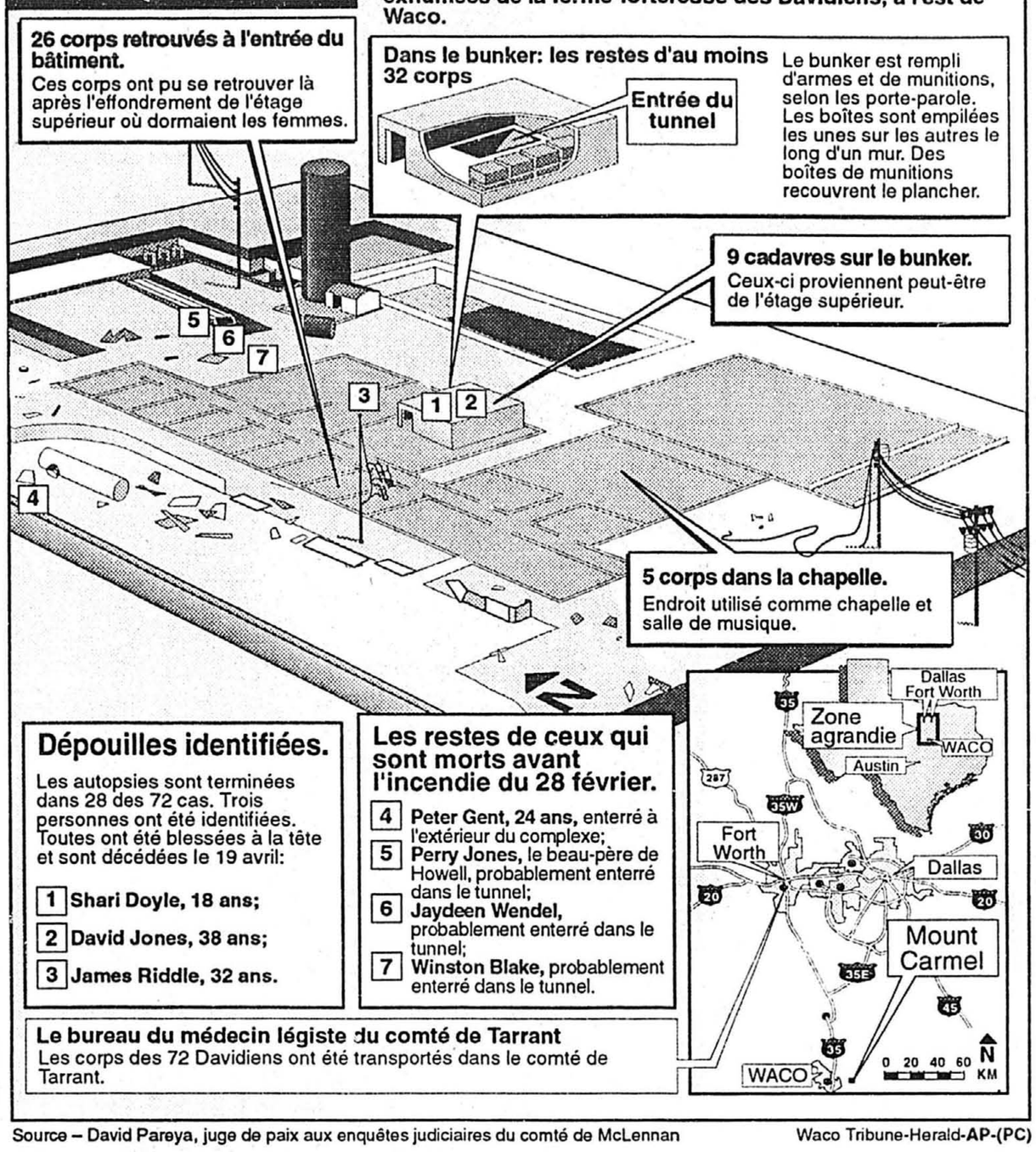
L. L. LOZEAU LTÉE

6229, rue ST-HUBERT, Mtl H2S 2L9 Tél.: 274-6577 Fax : 274-4221 1-800-363-3535

Stationnement municipal à l'arrière

Le décompte des victimes de Waco

Des porte-parole du département de la Sécurité publique du Texas affirment qu'ils ne s'attendent pas à trouver d'autres dépouilles mortelles que celles des 72 déjà exhumées de la ferme-forteresse des Davidiens, à l'est de Waco.



Dépouilles identifiées.

Les autopsies sont terminées dans 28 des 72 cas. Trois personnes ont été identifiées. Toutes ont été blessées à la tête et sont décédées le 19 avril:

1. **Shari Doyle, 18 ans;**
2. **David Jones, 38 ans;**
3. **James Riddle, 32 ans.**

Les restes de ceux qui sont morts avant l'incendie du 28 février.

4. **Peter Gent, 24 ans,** enterré à l'extérieur du complexe;
5. **Perry Jones,** le beau-père de Howell, probablement enterré dans le tunnel;
6. **Jaydeen Wendel,** probablement enterré dans le tunnel;
7. **Winston Blake,** probablement enterré dans le tunnel.

Le bureau du médecin légiste du comté de Tarrant
Les corps des 72 Davidiens ont été transportés dans le comté de Tarrant.

Source – David Pareya, juge de paix aux enquêtes judiciaires du comté de McLennan

Waco Tribune-Herald-AP-(PC)

Les sept derniers corps ont été retirés des décombres du ranch des Davidiens

■ Le Service de sécurité publique de l'État du Texas estime avoir dégagé les sept derniers corps encore prisonniers sous les décombres du ranch de la secte des Davidiens, incendié le 19 avril pendant une offensive des agents fédéraux.

Cela porte à 72 le nombre des cadavres retrouvés depuis lors, et dont beaucoup sont carbonisés. Seuls six d'entre eux ont été identifiés. Sur les sept corps dégagés jeudi, cinq semblent être ceux d'enfants.

Toutefois, les autorités reconnaissent que ce bilan pourrait ne pas être tout à fait exact, en raison du mélange des corps à l'intérieur des ruines.

Ce bilan ne tient pas compte des cinq agents fédéraux tués le 28 février par la secte de David Koresh, qui sont toujours enterrés à l'intérieur du ranch. Les cinq hommes avaient été abattus en tentant une perquisition, ce qui devait entraîner le siège du ranch pendant 51 jours.

Pour offrir des dons destinés à la recherche, pour faire don de vos reins à des fins de greffe ou pour en savoir davantage, communiquez avec votre section locale de La Fondation canadienne du rein.

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN
Parce que la vie ça n'attend pas!

VOICI 2 NOUVEAUTÉS DE SONY®

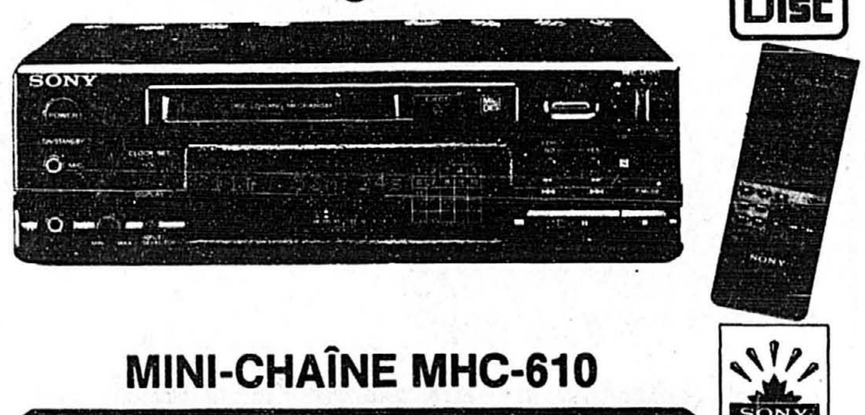
EN PRIMEUR

Le premier lecteur-enregistreur MAISON

MiniDisc

SES AVANTAGES :

☑ DURABILITÉ INÉGALABLE (il peut enregistrer un million de fois) sans aucune usure physique ni perte de qualité sonore. Sans problème d'étirement, de bourrage ou de rupture comme avec une cassette
☑ accès direct rapide d'une plage à l'autre
☑ possibilité de faire des montages inégalés et les titrer
☑ format léger et compact 2,5 pouces



EN PRIMEUR

MINI-CHAÎNE MHC-610

SES AVANTAGES :

☑ puissance 2x35W, avec télécommande
☑ platine à 2 cassettes à auto-inversion
☑ 5 réglages d'ambiophonie
☑ 3 ans de garantie pièces et main-d'oeuvre

SONY GARANTI CERTIFIÉ COMPÉTITIF

GRATUIT Une paire d'écouteurs

SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS
LIVRAISON ET INSTALLATION GRATUITES
MAINTENANT 3 SALLES D'ÉCOUTE

749$ S1931625

DEPUIS 1956 **Louis Fillion** ÉLECTRONIQUE

CENTRE DE SERVICE SUR PLACE

5730 est, Sherbrooke PRÈS DU MÉTRO CADILLAC MÉTRO **254-6041**

MONSIEUR LE MINISTRE,

ON NE RÈGLE RIEN EN IMPOSANT SA RÈGLE

Une fois de plus, le gouvernement du Québec veut renier sa parole en refusant de négocier avec ses employées et employés. Au lieu de s'asseoir avec nous, il veut imposer unilatéralement ses conditions. L'attitude du gouvernement montre bien qu'il n'a plus d'idées... Pas plus qu'il n'a de parole.

S'ATTAQUER À SES EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS EST DEVENU UNE IDÉE FIXE

Déjà, en 1982, nous avons subi des coupures de salaire de 20 %. En 1991 et en 1992, nos concessions ont permis au gouvernement de réaliser des économies de plus d'un demi-milliard de dollars. Qu'est-ce que le gouvernement a fait de productif avec ces économies réalisées à nos dépens? Le déficit en est-il réduit pour autant?

L'IMPROVISATION EST AU POUVOIR

Ce gouvernement refuse de comprendre que la première règle d'une bonne gestion, c'est le dialogue. Son attitude a déjà commencé à provoquer une détérioration alarmante des services publics. Pensons seulement à l'engorgement des salles d'urgence dans les hôpitaux, au décrochage scolaire, aux services sociaux déficients... sans oublier les problèmes d'organisation qui se multiplient dans la fonction publique. En refusant de négocier, le gouvernement va créer un climat d'affrontement. Est-ce ainsi qu'il pense améliorer les choses?

MONSIEUR LE MINISTRE, IL EST URGENT D'AVOIR DE NOUVELLES IDÉES

Les employées et employés dont vous bafouez les droits sont les premiers à reconnaître qu'il faut du changement. Ils savent mieux que quiconque comment améliorer l'efficacité des services publics. Mais pour y arriver, il faut que le gouvernement accepte de négocier de bonne foi, afin de traiter de l'ensemble des problèmes qu'il est urgent de régler.

Les décrets et les lois spéciales sont inefficaces

SEUL LE DIALOGUE EST PRODUCTIF

une vraie négo

LES EMPLOYÉES ET LES EMPLOYÉS DES SERVICES PUBLICS

CSN CEQ FTQ SPGQ

UNE PREMIÈRE AU QUÉBEC

LABATT LANCE UNE BIÈRE À PRIX POPULAIRE.

Labatt
WILDCAT MC

Labatt est la première brasserie au Québec à le faire : lancer une bière à prix populaire dans le réseau des épiceries et dépanneurs. Conçue pour le marché nord-américain, la Wildcat est brassée soigneusement à partir d'ingrédients de qualité selon une recette unique. C'est une bière au goût d'ici, à 5 % d'alcool et à un prix des plus civilisés. Elle a tout pour plaire aux amateurs de bière.

Pour une caisse de 24, son prix* sera d'environ 2 $ de moins que celui des autres marques.

BIENTÔT EN MAGASINS

5% ALC. / VOL.

* Tel que suggéré par la Brasserie Labatt.

LA FRAÎCHEUR SAUVAGE... À PRIX CIVILISÉ !